

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE WARRANTAGE

DES

PRODUITS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 4 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Henri JOUBERT

Président : M. H. SOLUS, professeur.

Suffragants : { MM. PERCEROU } *professeurs.*
 ESMEIN }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13.

1933

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE WARRANTAGE

DES

PRODUITS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 4 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Henri JOUBERT

Président : M. H. SOLUS, professeur.

Suffragants : { MM. PERCEROU, { *professeurs.*
ESMEIN

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU .

ROUSSEAU ET C¹^e, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1933

L'agriculteur peut donc garder la possession des produits qu'il a warrantés, c'est ce qui fait à la fois l'originalité et la fragilité de ce nouvel instrument de crédit.

La loi du 18 juillet 1898, qui a créé le warrant agricole, « n'a eu à l'origine qu'un effet platonique », pour reprendre les termes mêmes dont se sont servis MM. Thaller et Percerou pour la qualifier dans leur *Traité de droit commercial* (1).

En effet, cette loi se heurtait à l'esprit de routine des agriculteurs, et surtout des petits agriculteurs qui ont pourtant le plus besoin de ce genre de crédit. Elle présentait d'ailleurs de graves inconvénients : les formalités exigées étaient compliquées, donc onéreuses ; d'autre part, le porteur du warrant était obligé, s'il ne voulait pas perdre son recours contre les endosseurs, de vendre les produits warrantés ; les parties ne pouvaient pas confier la garde des produits affectés en garantie à des tiers convenus entre elles, enfin et surtout le plus grave inconvénient résidait dans le fait que l'intervention du bailleur était toujours nécessaire pour l'établissement du warrant lorsque l'agriculteur n'était pas propriétaire de l'exploitation.

Une réforme s'imposait. Elle fut tentée sinon réussie entièrement par la loi du 30 avril 1906, qui est toujours en vigueur.

La loi de 1906 a étendu considérablement le champ d'application de la loi précédente, en dispo-

(1) *Eod. loc.*, p. 953.

sant que tous les produits agricoles et industriels qui ne sont pas immeubles par destination sont warrantables, et non pas seulement certains produits limitativement énumérés, et en stipulant spécialement que le bétail serait désormais warrantable, s'il n'est pas immeuble par destination, bien entendu. Désormais, les produits warrantés peuvent être confiés en dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles. D'autre part, la nouvelle loi reconnaît aux sociétés coopératives agricoles le droit d'emprunter sur les produits dont elles sont devenues propriétaires. Elle permet en outre de ne pas aviser le bailleur du warrant consenti par son fermier, lorsque le prêteur y aura consenti, et à condition que les produits warrantés restent dans la ferme, sous la garde du fermier.

Le bailleur peut, en apposant sa signature sur le warrant, renoncer à son privilège.

La loi permet l'établissement d'un warrant sans l'intermédiaire du greffier de la justice de paix et du bailleur.

L'emprunteur a maintenant le droit de vendre, mais non de livrer, sans le concours du prêteur, les objets warrantés : c'est là une des innovations les plus intéressantes de la loi du 30 avril 1906.

La vente des produits warrantés n'est plus obligatoire pour le porteur du warrant, sous peine de perdre ses droits contre les endosseurs, et il lui suffit, pour garder son recours contre ceux-ci, de les aviser en temps voulu du non-paiement.

Enfin les frais des formalités sont réduits.

Ainsi modifiée et améliorée, la loi ne donna pas, au début de son application, les résultats escomptés.

L'usage du warrant agricole ne s'est guère répandu que ces dernières années et ceci sous une double influence : d'abord grâce à la nouvelle organisation du crédit agricole qui remonte à la loi du 5 août 1920 (1), et ensuite tout récemment et parallèlement à l'évolution de la crise agricole qui est entrée dans sa phase aiguë durant l'année 1931.

Nous allons exposer brièvement ces deux points.

Actuellement les prêts sur warrants sont le plus souvent consentis par les caisses de crédit agricole mutuel.

Ces caisses, aux termes de l'article 2 de la loi du 5 août 1920, « ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole, effectuées par leurs sociétaires individuels ou collectifs ».

A la base de l'organisation se trouvent des caisses locales bien placées pour consentir des avances sur warrants à leurs sociétaires, car elles sont à même de connaître la valeur exacte des objets donnés en garantie et de veiller à leur conservation. Ces opérations seront facilitées lorsque les avances seront consenties à une société coopérative

(1) Modifiée par les lois du 7 décembre 1922 (*J. off.* du 12 décembre 1922) ; du 30 décembre 1922 (*J. off.* du 31 décembre 1922) ; du 9 août 1926 (*J. off.* des 9 et 10 août 1926) ; du 19 décembre 1926 (*J. off.* du 19 décembre 1926) ; du 15 juillet 1928 (*J. off.* du 18 juillet 1928) ; du 14 juillet 1929 (*J. off.* du 17 juillet 1929) et du 16 avril 1930.

affiliée à une caisse locale (1), ce qui est de plus en plus fréquent, comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite.

Au-dessus des caisses locales, et en groupant plusieurs, les caisses régionales ont pour but « de faciliter les opérations à court terme, à moyen terme et à long terme effectuées par les membres des caisses locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés (2) ». « Elles réescomptent, après endossement par les caisses locales qui leur sont affiliées, les effets souscrits par les sociétaires de ces caisses (3). »

Enfin, la loi du 5 août 1920 avait créé un Office National de Crédit agricole qui est devenu, depuis la loi du 9 août 1926, la Caisse Nationale de Crédit agricole, établissement public possédant l'autonomie financière.

Cette caisse assure d'une façon générale l'application de la loi du 5 août 1920 et des lois qui l'ont modifiée. Elle a en outre pour objet, aux termes de l'article 35 de la loi de 1920 : 1^o la gestion de la dotation du crédit agricole ; 2^o la gestion des dépôts de fonds reçus par les caisses régionales de crédit agricole mutuel, et qui lui sont confiés par elles ; 3^o l'émission de bons par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

La Caisse Nationale a procédé à différentes en-

(1) Loi du 5 août 1920, art. 22.

(2) Loi du 5 août 1920, art. 11, 1^o.

(3) Loi du 5 août 1920, art. 12, 2^o.

quêtes ayant pour but de se rendre compte si l'usage du warrant agricole se développait dans nos campagnes.

Ces enquêtes ont été effectuées d'une part auprès des greffiers des justices de paix, par l'intermédiaire du ministère de la Justice, et, d'autre part, auprès des caisses régionales de crédit agricole mutuel pour les warrants donnés en garantie des prêts consentis par ces institutions.

La dernière enquête portant sur les années 1929 et 1930 a été exposée dans un rapport présenté au Président de la République, par le ministre de l'Agriculture, le 5 avril 1932.

Les chiffres que contient ce rapport montrent le développement lent, mais continu, des opérations de warrantage durant ces dernières années.

Il a été établi en effet 6.946 warrants en 1926, 8.962 en 1927, 9.356 en 1928, 12.130 en 1929 et 13.058 en 1930. La valeur des produits warrantés, qui s'élevait à 164 millions de francs en 1926, à 244 millions en 1927, et à 246 millions en 1928, est passée en 1929 à 367 millions et en 1930 à 415 millions. Le montant des sommes empruntées suit la même progression : de 51 millions en 1926, il est passé à 88 millions en 1927, 93 millions en 1928, 130 millions en 1929 et 150 millions en 1930 (1).

(1) Il est intéressant de comparer ces chiffres à ceux que mentionne le Rapport sur le warrantage des produits agricoles présenté par le ministre de l'Agriculture le 12 octobre

Il ressort du même document que sur 12.130 warrants établis en 1929, 7.014 l'ont été pour garantir des prêts faits par les caisses de crédit agricole. Pour l'année 1930, les chiffres sont respectivement 13.058 et 8.260.

Les prêts des caisses de crédit agricole garantis par warrants sont, pour la plus grande partie, des prêts à court terme. Si l'on reprend les chiffres précédents, le document ci-dessus cité indique, dans les tableaux qui y sont annexés, que sur les 7.014 warrants établis en 1929, 5.729 ont servi de garantie à des prêts à court terme, alors que 1.285 seulement ont été appliqués à des prêts à moyen terme.

Ces renseignements ne sont d'ailleurs pas rigoureusement exacts, car un certain nombre de warrants donnés en garantie de prêts du crédit agricole n'ont pas été transcrits sur les registres des greffiers des justices de paix.

En second lieu, comme nous l'avons signalé précédemment, la crise agricole que nous traversons actuellement, la baisse continue des cours des céréales, et surtout du blé, ont eu pour effet de développer le warrantage.

Tant que le cours des produits agricoles demeure

1927. Ce rapport a trait aux années 1913 à 1924. Il est divisé en deux parties, dont la première concerne les années 1913 à 1918, et la seconde les années 1919 à 1924. D'après ce document, il a été délivré 16.517 warrants en France et 314 en Algérie, du 1^{er} janvier 1913 au 31 décembre 1918. Pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 1919 au 31 décembre 1924, les chiffres indiqués sont respectivement 23.424 et 867.

élevé, comme cela a été le cas en France et dans beaucoup de pays au cours des années 1924-1927, les agriculteurs peuvent assez facilement se procurer des fonds sans emprunter; mais dans les époques de crise comme celle que nous traversons, et qui s'est aggravée considérablement dans la période 1930-1931, les recours à l'emprunt sont nécessairement plus fréquents.

Mais parallèlement à ce développement des warrants, on a vu se multiplier les difficultés, qui s'expliquent facilement, comme on le verra dans les chapitres qui suivent, par le fait que le législateur de 1906 a dérogé « à une règle qui avait été considérée jusque-là comme essentielle, si essentielle qu'aujourd'hui encore des esprits très distingués se refusent à admettre la dérogation et fournissent de l'innovation une explication différente. Nous faisons allusion à la nécessité de la dépossession dans le gage (C. civ., art. 2076) (1) ».

Nous nous attacherons tout particulièrement, dans le modeste travail que nous entreprenons et qui n'a comme tout mérite que son actualité, à nous placer au point de vue pratique.

« Le législateur, en effet, comme le faisait remarquer si justement M. Gaudin lors de la discussion du projet de la loi de 1906 au Sénat, est certainement plein de bonnes intentions, mais le plus souvent il ne s'occupe pas assez de l'application pratique des textes qu'il élabore (2). »

(1) S. 1914.2.249 (note de M. Bourcart).

(2) *J. off.*, Déb. parl., Sénat, 30 mars 1906.

La première partie sera consacrée à l'étude de la nature juridique et des conditions de validité du warrant agricole.

Nous examinerons ensuite les effets du warrantage : ce sera l'objet de notre seconde partie.

Enfin, lorsque nous aurons ainsi exposé le fonctionnement de la loi de 1906, nous indiquerons dans une dernière partie les résultats pratiques qu'elle a donnés et les projets de réforme proposés ces dernières années.

PREMIÈRE PARTIE

NATURE JURIDIQUE
ET CONDITIONS DE VALIDITÉ
DU WARRANT AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DU WARRANT AGRICOLE.

La première question qui se pose, en entreprenant cette étude sur le warrantage des produits agricoles, est celle de savoir quelle est exactement la nature juridique du droit réel conféré au porteur de warrant.

A quelle catégorie de sûretés réelles faut-il rattacher le warrant agricole ?

On pourrait penser à considérer le warrant comme un privilège conventionnel.

M. Durand, dans son livre sur le crédit agricole, publié en 1891, parle des tentatives faites en France pour permettre à l'agriculteur de contracter des emprunts garantis par un droit de préférence sur le prix de meubles laissés en la possession du débiteur, ce qui par conséquent a été réalisé par la loi de 1898, et il voit dans cette institution un privilège conventionnel. Il s'exprime en ces termes : « S'il n'y a pas de possession réelle, il n'y a pas de gage ; tout ce qui peut exister, c'est un droit de préférence sur le prix des objets affectés conventionnellement à la garantie spéciale d'une dette

déterminée. Pourquoi le débiteur ne pourrait-il pas convenir avec son créancier que telles valeurs mobilières, spécialement déterminées, seraient affectées à la sûreté de sa créance, sans que les autres créanciers puissent prétendre concourir avec lui sur le prix (1) ? »

Cette opinion ne saurait être retenue, comme certains auteurs l'ont pensé, pour caractériser la sûreté établie par la loi de 1898.

Dans l'article 2095 du Code civil est posée la règle que le privilège ne peut résulter que de la loi. Or, il n'est pas question de privilège ni dans la loi du 18 juillet 1898, ni dans celle du 30 avril 1906.

Restent alors deux grandes théories. La première enseigne qu'il faut rattacher le warrant agricole à la classe des hypothèques mobilières. La seconde prétend que le warrant est un gage sans dépossession.

En faveur de la première opinion, on déclare (2) que le dessaisissement du débiteur est un élément fondamental, la caractéristique même du gage, ce qui le distingue de l'hypothèque. L'article 2071 du Code civil est en effet ainsi conçu : « Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de sa dette »,

(1) Durand, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 687.

(2) Lacour et Bouteron, *Droit commercial*, I, nos 879 et 921 ; Planiol, Ripert et Becqué, *Traité pratique de droit civil*, XII, p. 251.

en sorte qu'un gage sans déplacement c'est un non sens.

M. Durand s'exprime en ces termes : « Gage sans dessaisissement, c'est comme si l'on disait nantissement sans nantissement (1). »

« Pourrait-on, écrit M. Valéry, soutenir que la création du warrant procure au porteur de ce titre une prise de possession opérée par l'intermédiaire de l'emprunteur ? Assurément non, car l'article 1141 du Code civil attribue le pouvoir de transférer la propriété à une tradition véritable de la chose aliénée, tradition opposable aux tiers, parce que, à raison précisément de son caractère de réalité, elle est entourée d'une certaine publicité. Mais il n'en est ainsi dans aucun cas de tradition *brevi manu*, et la possession exercée par le débiteur au profit du porteur du warrant n'échappe pas à cette règle (2). »

D'autre part, on a invoqué en faveur de cette théorie la publicité organisée en matière de warrantage par le législateur de 1906 : « Si l'on regarde la publicité organisée autour du warrant agricole, on voit qu'elle s'approche de la publicité hypothécaire moderne. En effet, avant de prêter sur hypothèque, le prêteur doit s'assurer de l'existence, de la nature, de la valeur des immeubles au point de vue des inscriptions hypothécaires. De même, si je prête sur warrant, je m'assurerai de la consis-

(1) Durand, *op. cit.*, p. 685.

(2) D. 1910.2.305, note.

tance et de la valeur du gage et je relèverai sur le registre du greffier les inscriptions qui auraient pu être prises sur les mêmes produits pour des prêts antérieurs non remboursés (1). »

Malgré ces arguments, nous ne pensons pas pouvoir nous ranger parmi les partisans de cette théorie, et nous croyons que la loi de 1906 a voulu établir, et a établi en fait, le gage sans déplacement en matière agricole.

Faisons remarquer en premier lieu que nulle part dans les lois de 1898 et de 1906, et dans les travaux préparatoires dont elles sont issues, il n'est question d'hypothèque mobilière, mais qu'au contraire le warrant agricole y est formellement qualifié de gage sans déplacement.

A la séance du 31 mars 1898, M. Chastenet, combattant un amendement de M. Codet, parlait du warrant en ces termes : « Il permet aux cultivateurs de donner en gage, sans les déplacer des terres et des bâtiments de leur exploitation, les produits qu'ils pourraient à la rigueur warranter en les transportant dans des magasins généraux. » Il ajoutait : « Qui dit warrantage dit gage, et qui dit gage dit objets mobiliers (2). »

« Les produits engagés ont leur représentation légale dans le warrant, dit à la même séance M. Chastenet, la remise aux créanciers de ce titre représentatif peut constituer la tradition qu'exigent

(1) Orezeano, *Les warrants agricoles*.

(2) *J. off.*, 1898, Déb. parl., Chambre, p. 1498 et s.

les principes en matière de constitution de gage... A cette tradition, dont le caractère occulte pourrait ne pas suffire à protéger les tiers, s'ajoute une publicité spéciale au greffe de la justice de paix où se trouve un registre et d'où devront être extraits les warrants délivrés (1). »

Ce sont là des termes que reprendra la Cour de Cassation dans les motifs de son arrêt du 23 avril 1918 (2) que nous relaterons plus loin.

Lors de la discussion à la Chambre des députés de la loi de 1906, M. Chastenet, rapporteur, considère l'institution du gage sans déplacement comme chose faite lorsqu'il s'exprime en ces termes : « ... Aux termes de l'article 2075 du Code civil, le gage doit être remis entre les mains du prêteur. Nos prédécesseurs ont décidé, par la loi du 18 juillet 1898, que le gage pourrait être fourni sans déplacement (3). »

Pourquoi, à côté du gage normal et ordinaire, le législateur ne pourrait-il pas instituer un gage spécial sans déplacement. Comme le fait remarquer justement M. Bourcart (4) : « Ce n'est pas une chose plus étonnante que de voir le dépôt irrégulier à côté du dépôt régulier. »

D'autre part, la mise en possession du créancier est surtout une mesure de publicité, et les lois de 1898 et de 1906 ayant institué un procédé spécial

(1) *J. off.*, 1898, Déb. parl., Chambre, p. 1498.

(2) D. 1919.1.33.

(3) *J. off.*, 1905, Déb. parl., Chambre, p. 3194.

(4) S. 1914.2.249, note.

de publicité, on ne voit pas pourquoi on ne pourrait pas renoncer à la dépossession.

D'ailleurs, la jurisprudence va plus loin. Elle considère que le warrant agricole rendu public par la transcription est, pour reprendre les termes mêmes dont s'est servi la Chambre civile dans l'arrêt précité du 23 avril 1918, « la représentation légale de la chose warrantée et confère au porteur une possession équivalente à la possession réelle », et dès lors la détention du titre équivaut à la possession réelle de la chose.

Ce qui prouve bien que la publicité dont est entouré l'établissement du warrant remplace la dépossession effective, c'est qu'elle rend le droit du porteur *opposable aux tiers*. « Quel sens ces mots pourraient-ils avoir, dit M. Capitant, s'ils ne signifiaient pas que le porteur du warrant transcrit peut opposer aux tiers son droit de rétention sur les choses warrantées (1) ? »

Le warrant agricole constitue donc une forme de gage sans déplacement. Voilà la notion fondamentale dont il faut partir pour en tirer toutes les conséquences qu'elle comporte, comme nous le verrons dans les développements qui vont suivre.

(1) D. 1919.1.33, note.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE FOND NÉCESSAIRES A LA VALIDITÉ DU WARRANT AGRICOLE.

SECTION I

Créances qui peuvent être garanties par un warrant agricole.

La loi du 30 avril 1906, non plus d'ailleurs que la loi du 18 juillet 1898, n'a pas déterminé les créances qui peuvent être garanties par un warrant agricole. Nous venons de voir dans le chapitre précédent qu'il faut, à notre avis, considérer le warrant comme un gage sans déplacement. Doit-on en conclure qu'il peut, comme le gage, servir de garantie à une créance quelconque ?

La loi du 30 avril 1906, dit-on, qui crée un privilège spécial pour accroître le crédit du fermier, doit être interprétée restrictivement. C'est la solution adoptée par un jugement du Tribunal correctionnel d'Indre-et-Loire, en date du 24 décembre 1927 (1). Et les termes de l'article 1^{er} de la loi de

(1) D. H. 1928, p. 160.

1906 : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation... », semblent bien vouloir réserver le warrant à la seule garantie d'un emprunt.

Il ne faut pas oublier non plus que le privilège du porteur de warrant prime tous les autres, sauf ceux des frais de vente et des contributions directes. Comme le fait remarquer M. Mazin (1) : « Cette atteinte à des droits acquis peut se justifier par l'intérêt du crédit agricole lorsqu'il s'agit d'un emprunt contracté par le fermier, pour les besoins de son exploitation ; elle s'explique moins bien si la créance à laquelle on attribue un rang privilégié est tout à fait étrangère à cette exploitation. »

Mais, en faveur de l'interprétation extensive de la loi, il convient de remarquer qu'elle a été faite en vue de favoriser *largement* le crédit agricole, et que son but ne saurait être atteint si on en limite si étroitement l'application.

Si la loi de 1906 envisage le warrant comme garantissant un prêt, nulle part elle ne défend de l'utiliser pour une autre fin.

D'autre part, elle n'impose dans aucune de ses dispositions un emploi déterminé des sommes empruntées sur warrant, si bien que l'agriculteur peut se servir de son prêt aussi bien pour éteindre une dette préexistante que pour agrandir son exploitation ou acheter du matériel.

(1) *Le warrant agricole, étude pratique (Répertoire général pratique du Notariat et de l'Enregistrement, 1932, 1^{re} partie, p. 256).*

Et il y aurait quelque incohérence, à notre avis, à permettre à un agriculteur d'emprunter sur warrant pour employer la somme à l'acquisition d'instruments aratoires par exemple, et à déclarer nul un warrant établi pour garantir le solde d'un prix de vente de ces mêmes instruments : dans les deux cas, c'est un crédit que l'agriculteur sollicite.

C'est la solution adoptée par un jugement du Tribunal civil de Rouen, en date du 8 avril 1930 (1). L'espèce était la suivante : un fermier, quittant son exploitation, avait vendu à ses successeurs du matériel, et pour garantir le solde du prix de cette vente, il avait été stipulé que les animaux et les récoltes se trouvant sur la ferme cédée demeureraient spécialement affectés par privilège expressément réservé, sous forme de warrant agricole.

Les acquéreurs ayant demandé la nullité dudit warrant sous prétexte qu'il n'avait pas été consenti en garantie d'un emprunt, le tribunal a rejeté la demande et prononcé la validité du warrant.

Ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Rouen, en date du 1^{er} avril 1931 (2). On nous permettra de citer une partie de ses motifs, car ils légitiment parfaitement l'interprétation large de la loi sur ce point particulier. « Attendu, y est-il dit, que l'évolution législative tendant à

(1) D. H., 1930, p. 344 ; *Revue trimestrielle de droit civil*, 1930, p. 817.

(2) *Rec. Rouen et Caen*, 1932.1.17 ; *Rev. trim.*, 1932, p. 479.

faciliter l'ouverture de crédit agricole, commencée par la loi de 1898, estimée trop restrictive par le Parlement, a trouvé son aboutissement dans la loi du 30 avril 1906, laquelle a accentué les facilités de crédit par le caractère de réalité de la sûreté, par l'opposabilité du warrant à tous les créanciers, par la faculté de dessaisissement des choses warrantées, par la possibilité de la vente amiable, par la transmission du titre sous forme d'endos, enfin par la réduction des frais de vente amiable et la simplification des formalités de la vente forcée ; qu'il s'ensuit que, par les termes de l'article 1^{er} : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles et industriels de son exploitation », le législateur a entendu non pas limiter la cause juridique du contrat à un prêt d'argent, mais ouvrir très larges à l'agriculteur des perspectives de crédit en vue des nécessités de son exploitation... »

A notre avis, le warrant peut donc garantir une créance résultant d'un contrat autre que le prêt, d'une vente par exemple.

Mais peut-on établir un warrant pour sûreté d'une créance conditionnelle comme celle de la caution qui a garanti un emprunt contracté par un agriculteur ?

Le Tribunal d'Alençon a soutenu l'affirmative et a jugé (1) qu'on ne voit pas pourquoi la caution serait privée du bénéfice de la loi, celle-ci, en parlant

(1) 19 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.2.711.

d'emprunteur, « a statué de *eo quod plerumque fit*, mais n'a pas entendu restreindre au seul prêteur ce bénéfice, alors qu'aucune disposition de la loi n'a pris en considération la qualité de la créance garantie ». Il a fait également remarquer : « Qu'un warrant n'étant pas autre chose que le nantissement d'une chose mobilière, peut parfaitement garantir, comme tout nantissement, la dette éventuelle comme la dette actuelle ; que d'ailleurs rien ne permet de dire que l'obligation de la caution n'est pas certaine et que le montant de la dette est indéterminé en ce qui la concerne, puisque la caution est co-obligée du débiteur jusqu'au paiement intégral et pour le montant de la dette de ce dernier que le cautionnement ne peut excéder, sous la réserve seulement qu'elle ne peut être poursuivie qu'à l'époque convenue pour l'exigibilité ; que rien ne s'oppose non plus à la transmission du warrant par voie d'endossement au moyen de l'apposition sur le titre de la clause à ordre, la propriété du warrant étant transférée au porteur, que l'endossement ait lieu avant ou après l'échéance et le cessionnaire étant mis *ipso facto* aux lieu et place de l'endosseur. »

Le Tribunal du Havre, au contraire (1), a annulé un warrant au profit d'une caution, estimant qu'il ne pouvait garantir une créance éventuelle. Ce jugement se fonde sur ce que le warrant est un titre à ordre, transmissible par voie d'endossement,

(1) 23 janvier 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.586.

qui ne saurait représenter qu'une créance actuelle et certaine.

M. Demogne réfute fort bien cet argument lorsqu'il écrit à ce sujet, dans la *Revue trimestrielle* (1) : « Mais ceci pose une question. Le titre à ordre ne se conçoit-il que pour une créance pure et simple ou à terme ? N'est-il pas possible pour une créance conditionnelle comme celle de la caution ? Rien, à notre avis, n'empêche de créer un titre à ordre pour une créance conditionnelle. Ainsi le droit maritime connaît les assurances à ordre (2). »

On peut également, à notre avis, pour la même raison, considérer comme valable le warrant constitué en garantie d'une ouverture de crédit, et tirer argument d'analogie du fait qu'auteurs et jurisprudence reconnaissent unanimement la validité de l'hypothèque constituée en garantie d'une ouverture de crédit consentie par un banquier à un de ses clients (3).

C'est là un point important, car les caisses de crédit agricole consentent le plus souvent aux agriculteurs des avances sur warrant sous cette forme.

Remarquons d'ailleurs ici que, dans la pratique, les Caisses ne font pas circuler les warrants ainsi constitués : elles les gardent et font escompter les

(1) *Rev. trim.*, 1932, p. 1133.

(2) Ripert, *Droit maritime*, III, n° 2485 ; Wahl, *Droit maritime*, n° 6627.

(3) *Rev. trim.*, 1933, p. 149 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd., t. III, p. 479 et note 71 ; Cass. req., 8 mars 1853, S. 55.1.214.

billets souscrits par les emprunteurs à chaque remise de fonds et garantis par les warrants.

Une autre question débattue, et qui est liée aux précédentes, est celle de savoir si le warrant doit être concomitant à la créance qu'il garantit. Certains jugements que nous rapporterons plus loin ne se contentent pas de dire que le warrant ne peut garantir qu'un prêt, ils ajoutent : un prêt concomitant au warrant.

Cette interprétation de la loi est d'abord trop restrictive, c'est là le moindre reproche que l'on puisse lui faire.

Comme on l'a fait très justement remarquer : « Le crédit accordé à un emprunteur peut se manifester, non seulement par l'avance actuelle d'une somme d'argent remboursable à plus ou moins longue échéance, mais aussi par la prorogation du délai de paiement d'une dette déjà existante. Si le créancier d'un agriculteur, pour une dette échue, met son débiteur dans l'alternative ou de consentir une sûreté pour obtenir une prorogation de délai, ou de subir une saisie, et si l'agriculteur offre de constituer un warrant agricole pour éviter des poursuites, il ne semble pas que le warrant soit détourné de son but (1). »

Un plus grave reproche à faire à cette jurisprudence est qu'elle repose sur une interprétation *inexacte* de la loi du 30 avril 1906. Nulle part la loi de 1906 ne dit que le warrant doit être conco-

(1) *Répert. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 577.

mitant à un prêt. Et pourtant, dans les motifs d'un jugement inédit du Tribunal de Beauvais, en date du 21 janvier 1932, nous trouvons ceci : « Attendu qu'il résulte d'un interrogatoire sur faits et articles auquel il a été procédé, en vertu d'un jugement en date du 16 juillet 1931, que le warrant consenti par les époux G... à W... était destiné à garantir le paiement de sommes restant dues à ce dernier, notamment sur le montant d'un prêt en date du 26 février 1927 ; attendu qu'il résulte des termes de la loi sur les warrants agricoles *qu'un warrant ne peut garantir qu'un prêt concomitant à ce warrant.....* » Ce jugement se contente donc d'affirmer une règle, sans indiquer de quels termes mêmes de la loi de 1906 il la déduit.

Un jugement du Tribunal de Clermont (Oise), en date du 6 avril 1932, a annulé un warrant consenti par un sieur Leemann à un sieur Lefebvre pour sûreté d'une somme de 41.581 francs due pour fourniture antérieure d'instruments aratoires et d'engrais. Pour établir la nullité du warrant, le jugement précité fait un rapprochement entre l'article 1^{er} de la loi de 1906 et l'article 2 de la même loi, où il est dit que le cultivateur, lorsqu'il n'est pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, doit aviser, avant tout emprunt, son propriétaire de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises devant servir de gage à l'emprunt et du montant des sommes à emprunter, et il en conclut qu'« il ressort des textes sus-visés

sans doute possible que la constitution d'un warrant doit garantir un emprunt futur... et non servir de gage à une dette déjà consentie ».

Mais si l'on veut pousser alors le raisonnement dans ce sens, il faut dire aussi que dans le cas où l'agriculteur est propriétaire ou usufruitier de son exploitation, comme l'avis sus-visé n'est pas nécessaire, il pourra constituer un warrant pour garantir une dette préexistante.

Nous croyons, comme nous l'avons dit plus haut, que les jugements précités ne font pas une exacte application de la loi et que le législateur a seulement voulu dire, en rédigeant ainsi l'article 2, que lorsque l'agriculteur voudra établir un warrant sur les produits de son exploitation, il devra en aviser son propriétaire s'il n'est que fermier ou métayer.

Enfin, comme les parties peuvent, aux termes de l'article 4, et comme nous le verrons par la suite, établir elles-mêmes le warrant, on doit admettre qu'un agriculteur qui a besoin de fonds peut valablement établir lui-même ce warrant, sans même connaître son futur prêteur, aviser son propriétaire par l'intermédiaire du greffier de la justice de paix du ressort des produits à warranter, et à l'expiration des délais d'opposition se mettre à la recherche d'un prêteur qui veuille bien accepter un warrant ainsi établi.

SECTION II

Produits qui peuvent être warrantés.

I

Produits agricoles et industriels et animaux.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer dans l'introduction, un des points importants sur lesquels a porté la réforme de 1906 a été de transformer l'énumération limitative des produits warrantables donnée par la loi de 1898 en un texte beaucoup plus large, plus général.

L'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1898 était en effet ainsi conçu : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation. Les produits sur lesquels un warrant peut être établi sont les suivants : céréales en gerbes ou battus ; fourrages secs, plantes officinales séchées ; légumes secs, fruits séchés et féculs ; matières textiles animales ou végétales ; graines oléagineuses, graines à ensemercer ; vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de nature diverse ; cocons secs et ayant servi au grainage ; bois exploités, résines et écorces à tan ; fromages, miels et cires ; huiles végétales ; sel marin. »

Au contraire, la loi de 1906 ne contient pas de liste de ce genre. L'article 1^{er} énonce que « tout

agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant... ».

L'article 11 de la même loi prévoit expressément que les tabacs pourront être warrantés.

Enfin, le bénéfice de la loi s'applique aux ostréiculteurs, ainsi qu'il est spécifié dans l'article 18.

Ce nouveau texte permettant de warranter certains produits exclus par la loi de 1898, et surtout le bétail, donne à l'institution la souplesse qui lui manquait. Malheureusement, il soulève des questions bien délicates.

S'il est, en effet, relativement aisé de savoir ce que le législateur a entendu comprendre dans l'expression « produits agricoles et industriels », par contre, lorsqu'il ajoute : « Qui ne sont pas immeubles par destination », les difficultés apparaissent, surtout lorsqu'il s'agit de discriminer les animaux qui sont immeubles par destination, et ceux qui ne le sont pas ; c'est une question que nous reprendrons plus loin.

Nous ne croyons pas possible de donner une énumération complète des produits warrantables.

M. Typaldo-Bassia, dans son *Traité théorique et pratique du warrant agricole* (1), cite comme céréales : le blé, le seigle, le méteil, l'orge, l'avoine, le maïs, les épeautres, le sarrasin ; comme fourrages :

(1) Typaldo-Bassia, *Etude théorique et pratique du warrant agricole*, p. 35 et s.

la luzerne, le sainfoin, le trèfle, la vesce, le foin, la feuille de mûrier cueillie en automne pour l'alimentation des bestiaux ; comme plantes textiles : le chanvre et le lin ; comme plantes oléagineuses : le colza, l'œillette, l'olivier ; parmi les plantes industrielles, en dehors de celles comprises dans l'énumération de la loi de 1898 : les pommes à cidre, le chêne-liège, la cardère à foulon, le sorgho à balai, les cépages américains, le houblon.

Le warrant n'est pas possible sur les récoltes pendantes par branches et par racines qui sont immeubles, tant qu'elles sont adhérentes au sol (C. civ., 520).

D'ailleurs il résulte nettement des travaux préparatoires des lois de 1898 et de 1906, que le législateur a entendu exclure des produits warrantables les récoltes pendantes, et cela parce qu'il a craint que le prêteur sur warrant ne considérât cette sorte de gage comme trop aléatoire et que l'emprunteur ne se laissât aller avec trop d'imprévoyance à engager ses récoltes sur pied (1).

Et cependant « le cultivateur sollicite généralement un prêt à court terme, un prêt de campagne, au moment où la récolte est encore sur pied et où les travaux de printemps et l'approche de la moisson engagent fortement son budget de dépenses (2) ».

On a essayé de tourner la difficulté en consi-

(1) Rapport de M. Chastenet, 13 mars 1897, *J. off.*, Chambre, Annexe.

(2) Rapport de M. Messerschmitt sur le warrant agricole au XXI^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles (Besançon, 15-18 juin 1933).

dérant que lorsqu'un agriculteur warranté ses récoltes pendantes, il y a seulement promesse de warrant, les récoltes une fois moissonnées devenant meubles seraient alors susceptibles d'être l'objet du warrant qui deviendrait ainsi complètement régulier et à l'abri de tout recours.

« Mais il y a dans cette procédure une situation intermédiaire dont le caractère est complexe et la licéité douteuse, une expectative de droit plutôt qu'un droit véritable, et on ne saurait asseoir une pratique bancaire sérieuse, un élément de crédit indiscutable sur des bases aussi inconsistantes (1). »

Et c'est certainement à tort qu'un arrêt de la Cour d'appel de Rouen en date du 1^{er} avril 1931 (2) a admis la validité d'un warrant établi sur des ensemencements et des emblavures, sous prétexte que les parties avaient envisagé les récoltes à provenir des ensemencements, « le warrant devant suivre en grenier le grain battu et en grange la récolte ».

Les pailles sont en principe warrantables, comme étant des produits agricoles, mais à condition bien entendu de n'être pas immeubles par destination.

Ce caractère leur appartient incontestablement lorsque le fermier les récolte au cours du bail sur le fonds loué et qu'il doit les y laisser à l'expira-

(1) Rapport de M. Messerschmitt, précité.

(2) *Rec. Rouen et Caen*, 1932.1.17 ; *Rev. trim.*, 1932, p. 479.

tion de sa jouissance, conformément à l'article 1778 du Code civil.

D'autre part, sont généralement considérées comme immeubles par destination, les pailles destinées à être converties en fumier pour servir à l'engrais des terres du domaine (C. civ., art. 524 ; Cass. civ., 30 août 1882) (1).

Certains baux à ferme contiennent une clause obligeant le fermier à faire consommer toutes les pailles dans le domaine : dans cette hypothèse le warrant ne serait pas possible, comme le fait remarquer M. Mazin, « puisqu'il peut conduire à la vente forcée des objets warrantés et que la vente, en ce cas, se trouve interdite au fermier ». C'est d'ailleurs, ajoute M. Mazin, ce qui a été expressément reconnu à la Chambre des députés (séance du 20 novembre 1905, discours de M. Cruppi, observations de MM. Cochet et Chaigne) (2).

En revanche les pailles sont meubles lorsqu'elles sont destinées à être vendues ou à nourrir les bestiaux de l'exploitation agricole. Dans ce cas elles sont donc warrantables.

Ici, la distinction entre meubles et immeubles par destination est donc aisée.

Avant de passer aux animaux, qui nous retiendront plus longtemps et qui sont mis bien en relief par l'article 1^{er}, disons un mot des produits industriels.

(1) D. 1883.1.213.

(2) Mazin, *op. cit.* (*Réperl. Nol.*, 1932, 1^{re} partie, p. 266).

L'expression « produits industriels » doit être entendue dans un sens large et doit comprendre, ainsi qu'il résulte des explications fournies par le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, non seulement les produits agricoles ayant subi certaines transformations industrielles, tels les sucres et les eaux-de-vie, mais encore le charbon, les pierres, les phosphates, en un mot les produits des mines et des carrières (1).

Depuis la loi de 1906, un agriculteur peut warranter les animaux qu'il possède sur son fonds, à condition qu'ils ne soient pas immeubles par destination.

Ainsi, pour tout warrant portant sur des bestiaux, se pose la question si délicate de la distinction entre les meubles et les immeubles par destination : c'est ce qui explique que sur ce point les difficultés soient si nombreuses, et qu'actuellement les caisses agricoles aient renoncé pour la plupart à consentir par warrant aux agriculteurs des avances sur leurs animaux.

Les immeubles par destination sont « des objets qui sont mobiliers par leur nature, mais qui sont considérés comme immobiliers, à titre d'accessoires d'un immeuble auquel ils se rattachent » (2).

Les immeubles par destination se distinguent donc des immeubles par nature, « en ce que leur

(1) *J. off.*, Déb. parl., Chambre, 1905, p. 3363.

(2) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, 11^e éd., t. I, p. 722.

immobilisation est purement juridique et fictive, et non pas matérielle et réelle » (1).

Les conditions de l'immobilisation sont au nombre de deux : il faut que l'immeuble et le meuble appartiennent à la même personne et qu'en outre un rapport de destination soit établi entre eux.

Ces notions élémentaires rappelées, il nous faut maintenant les appliquer aux animaux de l'exploitation agricole.

Tout d'abord, lorsque le propriétaire cultive lui-même, les animaux qu'il affecte au service de son fonds sont toujours présumés immobilisés, même en l'absence de toute stipulation expresse à ce sujet (Bordeaux, 22 mai 1841) (2).

Mais pour que les animaux placés sur un fonds exploité directement ou sur un fonds loué revêtent le caractère d'immeubles par destination, il ne suffit pas qu'ils soient nourris sur ce fonds, et qu'ils soient propres à la culture, il faut encore qu'ils y soient effectivement attachés, c'est-à-dire qu'ils servent *directement* à l'exploitation du fonds qui deviendrait impossible sans leur concours.

Aussi il faut admettre que les animaux dont l'énumération va suivre n'ont pas le caractère d'immeubles par destination, et par suite peuvent être warrantés :

a) Les animaux achetés pour être revendus

(1) *Ibid.*

(2) *Rec. Bordeaux*, 1841, p. 306.

après avoir été engraisés sur le fonds (Bourges, 6 mai 1842) (1).

Il faut faire remarquer qu'un cas particulier se présente en ce qui concerne le bœuf de travail. Arrivé à un moment de son existence, il est engraisé en vue de la vente, car il est de règle de ne pas se servir pour la culture de bœufs adultes. Il perd alors son caractère d'immeuble par destination et peut alors être warranté.

b) Les animaux qui servent seulement à l'agrément du propriétaire, comme les chevaux de luxe, les chevaux de selle ou pour voiture, les équipages de chasse. Il en a été décidé ainsi notamment dans un jugement du Tribunal civil de Bordeaux en date du 2 août 1887 (2).

c) Les animaux de basse-cour, tels que les volailles, lapins, etc...

Evidemment il paraîtrait un peu bizarre d'établir un warrant sur de tels produits de bien minime valeur, et qui sont destinés à être vendus rapidement. Cependant, théoriquement, un tel warrant est valable. D'ailleurs il ne faut pas oublier qu'il existe certaines grandes exploitations qui ont pour objet exclusif l'élevage des animaux de basse-cour, des lapins en particulier. Si l'éleveur achetait en dehors les aliments nécessaires à son élevage, l'exploitation serait alors commerciale, ainsi que l'a jugé la

(1) D. P. 1844.2.26.

(2) *Rec. Bordeaux*, 1887.1.471.

Cour de cassation, dans un arrêt du 12 juin 1907 (1). Mais on ne saurait refuser le bénéfice du warrant agricole à l'éleveur qui a une exploitation agricole de laquelle il tire intégralement la nourriture nécessaire à son élevage.

Nous avons dit que doivent être considérés comme immeubles par destination les animaux qui sont attachés à la culture. Cette expression doit être interprétée *lato sensu*.

Il faut considérer comme immeubles par destination, et par conséquent non susceptibles de warrantage : 1° Les animaux attachés à un fonds en vue de la consommation des fourrages et de l'engrais des terres (Riom, 28 avril 1827 ; Limoges, 23 janvier 1839). 2° Les animaux qui doivent être considérés comme les instruments indispensables de certaines exploitations spéciales, telles que les vaches des fromageries. 3° Enfin le caractère d'immeubles par destination peut aussi appartenir aux étalons des haras, à condition du moins que ceux-ci aient été spécialement aménagés pour l'exploitation d'un domaine.

Dans la pratique, répétons-le encore une fois, cette distinction entre animaux meubles et animaux immeubles par destination amène de grosses difficultés.

L'immobilisation résulte de la loi et ne peut dépendre des conventions entre le propriétaire et son créancier ; cela résulte de la jurisprudence bien

(1) D. 1907.1.427.

arrêtée de la Cour de cassation qui s'est prononcée formellement le 31 juillet 1879 (1) et le 1^{er} mai 1909 (2). Cette solution doit être étendue au warrant agricole, sans l'ombre d'un doute, et c'est à tort que le Tribunal correctionnel d'Arras, dans un jugement du 18 novembre 1930 (3), a décidé que, dès l'instant où un propriétaire a warranté des animaux lui appartenant, conformément à l'article 1^{er} de la loi de 1906, ces animaux ne peuvent plus être considérés comme immeubles par destination, dans le sens de l'article 524 du Code civil.

Cette théorie est d'autant plus inadmissible — et il est étonnant que le tribunal ne s'en soit pas aperçu, — que si on l'admettait, on anéantirait purement et simplement l'interdiction portée par l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906 de warranter des animaux immeubles par destination.

Il faut remarquer cependant que l'immobilisation dépend bien en un sens de la volonté du propriétaire qui est libre de se placer dans les conditions nécessitées par la loi pour donner à ses animaux le caractère d'immeubles par destination, mais il ne peut faire des immeubles par destination si ces conditions ne sont pas remplies. En sens contraire, l'immobilisation ne peut cesser

(1) D. 1880.1.273.

(2) D. 1909.1.345.

(3) *Gaz. Trib.*, 1931.2.92.

que par le déplacement des animaux et leur affectation à un autre usage (1).

Il y a donc là des questions de fait parfois assez délicates à trancher pour les tribunaux qui ont à connaître de semblables litiges. Il convient de citer à ce propos un jugement inédit du Tribunal civil de Grenoble, en date du 22 juin 1932, concernant deux prêts consentis par la Caisse régionale de l'Isère et garantis par warrants.

La Caisse de crédit agricole soutenait que les douze vaches sur lesquelles portaient ses warrants ne constituaient pas des immeubles par destination, parce qu'elles n'étaient pas indispensables à la culture du domaine, et que *le propriétaire précédent n'avait pas autant de bétail*. La partie adverse qui a eu gain de cause soutenait, au contraire, que le propriétaire actuel qui avait consenti les warrants avait changé le mode d'exploitation de son domaine, et qu'au lieu de cultiver des céréales et des vignes, comme précédemment, il avait transformé ses terres arables et ses vignes en prairies, avait créé une laiterie et s'appliquait à tirer parti du lait et des produits dérivés : beurre, fromage ; que dans ce but il avait constitué un nombreux troupeau et fait bâtir des écuries, et que par conséquent ces mêmes vaches étaient immeubles par destination. En pareil cas, le tribunal aurait d'ailleurs dû s'appuyer sur une expertise agricole, ce qu'il n'a pas fait.

(1) Cass., 28 avril 1926, D. P. 1926.1.198.

On peut supposer également que lors de l'établissement du warrant, les animaux soient bien des meubles, et que, par la suite, ils perdent cette qualité et deviennent immeubles par destination. Il suffit pour cela de prendre l'espèce précédente et de faire intervenir le changement d'exploitation, après l'établissement du warrant. A notre avis, après ce changement le warrant devient nul. C'est là évidemment une solution rigoureuse puisqu'elle laisse au débiteur la faculté de se délier d'engagements valablement pris, mais il faut faire remarquer que dans ce cas le débiteur est passible des peines édictées par l'article 14 de la loi de 1906 et que nous étudierons plus loin. Transformer les animaux en immeubles par destination aboutit en effet, à notre avis, au même résultat que de les vendre et d'en opérer la tradition sans payer le porteur du warrant.

Aussi la Caisse prêteuse ou le prêteur doit prévoir cette éventualité lors de la constitution du warrant et spécifier l'exigibilité de la créance dans le cas où le souscripteur croirait devoir, sans accord préalable, modifier les conditions de son exploitation.

Qu'on nous permette de citer encore à ce propos un cas pratique. Supposons qu'un agriculteur possède une ferme avec deux co-héritiers non exploitants, il leur paie un fermage pour les deux tiers de cette propriété *indivise*. Tous les bestiaux lui appartiennent. Dans quelle mesure pourra-t-il les warranter ?

Nous supposons, bien entendu, que le partage n'a pas eu lieu. L'indivision n'est qu'un état passager et le partage fera peut-être évanouir le droit du copropriétaire. Evidemment, mais qu'est-ce qu'un immeuble par destination en matière agricole ? C'est, comme nous l'avons vu plus haut, un objet placé pour le *service* et l'*exploitation de ce fonds* par le propriétaire. « C'est donc *l'intérêt de l'exploitation agricole* qui, à vrai dire, immobilise et il faut voir si à l'époque où les objets mobiliers ont été placés sur le fonds, le copropriétaire avait qualité pour agir au nom du fonds. Ainsi posée la question n'est plus douteuse. Au moment où il place les objets sur un fonds, ce fonds n'a d'autre représentant que lui, cela est décisif (1). »

D'ailleurs, la Cour de cassation s'est prononcée dans un cas analogue le 15 juillet 1867 (2).

Dans ce cas donc, le copropriétaire qui est en même temps fermier ne pourra warranter que les animaux lui appartenant, qui ne sont pas immeubles par destination, d'après la distinction générale énoncée plus haut.

*
* * *

On s'est demandé si un éleveur de renards argentés, qui possède et cultive dans le seul but de

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, 3^e éd., V, p. 540 et s.

(2) D. 1868.1.269.

l'élevage une propriété, peut warranter ses renards par application de la loi de 1906.

La question a été posée au ministre de l'Agriculture par M. Mistral, député (1).

Le ministre de l'Agriculture a répondu qu'il n'était pas possible « de considérer les renards argentés comme des produit agricoles d'une exploitation », étant donné la nature de ces animaux et les conditions toutes spéciales de leur élevage. Et il a ajouté que « le seul fait que l'éleveur possède et cultive une propriété de plusieurs hectares ne suffit pas pour permettre d'appliquer aux renards qu'il élève les dispositions de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles ».

Cette solution ne nous paraît pas fondée : L'éleveur de renards argentés qui nourrit ses animaux sur le fonds qu'il cultive est bien un agriculteur, et comme tel le bénéfice du warrantage ne saurait lui être retiré. D'autre part, le législateur de 1906 n'a pas entendu permettre seulement le warrantage de certains animaux, puisqu'il emploie à dessein dans l'article 1^{er} un terme général.

Mais il ne faut pas oublier que lorsque l'éleveur de renards argentés est en même temps propriétaire de l'exploitation qui fournit la nourriture nécessaire, les renards sont immeubles par destination et comme tels non warrantables.

C'est d'ailleurs là une question plus théorique

(1) *J. off.*, Déb. parl., Sénat, 1927, question n° 10.654, p. 79, réponse, p. 407.

que pratique, puisque cette sorte d'élevage est fort peu répandue en France (1).

II

Animaux de remplacement. — Croît des animaux.

Un warrant peut porter sur des animaux qui, ayant vieilli, doivent être vendus. Un animal warranté peut être victime d'un accident et son propriétaire se verra dans l'obligation de s'en débarrasser rapidement. Mais comme l'exploitation agricole a besoin d'un nombre à peu près constant de bestiaux, l'animal mort ou vendu sera remplacé par un autre.

D'autre part, on peut se demander si un warrant existant sur des animaux porte de plein droit sur leur croît.

L'article 3 de la loi de 1906 semble bien indiquer qu'un warrant ne peut porter ni sur les animaux de remplacement ni sur le croît des animaux donnés en garantie, puisque « pour établir la pièce dénommée warrant, le greffier...inscrira... la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits gage de l'emprunt ».

Il ne semble pas que l'on puisse concevoir, comme le prétendent certains auteurs, « le train de culture » comme une universalité de fait, et les éléments de remplacement comme juridiquement substitués aux autres par une subrogation réelle (2).

(1) Il existe cependant quelques élevages dans la région de Mégève (Savoie).

(2) Mazin, *op. cit.*, *Répert. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 264.

Si les auteurs modernes (1) ont tendance à donner de l'extension à la notion de subrogation réelle, la jurisprudence, au contraire, a manifesté à plusieurs reprises et encore tout récemment (2) une tendance nettement opposée, et en particulier elle n'admet pas la théorie de la subrogation réelle en matière d'indemnité due pour destruction d'un bien.

Dans le cas qui nous intéresse, pour que la subrogation ait lieu, il serait donc nécessaire d'insérer dans le warrant une clause spéciale.

On pourrait considérer comme valable la clause suivante : « L'emprunteur aura le droit de vendre et de livrer librement les animaux vieillis ou devenus inutilisables, à la condition qu'ils soient remplacés par d'autres et que les nouveaux animaux qui prendront la place des anciens dans l'exploitation soient eux-mêmes soumis au warrant (3). »

Au contraire, on ne peut admettre qu'un warrant s'étende de plein droit au croît des animaux donnés en garantie ; ces animaux jeunes forment un gage bien distinct du gage originaire et sont susceptibles d'être warrantés à part.

Et on peut se demander s'il faudrait considérer

(1) Capitant, *Essai sur la subrogation réelle*, *Rev. trim.*, 1919, p. 409 et s.

(2) Orléans, 3 janvier 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.1516, *Rev. trim.*, 1933, p. 526.

(3) En ce sens Mazin, *op. cit.*, *Répert. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 264.

comme valable la clause insérée dans un warrant, par laquelle le débiteur donnerait expressément en garantie, complémentaire bien entendu, le croît des animaux warrantés.

Nous sommes arrivés là à une question beaucoup plus générale et qui peut se formuler ainsi : Peut-on warranter des choses futures ?

Il nous faut, pour répondre à cette question, voir la solution donnée par la doctrine et la jurisprudence, en matière de gage, puisque nous avons assimilé au point de vue juridique le warrant à un gage sans déplacement.

La question de la validité du nantissement portant sur une chose future s'est posée, semble-t-il, la première fois devant les tribunaux à Bourges le 29 avril 1901 (1), et il a été décidé qu'un pareil gage était nul.

« Cette solution, comme le fait remarquer M. Wahl dans la note insérée à la suite du jugement, est contraire au droit commun, car l'article 1130 du Code civil dispose en termes absolus que « les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation... ».

Si le tribunal en a décidé ainsi, c'est que le gage pour être valable exige la mise en possession du créancier et qu'on ne peut pas le mettre en possession d'une chose future (2).

(1) S. 1902.2.273, note Wahl.

(2) Planiol, Ripert et Becqué, XII, p. 88.

Mais en matière de warrant, cet obstacle tombe puisque le gage a lieu sans déplacement.

Malheureusement le croît escompté est quelque chose d'incertain, et cette clause se heurterait aux dispositions formelles de l'article 3.

Elle serait cependant parfaitement valable, à notre avis, dans le cas où parmi les animaux warrantés, certains devraient mettre bas à brève échéance. Il suffirait de bien spécifier *la nature* des animaux warrantés.

Enfin, on pourrait insérer dans le warrant, dans le cas où les sommes avancées seraient insuffisamment garanties, une clause par laquelle le débiteur s'engagerait à warranter au fur et à mesure de leur naissance les jeunes bêtes provenant du croît des animaux initialement warrantés, et ceci sous peine, en cas de contravention, d'exigibilité immédiate des sommes empruntées.

III

Peut-on warranter des produits achetés ?

Supposons qu'un viticulteur du Bordelais, par exemple, achète des vins d'Espagne pour faire des coupages ainsi que cela se pratique couramment. Est-ce que ce viticulteur pourra warranter le vin ainsi obtenu ? Il n'existe pas de décision sur la question, mais les auteurs se prononcent pour l'affirmative (1). Ils font valoir que l'article 1^{er}

(1) Typaldo-Bassia, *op. cit.* ; Devillez, *Les warrants agri-*

de la loi de 1906, lorsqu'il parle de « produits industriels », indique par là des produits qui sont le résultat d'une manipulation et d'une transformation de matières premières. Les vins obtenus dans l'hypothèse précédente peuvent donc être considérés, malgré l'adjonction de produits achetés, comme des produits « d'exploitation ».

Considérons maintenant le cas d'un viticulteur qui, ayant à fournir chaque année un certain nombre de clients, se voit dans l'obligation, une année déterminée, d'acheter du vin à d'autres producteurs pour compléter sa récolte insuffisante et de façon à conserver sa clientèle.

Nous pouvons également rapprocher de ce cas celui de l'agriculteur qui achète à un autre sa récolte ou une partie de sa récolte pour la joindre à la sienne.

Ce viticulteur et cet agriculteur pourront-ils warranter tous les produits, même ceux qui proviennent de leur acquisition ? Evidemment ce serait une solution juste que d'admettre l'affirmative, mais en présence du texte de la loi de 1906, il faut répondre sans hésitation « non ». Les termes de l'article 1^{er} sont formels : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels *de son exploitation...* »

Pour légitimer cette solution, on a fait aussi valoir que l'agriculteur qui achète ainsi certains produits pour les joindre aux siens fait un acte

coles, étude des lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906.

de commerce et que par suite le bénéfice de la loi de 1906 doit lui être retiré (1).

Cet argument est inutile et d'ailleurs inexact.

La loi de 1906, comme nous le verrons plus loin, est faite au bénéfice de l'agriculteur, mais un agriculteur qui fait accidentellement des actes de commerce n'en reste pas moins un agriculteur, le commerçant étant, aux termes de l'article 1^{er} du Code de commerce, celui qui fait *habituellement* des actes de commerce.

Il faut donc, en matière de produits achetés, faire une distinction, et nous dirons que : tout achat *accessoire* de produits agricoles fait par un agriculteur en vue d'un mélange, d'une amélioration de ses propres produits, n'empêche pas le warrantage du produit total ainsi obtenu ; au contraire, lorsqu'un agriculteur achète des produits qui sont seulement joints aux siens sans mélange, *sans opération industrielle*, il ne peut warranter que « les produits de son exploitation ».

IV

Le matériel affecté à l'exploitation agricole n'est pas warrantable.

Un projet de loi a été déposé à la Chambre des députés le 5 novembre 1924 (2), par M. Queuille, ministre de l'Agriculture, ayant pour but de mo-

(1) Voyez notamment Mazin, *op. cit.*, *Réperl. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 262.

(2) Doc. parl., Chambre, 13^e législature, 606.

difier et de compléter les dispositions de la loi de 1906, en permettant à l'agriculteur de warranter, outre les produits de son exploitation, le matériel servant à emballer ou contenir ses produits tels que caisses, futailles et autres récipients et même, d'une façon générale, tous objets composant son matériel agricole tels que voitures, harnais, instruments aratoires divers, et en supprimant l'interdiction du warrantage des immeubles par destination.

Ce projet repose sur deux considérations : d'une part, le matériel agricole qui, autrefois, était peu important, a aujourd'hui, dans les exploitations rurales, une valeur qui parfois est très grande ; d'autre part, l'exclusion que la loi de 1906 fait des immeubles par destination est injuste, car elle aboutit dans la majorité des cas à priver du bénéfice du warrant l'agriculteur propriétaire de son exploitation et l'oblige, s'il veut obtenir du crédit, à hypothéquer son bien.

Par le fait de cette modification, plusieurs articles de la loi de 1906 devront être remaniés, ainsi que l'indique le projet ; c'est pourquoi nous en renvoyons l'étude à la fin de cet ouvrage, lorsque nous aurons exposé complètement le mécanisme du warrantage agricole tel qu'il se pratique sous l'empire de la loi actuelle.

Nous nous contenterons d'énoncer ici l'article 1^{er} tel qu'il serait modifié :

« Tout agriculteur peut emprunter sur les objets ci-après, dont il est propriétaire, encore même que

ces objets auraient le caractère d'immeubles par destination, en vertu de l'article 524 du Code civil :

1^o Les produits agricoles ou industriels de son exploitation, y compris le sel marin et les animaux ;

2^o Le *matériel* de toute nature servant à contenir les produits sus-visés ;

3^o D'une façon générale toutes choses composant le *matériel affecté à l'exploitation agricole* ;

4^o Les objets scellés au mur, qu'ils soient hypothéqués ou non, ne pourront jamais être warrantés.

Ledit agriculteur peut, soit conserver la garde de ces objets dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation, soit en confier le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les parties, »

V

Warrant portant sur des objets non warrantables.

Dans la mesure où il porte sur des objets qui ne sont pas compris dans les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1906, le warrant est frappé d'une nullité absolue : toute personne peut s'en prévaloir et elle ne peut être couverte d'aucune façon.

C'est ainsi que, dans ce cas, les pénalités portées par la loi contre le détournement d'objets warrantés (art. 14) ne sont pas applicables (1).

(1) Trib. corr. Arras, 18 nov. 1930, *Gaz. Trib.*, 1931.2.92.

Certains commentateurs de la loi de 1906 (1) ont pensé que le greffier, rédacteur d'un warrant portant sur des produits non warrantables, s'il est bien certain qu'il ne peut encourir aucune sanction pénale puisque la loi n'en édicte aucune, serait néanmoins « passible de dommages-intérêts en faveur d'individus lésés qui peut-être ont été de bonne foi et ont accepté comme valables des warrants nuls ».

Pour notre part, nous estimons que, de ce chef, le greffier n'encourt aucune responsabilité puisqu'il ne peut être considéré que comme le rédacteur de la volonté des parties.

SECTION III

Qui peut warranter ?

Aux termes des articles 1^{er} et 18 de la loi de 1906, le warrantage des produits agricoles est permis d'une part aux agriculteurs et sociétés coopératives, d'autre part aux ostréiculteurs.

Pour pouvoir constituer un warrant sur un produit agricole, il faut en être propriétaire selon la règle générale en matière de constitution de gage, et il faut avoir la capacité de l'aliéner, car suivant les dispositions de l'article 11, en cas de non paie-

(1) Verdier, *Le warrantage des produits agricoles en France et dans les colonies*, p. 66.

ment à l'échéance, le porteur du warrant peut faire vendre les objets sur lesquels porte son droit.

Nous nous attacherons surtout dans ce chapitre à étudier la situation du métayer au point de vue du warrantage, situation non prévue dans la loi de 1906 et qui est fort délicate dans la pratique ; et en second lieu à préciser la nature des principaux contrats qui peuvent lier les associés et la coopérative agricole pour savoir si celle-ci est bien devenue propriétaire des produits warrantés ainsi que l'exige l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.

Mais il nous faut d'abord définir l'agriculteur.

I

Les agriculteurs et les ostréiculteurs.

Cultiver la terre et vendre les produits qu'on en retire, après ou sans les avoir transformés, voilà ce qui caractérise et définit l'agriculteur.

Lorsque la loi de 1906 dans son article 1^{er} dit : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits... etc... », il faut entendre ici le mot agriculteur dans un sens beaucoup plus large.

C'est ainsi que bénéficient du warrantage les ostréiculteurs, les exploitants de marais salants et même, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires (1), les personnes qui extraient de mines ou de carrières des pierres, du charbon ou des phosphates.

M. Rouher a fort bien pénétré l'esprit de la loi

(1) *J. off.*, 21 novembre 1905, n° 3363.

lorsqu'il écrit : « Le législateur de 1906 a pensé au travail de l'homme appliqué à la nature, et il a voulu favoriser tous ceux qui retirent du sol un bénéfice immédiat, fruit direct d'une sorte de collaboration avec les agents naturels, quelle que soit la nature des résultats obtenus » (1).

C'est là une formule à laquelle nous souscrivons entièrement.

Seuls les agriculteurs — au sens que nous venons de préciser — peuvent warranter, et ceci par opposition aux commerçants qui connaissaient le warrant bien avant la loi de 1898.

Evidemment le propriétaire qui vend les animaux nés sur son fonds ou qui revend les animaux qu'il a achetés en vue de l'exploitation de son fonds ne fait pas acte de commerce. Mais lorsqu'un individu est obligé d'acheter tout ce qui lui est nécessaire pour l'élevage ou la nourriture des animaux qu'il vend, et notamment lorsqu'il n'est propriétaire ou locataire d'aucun immeuble, « il se livre à un véritable trafic » (2), est par suite commerçant, et ne saurait bénéficier des dispositions de la loi du 30 avril 1906.

Par contre, l'emboucheur, c'est-à-dire le propriétaire ou le fermier d'herbages qui achète des bestiaux pour les revendre après les avoir engraisés, tel que cela se pratique dans certaines régions,

(1) Rouher, *Les warrants agricoles*, p. 43.

(2) Cass. req., 12 juin 1907, D. 1907.1.427.

dans le Berry par exemple, peut parfaitement user du warrant (1).

Mais de là il ne faudrait pas conclure que la loi de 1906 ne s'applique qu'à la personne qui a exclusivement la profession d'agriculteur. Un individu peut parfaitement être agriculteur et commerçant, pouvoir warranter et ensuite être déclaré en faillite, ce qui explique que dans un chapitre ultérieur nous aurons à examiner le warrant en cas de faillite.

Il résulte également de l'article 1^{er} que tout individu se livrant à la culture de la terre peut bénéficier des avantages créés par la loi, qu'il soit propriétaire, usufruitier, fermier ou métayer.

Lorsqu'un fermier constitue un warrant sur ses bestiaux, son prêteur, avant d'accepter cette garantie, devra avoir soin d'examiner les clauses du bail : le bailleur a pu en effet donner à son fermier, lors de son entrée en jouissance, certains bestiaux à titre de cheptel de fer. Or, dans ce cas, le bailleur demeure unique propriétaire du cheptel et ne transmet au fermier que le droit d'en user dans les lieux, suivant les modes et pendant le temps du bail. L'estimation préalable qui doit avoir lieu a pour unique objet de fixer la valeur que le fermier a reçue et qu'il devra représenter à la fin du bail. Un warrant donné par un fermier sur le cheptel de fer, serait nul comme portant sur une chose dont on n'est pas propriétaire (2).

(1) Bourges, 9 février 1885, D. 1885.2.88.

(2) Jugement inédit du Trib. civ. de St-Amand (Cher) en date du 9 février 1933.

Lors des travaux préparatoires de la loi de 1906, M. Legrand, rapporteur, déclarait au Sénat, à la séance du 29 mars 1906 : « Je ne crois pas qu'il y ait à prévoir une règle et une situation particulière pour le métayer. Je ferai d'ailleurs remarquer que c'est la loi de 1898 qui a statué sur ce point. Nous ne la modifions pas à cet égard » (1).

Malheureusement, sur ce point la loi de 1898 était muette. La loi de 1906 n'est pas plus explicite.

Le métayage, dont le Code civil ne parle qu'accessoirement dans l'article 1763, est régi par la loi du 18 juillet 1889 qui en donne dans son article 1^{er} la définition suivante : « Le bail à colonat partiaire ou métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur ».

Dans quelle mesure le métayer peut-il faire usage du warrant ? Il faut distinguer deux cas suivant qu'il veut warranter ses récoltes ou ses animaux.

Dans le premier cas, le warrant peut intervenir avant ou après le partage entre bailleur et colon. Si le partage a été effectué, pas de difficulté : le métayer peut évidemment warranter sa part, car le gage est alors exactement déterminé. Le war-

(1) *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 30 mars 1906, p. 299.

rantage pourra avoir lieu dès la perception de la récolte, car le partage est de l'essence même du contrat de métayage (loi du 18 juillet 1889, art. 2) et le bailleur ne pourrait le retarder sous prétexte de le faire opérer par un tiers lorsque le bail ne l'a pas stipulé.

On peut se demander si, dans ce cas, il est nécessaire que l'emprunteur avise le propriétaire ou l'usufruitier de l'exploitation, puisqu'aucun prix de fermage ne peut être dû. Nous reviendrons sur cette question controversée lorsque nous examinerons les formalités préliminaires à l'établissement du warrant.

Si le partage n'a pas été effectué, le métayer ne pourra warranter qu'à condition d'aviser le propriétaire ou l'usufruitier, de façon à ce que celui-ci puisse sauvegarder ses intérêts qui risqueraient effectivement d'être compromis si le métayer pouvait à son insu engager la récolte entière.

Quant aux animaux, le colon partiaire ne peut pas les warranter. Aux termes de l'article 5 de la loi de 1889, le propriétaire vend et achète lui-même les bestiaux qui ne sont en principe jamais partagés au cours du bail.

Dans ce cas, le warrant devra être consenti conjointement par le propriétaire et le métayer : le propriétaire s'interdisant par là même de vendre les bestiaux donnés en garantie.

Dans la pratique, on a essayé de rendre opérant un warrant consenti par un métayer seul, sur sa part de bestiaux, par une opposition à partage

signifiée au propriétaire ; le créancier devant être appelé à la suite de cette opposition à toutes les opérations de ce partage, il lui appartient de s'opposer à toutes celles qui peuvent être préjudiciables à ses droits. C'est là un moyen des plus discutables.

Pour que le métayer puisse warranter, il faut donc qu'il soit d'accord avec son propriétaire sans lequel il ne peut rien faire.

* * *

Nous avons dit que, conformément au droit commun, l'agriculteur, pour pouvoir warranter, doit être propriétaire de l'objet affecté en garantie.

Que décider dans le cas où un agriculteur warrante un produit vendu antérieurement par acte ayant acquis date certaine, mais sans que la livraison ait été effectuée ?

Nous avons vu au début de cette étude que l'on doit assimiler le porteur d'un warrant à un créancier gagiste.

Or « la constitution en gage d'une chose mobilière que le constituant a vendue par un acte ayant acquis date certaine antérieurement à la constitution, mais n'a pas livrée à l'acheteur, est opposable à ce dernier, si le gage a été mis en la possession du créancier, conformément à l'article 2076 du Code civil. En effet, le créancier gagiste peut, invoquant l'article 2279, § 1^{er} du Code civil, exercer à l'égard des tiers le droit de rétention qu'il

tient du fait de sa possession, à la condition toutefois qu'il ait ignoré, au moment de la remise de la chose engagée, le défaut de droit du constituant, car il est un véritable possesseur, non *animo domini*, mais *animo pignoris* (1).

Il s'agit donc de savoir si, dans le cas de constitution d'un warrant, le porteur peut être considéré comme étant en la possession du produit affecté en garantie.

Ici il convient de distinguer deux hypothèses.

Si les produits warrantés ont été remis en dépôt, ainsi que le prévoit la loi de 1906, à un syndicat, comice ou société agricole dont l'emprunteur est adhérent, ou à un tiers convenu entre les parties, la solution n'est point douteuse, car le créancier a bien la possession effective de la chose, puisque le tiers dépositaire la détient pour le compte du porteur du warrant.

Au contraire, dans le cas où l'agriculteur conserve les produits warrantés qu'il avait antérieurement vendus, la solution a donné lieu à des difficultés. Le porteur du warrant a-t-il une véritable possession ?

C'est la solution qui a été admise par la Cour de Bordeaux (arrêt du 16 décembre 1913) (2) et sur pourvoi par la Cour de cassation (Civ., 23 avril 1918) (3) : En effet, dit l'arrêt de la Chambre civile,

(1) D. 1919.1.33, note.

(2) S. 1913.2.257.

(3) D. 1919.1.33.

« le warrant agricole rendu public par la transcription est la représentation légale de la chose warrantée et confère au porteur une possession équivalente à la possession réelle ».

*
* * *

Enfin l'emprunteur ne doit pas seulement être propriétaire des objets qu'il veut warranter, il doit aussi avoir la capacité d'en disposer.

C'est ainsi que le mineur ne pourra pas faire usage du warrant. Et le tuteur ne pourra warranter les produits agricoles et industriels et les animaux de l'exploitation appartenant à son pupille qu'avec l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal. De plus, le tuteur devra dans ce cas fournir au conseil de famille des justifications attestant l'utilité de l'opération.

Cependant, dans le cas où le mineur serait menacé de saisie faute de se procurer immédiatement des fonds, certains auteurs admettant que « le tuteur peut alors, à titre conservatoire, emprunter à court terme les fonds nécessaires et faire ensuite valider son acte par le conseil de famille, dont la délibération, homologuée par le tribunal, fixera le mode de consolidation de l'opération (1) », il semble que l'on puisse alors admettre la possibilité pour le tuteur de donner un warrant en garantie

(1) Planiol, Ripert et Savatier, *Traité pratique de droit civil*, t. I, p. 619.

de l'emprunt contracté sans observer les formalités prescrites par les articles 457 et 458 du Code civil.

Quant au mineur émancipé, il pourra warranter, mais en observant les formalités de la tutelle.

La femme mariée qui, conformément à la loi du 13 juillet 1907, exerce une profession distincte de celle de son mari et gère personnellement une exploitation agricole, pourra emprunter pour les besoins de cette exploitation et donner un warrant en garantie.

Enfin, examinons encore le cas où les époux agriculteurs étant mariés sous le régime dotal, une exploitation appartient en propre à la femme. Si cette exploitation fait partie des biens dotaux, le mari peut warranter seul les produits en provenant. Cette solution doit être admise par analogie à celle adoptée par la jurisprudence en matière de nantissement (1). La solution contraire devrait être admise si l'exploitation faisait partie des biens paraphernaux de la femme.

*
* *

Des renseignements que nous avons pu obtenir, il résulte que les ostréiculteurs n'ont jamais usé et n'usent pas, à l'heure actuelle, du warrant agricole.

C'est pourquoi nous croyons inutile d'envisager les difficultés d'application de la loi qui pourraient se présenter à leur égard (2).

(1) Cass. civ., 13 janvier 1874, S. 1874.1.160.

(2) D'ailleurs on pourra consulter sur ce point l'excel-

II

Les sociétés coopératives.

« L'emprunt peut également être contracté par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires, lorsque les statuts ne s'y opposent pas » (loi du 30 avril 1906, art. 1^{er}, al. 2).

Cette disposition est une innovation de la loi de 1906. C'est qu'en effet, en 1898, lorsque fut créé le warrant, le mouvement coopératif était à peine dessiné chez les agriculteurs.

Notamment dans la viticulture, où l'on compte actuellement un nombre important de sociétés coopératives, les premières ne remontent guère à plus d'une trentaine d'années, en dehors de quelques essais infructueux tentés dans la Marne en 1893⁽¹⁾. Mais les sociétés coopératives, qui en 1907 étaient à peine au nombre de 200, sont maintenant plus de 4.000 : le rapport de l'Office National de Crédit agricole en recensait 3.583 en 1925.

Pour pouvoir warranter les produits qu'elles détiennent, elles doivent en être propriétaires.

Les coopératives emploient diverses méthodes pour l'achat des produits de leurs sociétaires : le paiement peut avoir lieu « au cours commercial » ou « au prix moyen ».

lent ouvrage de M. Rouher sur *Le warrant agricole*, que nous avons déjà cité, et où l'on trouvera de nombreux renseignements.

(1) L. Tardy, *La coopération vinicole en France*, p. 3.

Dans le premier cas, le paiement peut avoir lieu immédiatement au moment même où le coopérateur vient livrer ses produits, ou ultérieurement, à une époque choisie par lui, après qu'il a déposé au préalable ses produits dans les magasins du groupement. La ristourne éventuelle en fin de campagne ne résulte que de la plus-value tirée des ventes, si elle existe.

Le paiement « au cours commercial » peut d'ailleurs s'appliquer soit au système de la vente immédiate, soit à celui de la vente sur ordre.

Disons de suite que le second système ne nous intéresse pas ici : les produits sont effet simplement déposés dans les silos ou les magasins de la coopérative, et chaque coopérateur reste propriétaire des produits qu'il a déposés et dont la vente ne peut être effectuée que sur son ordre. Le warrantage par la coopérative ne se conçoit donc pas.

Quant au système de la vente immédiate dans lequel le paiement des produits par la coopérative à ses sociétaires a lieu au cours du jour de la réception, c'est évidemment le plus simple. Il évite des complications comptables et facilite les règlements, mais il présente de gros dangers pour la coopérative qui va ainsi s'exposer à tous les risques spéculatifs résultant des fluctuations possibles de cours.

Le paiement « au prix moyen » implique que le groupement ne donne au producteur qu'un acompte au moment où il livre ses produits. Cet acompte est complété ultérieurement quand le groupement a arrêté ses opérations, par une ristourne dont l'im-

portance varie selon les résultats obtenus par la vente collective.

On peut se demander si, dans ce cas, la coopérative pourra warranter les produits qu'elle détient.

L'hypothèse a été prévue lors de la discussion de la loi du 30 avril 1906 à la Chambre des députés.

A ce sujet, M. Chaigne, dans son rapport du 18 juillet 1904 (1), dit « que la loi considère comme appropriation suffisante la possession par ces sociétés (les coopératives) de denrées à elles remises par leurs adhérents et sur lesquelles ceux-ci n'ont conservé qu'un droit dans la répartition du prix provenant des ventes faites à des tiers ».

Certains auteurs (2) en ont d'ailleurs déduit que le législateur avait eu uniquement en vue les sociétés coopératives de vente.

Cette interprétation de la loi est inexacte, et l'on doit admettre, sans aucun doute, que non seulement les sociétés coopératives de vente en commun, mais aussi celles de production et de transformation peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 30 avril 1906.

Il convient d'ailleurs de remarquer que ces dernières ne se sont développées en France que lorsque la loi du 29 décembre 1906 a autorisé le Crédit agricole à leur accorder des avances à long terme, absolument nécessaires pour faire face aux frais importants de première installation.

(1) *J. off.*, Chambre, annexe n° 1827.

(2) Rouher, *op. cit.*, p. 45.

On a vu alors une quantité de syndicats agricoles se transformer en coopératives pour pouvoir bénéficier de ces avances, et d'autre part se créer ces caves, ces distilleries, ces minoteries coopératives qui ont transformé l'aspect de la production agricole.

Il y avait en France, au 31 décembre 1927, 353 caves coopératives et 220 distilleries (1).

Ces coopératives sont en général affiliées à une caisse locale de crédit agricole, faculté qui leur est expressément reconnue par la loi du 5 août 1920 dont il a déjà été question et qui dispose dans son article 22 que « les sociétés coopératives... qui... peuvent être affiliées aux caisses locales de crédit agricole sont : 1^o les sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés... ».

La caisse locale peut ainsi prêter sans risque à la coopérative qui, à son tour, peut aisément consentir des avances aux sociétaires qui en auraient besoin, en attendant le jour de la répartition.

Dans une communication sur le warrantage qu'a bien voulu nous faire M. Pic, directeur de la Caisse régionale du Gard, nous relevons notamment à ce sujet le passage suivant : « Nous avons également warranté des cocons, car il existe dans

(1) L. Tardy, *op. cit.*

notre département, à Alès, une coopérative séricicole qui groupe les sériciculteurs pour l'étouffage en commun des cocons. La somme avancée est des $\frac{2}{3}$ du prix des cocons secs fixé par la commission paritaire. Les cocons étant apportés à la coopérative, les fonds sont versés directement, et c'est elle qui en effectue la répartition à ses adhérents. Lorsque les cocons secs sont vendus, le versement est fait à notre société par l'acheteur. *Ayant affaire à une coopérative dont nous surveillons le fonctionnement*, cela nous a toujours donné toutes garanties. »

Actuellement, de nombreux agriculteurs se préoccupent de la création de coopératives pour le stockage et la vente en commun du blé. On compte déjà en France une trentaine de coopératives de vente et près de quarante coopératives de transformation (meuneries, meuneries-boulangeries).

Pour le financement de leurs stocks, les coopératives ont recours aux formes de crédit mobili-sables par effet et principalement au warrant. Cette faculté de warranter est expressément indiquée dans les statuts de la plupart de ces sociétés, dans un article ainsi conçu : « Cette société a pour objet d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente en commun des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés. En particulier, la société se propose d'effectuer ou de faciliter la vente en commun des céréales et, notamment, des blés provenant exclusivement, ainsi qu'il vient d'être dit, des

exploitations de ses membres ; elle pourra, à cet effet, passer tout contrat de stockage et de vente échelonnée avec le ministère de l'Agriculture, dans les conditions déterminées par la loi du 30 avril 1930 ; elle pourra en outre, en vue du financement de la récolte, consentir tous warrants agricoles sur les céréales qui lui seront apportées par ses sociétaires, ces derniers s'interdisant toute revendication des produits ainsi warrantés. »

Certaines coopératives ont rencontré des difficultés pour faire escompter leurs warrants, comme nous le verrons d'une façon détaillée dans le chapitre consacré à la circulation du warrant, et pourtant il existe une différence fondamentale entre le warrant agricole individuel et le warrant agricole coopératif reposant sur l'existence d'un stock qui a fait l'objet d'un contrat de stockage.

La formule du warrant coopératif offre des garanties toutes spéciales. Tout d'abord la concentration du gage conservé dans les magasins ou silos coopératifs, dans les meilleures conditions, en rend le contrôle aisé. En second lieu, la responsabilité des coopératives, groupement connu, sur la capacité financière duquel il est facile d'être fixé avec précision, ce qui n'est pas le cas s'il s'agit d'une multiplicité de producteurs isolés, donne au warrant coopératif une valeur très supérieure ; cette responsabilité des coopératives est sanctionnée d'ailleurs par les obligations statutaires que la coopérative impose à ses adhérents. Enfin le contrat de stockage apporte aux organismes prêteurs la garantie que

le stock existe ; qu'il est conservé sous le contrôle du ministère de l'Agriculture.

Notons enfin qu'en présence des termes exprimés de l'article 1^{er} de la loi de 1906, on ne peut songer à étendre son application aux syndicats agricoles. Il n'y a pas de difficulté lorsqu'on a affaire à un syndicat proprement dit. Mais il y a des groupements qui ont un caractère mixte, tels qu'associations coopératives syndicales, syndicats agricoles coopératifs et dont le but est bien de transformer ou de vendre en commun les produits de leurs adhérents. Il faudra dans ce cas examiner leurs statuts pour savoir si ces groupements réunissent bien les caractères de coopératives.

Nous avons tenu à donner des explications détaillées sur le warrantage effectué par les sociétés coopératives parce qu'à notre avis, c'est là que se trouve l'avenir de l'institution.

Et pour terminer, il nous plaît de rapporter ici les paroles que le directeur de la Caisse régionale de Bordeaux prononçait au XIV^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles tenu à Perpignan du 24 au 27 juin 1926 : « Demain, disait-il, lorsque la France paysanne aura organisé sa production par caves, par silos, par greniers coopératifs, le warrant sera un moyen parfait de crédit sans risques. »

CHAPITRE III

CONDITIONS DE FORME NÉCESSAIRES À LA VALIDITÉ DU WARRANT AGRICOLE.

SECTION I

Etablissement du warrant.

I

Formalités préliminaires.

Si l'agriculteur qui veut emprunter est propriétaire ou usufruitier de son exploitation, il peut immédiatement faire établir un warrant sur ses produits par l'intermédiaire du greffier de la justice de paix ou l'établir lui-même, sans aucune formalité préliminaire.

Dans le cas contraire, il doit : « avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué, de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter » (loi du 30 avril 1906, art. 2, al. 1^{er}).

C'est par l'intermédiaire du greffier de la justice de paix que la lettre d'avis, préalablement visée et enregistrée par lui, devra être envoyée au bailleur « sous forme de pli d'affaires recommandé, avec accusé de réception » (art. 2, al. 2) (1).

Le greffier compétent pour l'accomplissement des formalités préliminaires et pour la constitution même du warrant est celui du canton de la situation des objets warrantés ; cependant, dans le cas où le warrant doit être établi au nom d'une société coopérative, la compétence appartient au greffier du canton du siège légal de cette société.

Cet avis, donné au bailleur, lui permet de conserver à son privilège le rang que lui donne l'article 2102 du Code civil, en s'opposant au prêt si des termes échus lui sont dus.

Certains auteurs prétendent que le métayer, lorsqu'il veut warranter, n'a aucun avis à notifier au propriétaire puisqu'on ne peut pas parler à son égard de termes échus et dus (2).

Cette interprétation, conforme au sens littéral de l'article 2, alinéa 3, ne saurait être retenue.

Le législateur a en effet voulu maintenir la priorité du privilège du bailleur, lorsqu'il est en mesure de s'exercer, et dans le métayage le bailleur peut, aux termes de l'article 10 de la loi du 18 juillet 1889, « exercer le privilège de l'article 2102 du Code civil sur les meubles, effets, bestiaux et

(1) Voir en annexe un modèle d'avis.

(2) Voyez notamment Rouher, *op. cit.*, p. 34.

portions de récoltes appartenant au colon pour le paiement du reliquat du compte à rendre par celui-ci » (1).

D'autre part, en faveur de cette thèse, on peut faire remarquer que l'article 2 de la loi de 1906 est conçu en termes très généraux : « Le cultivateur (sous-entendu qu'il soit fermier ou métayer) lorsqu'il ne sera pas... etc... »

Le métayer ne peut donc warranter ses produits que si le bailleur le veut bien.

Considérons maintenant le cas, fréquent d'ailleurs, où un fermier a en location des terres appartenant à différents propriétaires et veut warranter ses produits.

Il n'y a pas de difficulté sérieuse si le fermier a payé exactement ses fermages. Il n'aura qu'à adresser un avis à chacun des propriétaires qui ne pourront s'opposer au warrant.

Mais supposons maintenant que l'un d'eux n'ait pas été payé, il faut faire une seconde distinction suivant que les produits que l'emprunteur veut warranter proviennent ou non de la terre dont le fermage est dû.

Dans le premier cas, le propriétaire non payé pourra s'opposer au warrant, tout au moins dans la mesure où il porte sur des produits provenant de ladite terre ; mais comme en fait les produits récoltés auront été mélangés aux autres, le warrant

(1) En ce sens, *J. off.*, Déb. parl., Chambre, 1933, p. 1229, n° 3005.

ne donnera qu'une garantie secondaire à son porteur. Dans la pratique, la difficulté se résoudra de la façon suivante : l'emprunteur demandera au propriétaire non payé d'apposer sa signature sur le warrant, ce qui, nous le verrons ultérieurement, entraîne renonciation à son privilège, mais prendra en retour l'engagement de le payer à l'aide précisément de l'emprunt qu'il veut contracter.

Dans le second cas, aucune difficulté ne se présentera.

Cet avis au propriétaire qui, sous le régime de la loi de 1898, était obligatoire dans tous les cas, ne l'est plus maintenant, pourvu que le prêteur y consente. Mais alors le droit du porteur du warrant sera primé par le privilège du bailleur, et l'emprunteur devra conserver les produits qu'il a donnés en garantie dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation.

*
* * *

Dans le cas où des fermages lui seraient dus, le bailleur a un délai de huit jours pour s'opposer au warrant.

Il faut remarquer que le bailleur ne pourrait pas former opposition dans le cas où l'emprunteur ne serait débiteur envers lui que d'avances qu'il lui aurait faites.

Le point de départ de ce délai est le jour de l'accusé de réception de l'avis. Aussi, le prêteur qui invoque son privilège à l'encontre du bailleur

et qui prétend que celui-ci n'a pas fait opposition dans le délai imparti doit-il justifier son exception en prouvant l'existence d'un envoi avec accusé de réception et la date de cet accusé de réception. L'envoi d'une lettre recommandée sans accusé de réception serait inopérant et le prêteur ne saurait alors invoquer le privilège qui ne peut découler que de l'observation des formalités prévues par la loi (1).

Le délai est franc ; on ne doit faire entrer dans son calcul ni le jour mentionné sur l'avis de réception, ni le jour d'expiration. Prenons un exemple : supposons que l'avis soit envoyé par le greffier le 13 juin et que l'accusé de réception qui lui est envoyé mentionne la date du 15 juin, le bailleur aura jusqu'au 24 pour pouvoir faire opposition.

Il ne semble pas que l'on doive appliquer à ce délai les règles formulées dans l'article 1033 du Code de procédure civile, car nous ne sommes pas ici en présence d'un délai de procédure.

C'est par une lettre adressée au greffier, sous pli recommandé, que le bailleur fera opposition. Cette opposition sera mentionnée par lui, sur le registre qui contient déjà l'enregistrement de la lettre d'avis.

Supposons donc maintenant que le bailleur a fait opposition. Quel est l'effet de cette opposition parvenue en temps utile à la connaissance du greffier ?

(1) Trib. civil Nogent-sur-Seine, 27 novembre 1931, *Gaz. Pal.*, 1932.1.349.

Pour certains auteurs (1), l'opposition empêche la constitution même du warrant. Cette assertion s'appuie sur deux arguments. D'une part la loi porte que le propriétaire, lorsque des termes sont dus, peut « s'opposer au prêt » (art. 2, al. 3). D'autre part, lors de la rédaction du warrant, le greffier doit mentionner l'avis du bailleur et sa non-opposition (art. 3 *in fine*).

Les travaux préparatoires et la circulaire ministérielle du 25 juillet 1906 ne nous fournissent aucune indication à cet égard, mais il nous semble, d'accord avec certains commentateurs (2), que cette opposition a tout simplement pour effet de conserver au privilège du bailleur le rang que lui donne la loi.

La loi de 1906 ne dit nulle part que le warrant ne pourra exister sans qu'y soit mentionnée la non-opposition, elle a seulement voulu dire par là que le warrant ne pourra primer le privilège du propriétaire que si la non-opposition est mentionnée ; en d'autres termes, lorsque dans l'article 3, alinéa 3, on lit : « peut s'opposer au prêt », il faut lire « peut refuser de laisser primer son privilège ».

D'ailleurs, les conséquences injustes du premier système suffisent à le condamner, nous le verrons

(1) Planiol, Ripert et Becqué, XII, p. 262.

(2) Rouher, *op. cit.*, p. 145 et 167 ; Chabrié, *Lois nouvelles*, 1906, p. 367 ; Mazin, *op. cit.*, *Réperl. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 295.

à diverses reprises, notamment à propos de la transcription du warrant.

II

Formes du warrant.

Le warrant peut être établi par le greffier : c'est la règle générale ; mais il peut être aussi établi entre parties, avec ou sans le concours d'un notaire.

A. — Le greffier compétent pour la constitution du warrant est, comme pour les formalités préliminaires, celui du canton où se trouvent les objets à warranter sauf dans le cas où l'emprunteur est une société coopérative, la compétence étant alors déterminée par le siège social de la société (1).

(1) D'ailleurs la loi de 1906 semble envisager dans ses dispositions uniquement le cas où les magasins de la société coopérative sont situés à son siège social. Aussi l'on s'est demandé quel est le greffier compétent pour établir les warrants, lorsque la coopérative possède des produits, des céréales, par exemple emmagasinés dans différents locaux situés sur toute l'étendue d'un département.

Il ne semble pas que le doute soit permis en présence des termes formels de l'article 2, alinéa 2. Il n'en reste pas moins vrai que la loi est incomplète et inexacte lorsqu'elle dispose dans son article 3 que : « Pour établir la pièce dénommée warrant, le greffier de la justice de paix du canton où se trouvent les objets à warranter inscrira... etc... »

On peut faire la même remarque pour l'article 15, ainsi conçu : « Lorsque pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix de la situation des objets warrantés. »

Le législateur de 1906, qui s'est borné à reproduire l'ar-

Le warrant, établi sur une feuille indépendante, contient un certain nombre de mentions dont les unes se retrouvent dans tous les cas et dont les autres sont accidentelles.

Tout warrant contient les nom, prénoms, profession, domicile de l'emprunteur, ou les nom, prénoms, profession, domicile des membres du conseil d'administration lorsque l'on est en présence d'une société coopérative, ainsi que sa forme juridique et son siège social. Ensuite sont mentionnés la nature, la quantité, la valeur et la situation des objets donnés en gage, l'indication de l'assurance et le numéro de la police, le numéro de la transcription, la mention des warrants préexistants.

Les mentions qui sont particulières à certains warrants sont : les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, la date de l'avis qui lui a été donné et la réponse qu'il y a faite, la dispense d'avis prévue par l'alinéa 4 de l'article 2, la dispense pour les escompteurs d'aviser le greffier, le lieu où se trouvent les produits si la garde en a été confiée à un tiers et les acceptations du dépositaire et du bailleur des lieux de dépôt. Enfin l'article 3, alinéa 1, exige que le greffier mentionne « les clauses et conditions particulières du war-

ticle 14 de la loi de 1898, d'après laquelle les sociétés coopératives ne pouvaient pas warranter, aurait dû ajouter à son article 15 un membre de phrase ainsi conçu : « ...sauf dans le cas où l'emprunteur est une société coopérative : dans ce cas le juge de paix compétent sera celui du siège social ».

rant arrêtées « entre les parties », ce qui vise la faculté donnée à l'emprunteur, depuis la loi de 1906, de transformer les produits warrantés. En outre, lorsque le prêteur sur warrant est une caisse de crédit agricole, le titre contient certaines conditions communes à tous les prêts faits par ces organismes (voir en annexe des modèles de warrants).

On peut se demander si un warrant agricole est nul parce qu'il ne contient ni clause d'exigibilité, ni date de remboursement ? L'affirmative a été soutenue par un jugement inédit du Tribunal de Clermont (Oise) en date du 6 avril 1932.

Ces indications ne sont pas imposées d'une façon absolument formelle par la loi de 1906.

Lorsque l'article 3 prescrit de mentionner « les clauses et conditions particulières au warrant », il a en vue tout autre chose, comme nous venons de le voir. Il est vrai que parmi les conditions d'un prêt, il est essentiel d'indiquer le délai accordé pour le remboursement. On peut cependant se demander si, en l'absence d'un texte exprès, le défaut de cette mention devrait être une cause de nullité. On pourrait certainement admettre que cette circonstance a pour effet, non pas d'annuler le warrant, mais seulement de le rendre remboursable à vue, à la volonté du porteur.

Pour la validité du warrant, la signature de l'emprunteur est seule exigée par la loi. Si l'emprunteur ne sait pas signer, « le warrant est signé pour lui, en sa présence dûment constatée, par le greffier » (art. 3, al. 3).

« En pareil cas, écrit M. Mazin, le greffier remplit donc un rôle analogue à celui du notaire qui reçoit un acte de reconnaissance de dette. Il affirme la présence et l'identité de l'emprunteur et la demande qui lui a été adressée quant à la signature. Les attestations doivent être considérées comme ayant un caractère authentique, et elles font foi jusqu'à inscription de faux (1). »

Le warrant peut également être signé par le bailleur qui renonce ainsi expressément au droit d'invoquer son privilège, à l'encontre du porteur. Remarquons en passant que pour arriver au même résultat, le bailleur n'aura qu'à laisser écouler les délais d'opposition : il y a alors renonciation tacite.

B. — Le warrant peut être établi sans l'intervention du greffier, c'est l'hypothèse prévue par l'article 4 de la loi du 30 avril 1906 qui est l'œuvre de la commission de la Chambre des députés, mais dans ce cas il n'est pas opposable aux tiers et « il ne prime les privilèges soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, que si les avis ou consentements prévus (par les articles précédents) ont été donnés » (art. 4, al. 2).

Cette manière de procéder a cependant certains avantages indiqués par M. Legrand à la séance du Sénat du 29 mars 1906 : « Il restera cependant au prêteur, dans le cas où le warrant serait établi sans l'intermédiaire du greffier, cer-

(1) Mazin, *op. cit.*, *Répert. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 298.

tains avantages. Il bénéficiera des avantages fiscaux accordés aux warrants ; il aura le droit, en cas d'exécution forcée, de recourir à la procédure simplifiée organisée à la loi ; il aura la garantie des pénalités dans les cas prévus par le texte ; enfin le warrant ainsi créé pourra produire les effets complets des warrants lorsqu'il aura été transcrit et que les formalités essentielles auront été remplies. »

Le warrant sera alors dressé sous forme d'un billet à ordre ou d'une reconnaissance de dette.

Certaines caisses régionales procèdent d'une manière un peu différente. Laissons la parole à M. Rhodes, directeur de la Caisse d'Auch : « Nous procédons ici, nous dit-il, d'une façon un peu particulière, faisant application de l'article 4 de la loi précitée, méthode approuvée à l'origine par l'ancien Office national du Crédit agricole. Notre warrant, établi entre parties, n'est pas réescomptable. Il est assorti de billets à ordre auxquels il sert de garantie, de sorte que les renouvellements n'intéressent pas le warrant, dont la garantie peut ainsi durer cinq ans. Lorsqu'il y a lieu à réaliser, nous avons la faculté de produire soit le warrant, soit le billet à ordre, selon les cas. »

On peut d'ailleurs se demander si ce warrant non transmissible est bien conforme à l'esprit de la loi de 1906 : c'est ce que nous avons fait dans un chapitre précédent à propos du warrant garantissant une ouverture de crédit.

Le warrant est rarement établi en la forme

notariée, les frais étant alors plus élevés que s'il est dressé par le greffier ; cependant certaines circonstances, notamment l'éloignement du siège de la justice de paix et l'urgence, peuvent amener les parties à employer le ministère d'un notaire.

Le warrant est alors rédigé soit en minute, soit en brevet. Dans le premier cas, la grosse est au porteur et par conséquent transmissible par endossement. Dans l'autre cas, c'est le brevet même qui circule.

Notons en terminant que les honoraires perçus par le notaire sont ceux des billets à ordre (1).

SECTION II

Transcription du warrant.

C'est la transcription, effectuée par le greffier sur un registre spécial, qui assure la conservation du privilège du porteur du warrant et qui révèle aux tiers l'existence de ce dernier.

« Le greffier doit ensuite reporter sur le warrant le volume et le numéro du registre où la transcription a été opérée et, s'il existe déjà des warrants sur les mêmes produits, il doit également les mentionner, de sorte que le dernier warrant contient non seulement la mention de sa

(1) Voir formule d'un warrant notarié dans Amiaud, *Formulaire du Notariat*, p. 758.

propre transcription, mais encore un état sommaire des warrants antérieurs affectant les mêmes produits. De cette manière, les endossataires successifs peuvent immédiatement apprécier l'importance et la valeur de la garantie afférente à la créance qui leur est cédée, et on peut éviter également des doubles et triples warrantages qui seraient opérés à l'insu des nouveaux prêteurs, dans le cas où ceux-ci n'auraient pas pris la précaution de requérir un état des warrants avant de consentir le prêt (1). »

Dans le cas d'un warrant établi entre parties, la transcription pourra être requise avant ou après la négociation de l'effet. Puisque les droits des tiers sont conservés jusqu'à ce qu'elle ait lieu, il n'y a aucun inconvénient à laisser les parties libres du choix du moment de la requérir, ou même de ne pas la requérir du tout.

Mais alors, si l'emprunteur n'est pas propriétaire de son exploitation, le porteur du warrant qui veut faire transcrire doit adresser au bailleur, par l'intermédiaire du greffier, l'avis prévu par l'article 2.

Les commentateurs s'accordent pour considérer la transcription comme impossible tant que cet avis n'a pas été adressé.

Et cependant l'article 2, alinéa 1, ne dit pas

(1) Mazin, *op. cit.*, *Répert. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 298-299.

que l'avis doit être envoyé « avant toute transcription », mais « avant tout emprunt ».

En supposant que des loyers sont dus, quelle est la situation de deux prêteurs se présentant au greffe en même temps pour faire transcrire chacun un warrant par un même emprunteur sur les mêmes bestiaux et les mêmes produits ?

Nous pouvons envisager deux hypothèses :

Dans la première, les deux prêteurs font adresser l'avis au bailleur qui s'oppose aux warrants. A notre avis, les warrants peuvent cependant être transcrits, mais comme, bien entendu, l'opposition est mentionnée, les droits du bailleur sont entièrement respectés.

Quel sera le rang des deux créanciers ? Il sera déterminé par les dates des inscriptions, c'est-à-dire par les dates auxquelles les oppositions du bailleur parviendront à la connaissance du greffier. Mais le bailleur a la liberté de faire ces oppositions par deux lettres distinctes, si bien que le rang des deux créanciers sera déterminé en fait par lui.

Il faudrait que le greffier puisse transcrire les warrants au moment de leur réception pour prendre date et envoie ensuite l'avis au propriétaire. Au cas où celui-ci « s'opposerait au warrant », — le législateur a dû vouloir dire « refuserait de laisser primer son privilège », — les deux porteurs de warrants se trouveraient dans la même situation que deux prêteurs qui prendraient deux inscriptions hypothécaires sur les mêmes immeubles du même débiteur, en même temps.

Dans la seconde hypothèse, l'un des prêteurs, renonçant à primer le privilège du bailleur, fait transcrire immédiatement le warrant. Ce warrant est donc immédiatement opposable aux tiers, à l'exception du propriétaire (nous supposons que les produits warrantés sont restés en la possession de l'emprunteur, ce qui est le cas le plus fréquent). Quant au deuxième prêteur qui a fait envoyer l'avis au bailleur, si l'on admettait la théorie d'après laquelle l'opposition met un obstacle absolu à la constitution et par suite à la transcription du warrant, il n'aurait pas de privilège du tout. Ce serait une anomalie.

L'effet de l'inscription est limité à cinq ans. A l'expiration de ce délai, l'inscription « sera radiée d'office » (art. 7). Nous verrons par la suite ce qu'il faut exactement entendre par là. Dans le calcul des cinq années, on ne devra pas comprendre le jour où la transcription aura été effectuée, par analogie avec la disposition de l'article 1254 du Code civil ; il faudra au contraire compter le dernier jour du délai, même quand ce jour est férié. Donnons un exemple : une transcription effectuée le 1^{er} juin 1933 devra encore être comprise dans un état délivré le 1^{er} juin 1938, mais non le 2 juin.

Pour éviter la péremption et garder à son inscription son rang originaire, le créancier ou son ayant droit devra faire renouveler la transcription de son warrant, avant l'expiration du délai.

« Cette opération consistera en une simple men-

tion placée à la suite de la transcription la plus récente et datée du jour où elle aura été faite. Elle portera le volume et le numéro de la transcription primitive, afin de permettre au greffier de s'y reporter facilement quand il sera appelé à fournir, conformément à l'article 6 de la loi un état des warrants inscrits (1). »

Le renouvellement d'une inscription sera d'ailleurs peu fréquent, puisque le warrant est surtout destiné à garantir une créance à court terme.

Dans le cas où faute de renouvellement, la péremption aurait été encourue, le créancier négligent peut faire opérer une nouvelle transcription du warrant qui sera elle-même le point de départ d'un délai nouveau de cinq ans. Mais, dans ce cas, « les consentements et les non-oppositions prévus aux articles 2 § 3, 5, 3 § 5, n'étant pas soumis à la péremption, il ne devra pas être procédé de nouveau aux formalités prévues aux articles 2 § 2, et 3 § 5 (2) ».

Cette publicité du warrant par transcription ou inscription, — la loi emploie indifféremment l'un et l'autre mot dans le même sens, — imitée de la publicité en matière hypothécaire, est assez restreinte puisque, pour pouvoir demander un état des warrants existant du chef d'un agricul-

(1) Circ. min. 25 juillet 1906, *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, 1906, p. 115.

(2) *Ibid.*

teur, on doit au préalable obtenir l'autorisation de ce dernier.

Cependant, il n'est pas nécessaire que celui qui requiert la délivrance d'un état soit un prêteur, le greffier doit l'opérer dès l'instant où celui qui a constitué le warrant a donné son consentement.

Quoi qu'il en soit, il est évident que la personne qui veut se renseigner sur la solvabilité d'un cultivateur tient avant tout à le faire de la façon la plus discrète : comment le pourrait-elle avec un pareil système ?

Le législateur de 1906 avait sans doute des motifs pour porter une si grave atteinte à la publicité du warrant. Il craignait qu'en autorisant indistinctement toute personne à se renseigner, le crédit de l'agriculteur fût trop facilement détruit (1). Il a ainsi rendu le warrant la plupart du temps occulte. C'est là la source de graves inconvénients depuis que le warrant est devenu un moyen courant de crédit. Un agriculteur peu scrupuleux peut profiter de cette publicité incomplète pour abuser de crédits qu'il n'aurait pas obtenus si ses vendeurs et fournisseurs avaient été mis au courant des warrants déjà conférés.

Dans une adjudication de bestiaux ou d'attirail de culture, par exemple, il arrive qu'un acquéreur bien connu du vendeur et du notaire chargé de la vente se trouve déjà débiteur d'une somme importante garantie par un warrant agricole. Si

(1) Voyez not. Léguillon, *Les warrants agricoles*, p. 141.

la vente a eu lieu à crédit et que l'acquéreur ne règle pas à l'échéance le montant de ses acquisitions, les poursuites que le vendeur devra alors intenter contre lui seront peut-être rendues inopérantes, en raison du warrant précédemment constitué et dont il n'avait pas connaissance (1).

« Ce n'est pas à dire que le warrant existant
« grève de plein droit les animaux ou objets war-
« rantables qui ont été adjugés, car il ne peut
« porter que sur les objets existant au moment de
« sa constitution dans le patrimoine de l'emprun-
« teur et, au surplus, il ne peut pas être établi
« sur les instruments agricoles. Mais si l'adjudica-
« tion a eu lieu à crédit et si le privilège de ven-
« deur ne peut pas utilement être exercé parce
« que, par exemple, les objets adjugés ont été
« revendus ou ont diminué de valeur, ou encore
« parce qu'il n'est pas possible de reconnaître et
« d'identifier l'animal ou l'objet qui a été adjugé,
« le vendeur qui comptait se faire payer sur les
« autres éléments d'actif de l'acquéreur peut se
« trouver primé par un warrant qu'il ignorait (2). »

En attendant sur ce point une réforme qui donnera au registre des warrants agricoles la même publicité que celle du registre des inscriptions hypothécaires, et qui devrait être réalisée dans le plus bref délai, certains notaires ont pris l'habitude

(1) Exemple emprunté à un article de M. Lecointre paru dans le *Répertoire du Notariat*, n° du 15 février 1933, 1^{re} partie, p. 72 et s.

(2) *Eod. loc.*

d'insérer la clause ci-après dans les conditions stipulées au procès-verbal de vente lorsqu'il s'agit d'attirail de culture ou de bestiaux :

« Par le seul fait de l'adjudication prononcée au profit d'un acquéreur, celle-ci emportera de plein droit, au profit des vendeurs (ou de leur mandataire), l'autorisation de requérir au greffe de la justice de paix qu'il appartiendra, l'état des warrants agricoles pouvant exister contre cet acquéreur.

« Par suite de l'acceptation de l'adjudication, les acquéreurs se trouveront de plein droit avoir donné leur adhésion à cette condition. »

Sous l'empire de la législation actuelle, si un greffier délivrait un état sans l'autorisation de l'emprunteur, il y aurait lieu à application des peines édictées par l'article 378 du Code pénal, en cas de révélation du secret professionnel.

*
* * *

La radiation d'office d'une inscription de warrant a lieu au bout de cinq ans. Dans ce cas le greffier ne portera aucune mention sur son registre, mais l'inscription périmée ne figurera pas sur les états.

La radiation volontaire, partielle ou définitive, sera opérée lorsque l'emprunteur aura remboursé son warrant ou lorsqu'il aura obtenu mainlevée (1).

(1) Il ne semble pas que l'on doive appliquer au warrant agricole l'article 18 de la loi du 29 avril 1926 qui édicte :

Le greffier devra alors indiquer cette radiation par une mention marginale qu'il signera. C'est par la possession du warrant que l'emprunteur prouvera le plus fréquemment sa libération.

La mainlevée doit être donnée par l'escompteur ou le dernier réescompteur connu du greffier dans un simple acte sous seings privés dont la signature sera légalisée. Pour éviter les erreurs, il sera bon d'indiquer dans cette mainlevée le volume et le numéro de la transcription à radier, mais ces mentions ne sont pas nécessaires.

Dans le cas enfin où la mainlevée aurait été ordonnée en justice, il faudra, pour parvenir à la radiation, représenter en plus au greffier une expédition du jugement passé en force de chose jugée et le greffier devra conserver ces divers documents.

Tous ces points, expressément prévus dans la circulaire ministérielle du 25 juillet 1906, n'offrent pas de difficulté.

« les inscriptions de tous autres privilèges, hypothèques ou nantissements, prises pour la garantie des créances productives d'intérêts ne pourront être radiées que s'il est justifié que l'impôt édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 a été acquitté sur les intérêts... ».

En effet, ce même article 18 de la loi du 29 avril 1926 ne prévoit des sanctions en cas de contravention aux dispositions qu'il édicte que pour « les conservateurs des hypothèques, les receveurs des douanes et les greffiers des tribunaux de commerce » (art. 18, al. 2).

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DU WARRANTAGE

CHAPITRE PREMIER

DÉPÔT ET GARDE DES PRODUITS WARRANTÉS.

SECTION I

Dépôt confié à l'emprunteur.

D'après la loi du 30 avril 1906, l'emprunteur sur warrant peut garder chez lui les produits qu'il donne en gage ou les déposer entre les mains d'un tiers : société coopérative, syndicat agricole, comice agricole ou simple particulier.

La plupart du temps les produits warrantés restent en la possession de l'emprunteur qui, de ce chef, a la triple qualité de débiteur, de propriétaire et de dépositaire. D'ailleurs cette solution s'impose lorsqu'il s'agit d'animaux que l'emprunteur ne saurait confier à un tiers sans compromettre par là même la bonne marche de son exploitation.

En droit commun, la responsabilité du dépositaire s'apprécie *in concreto*, c'est-à-dire relativement même à la personne chargée du dépôt et non pas en prenant pour base le soin qu'un père de famille apporte en général à la gestion de sa

fortune. C'est ainsi que le dépositaire n'est pas tenu de faire assurer contre l'incendie la chose déposée, alors qu'il n'a pas été chargé de ce soin par le déposant (Tribunal civil de la Seine, 6 février 1893) (1).

Mais lorsque l'emprunteur est en même temps dépositaire des produits qu'il a donnés en garantie, on doit sans aucun doute estimer que ce dépôt a été fait uniquement dans son intérêt et décider que, suivant les dispositions de l'article 1928 du Code civil, il est tenu de sa faute légère ; mais nous ne pensons pas qu'il faille le déclarer responsable de sa faute très légère, c'est la solution donnée par un arrêt de la Cour de Bordeaux rendu le 11 juin 1888 (2) dans une hypothèse voisine de celle que nous envisageons.

SECTION II

Dépôt confié à un tiers.

La possibilité donnée par la loi de 1906 à l'emprunteur sur warrant de déposer les produits qu'il a donnés en garantie chez un tiers, que ce soit un simple particulier, un syndicat ou une société agricole quelconque, porte atteinte à l'article 1767 du Code civil qui oblige le preneur d'un bien rural à engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

(1) *Gaz. Trib.*, 28 février 1893.

(2) D. 1889.2.11.

Il doit y avoir dans ce cas acceptation expresse de la part du tiers dépositaire. Cette acceptation est constatée « par récépissé signé du dépositaire des produits et, s'il y a lieu, du bailleur des locaux où ils sont en dépôt, porté sur le warrant lui-même ou donné séparément pour l'accompagner » (art. 3, § 4).

Cette faculté de dépôt donnée à l'emprunteur est peu pratique puisque la loi de 1906 a expressément retiré au dépositaire, suivant les cas, soit son privilège, soit son droit de rétention : son privilège s'il s'agit de frais faits pour la conservation de la chose, son droit de rétention pour ce qui est « dû à raison du dépôt », et ces derniers mots ont une portée plus grande puisqu'ils comprennent, par exemple, ce qui est dû pour dépenses simplement utiles.

Quant au bailleur des lieux où est effectué le dépôt, il n'est pas mieux traité.

Ces mesures sont suffisamment justifiées, il nous semble, par la nécessité de faire du warrant une garantie sérieuse pour son porteur.

La responsabilité du tiers dépositaire est moindre que celle de l'emprunteur, sauf dans le cas où le dépôt serait salarié, ce qui entraînerait application de l'article 1928 du Code civil. Dans cette dernière hypothèse, si les marchandises déposées venaient à être détruites par incendie, le dépositaire devrait être déclaré responsable de leur perte totale et non pas seulement de la perte provenant de l'insuffisance des assurances.

La restitution des objets déposés ne se fera normalement qu'après justification du paiement de la somme empruntée, c'est-à-dire sur présentation simultanée par l'emprunteur du warrant et du récépissé.

Dans la pratique, le dépôt des produits warrantés chez un particulier ne s'emploie pas.

Quant au dépôt dans un syndicat, il entraîne des frais tels que l'on doit y renoncer dans la plupart des cas. C'est surtout pour les céréales que la question s'est posée. Or, les syndicats ne possèdent pas en général des installations suffisantes pour loger les grains provenant des exploitations de leurs membres. Il faudra donc d'abord élever des constructions coûteuses. Dans ces conditions, « il est clair que le coût du magasinage sera très élevé. A cette première dépense s'ajouteront les frais de transport des grains du lieu de production à la maison de céréales la plus voisine, puis le prix de l'assurance contre l'incendie, de l'administration même du grenier, du pelletage, de l'aération, des nettoyages, de l'ensachage et, toujours par surcroît, le producteur devenu emprunteur paiera l'intérêt de l'avance qui lui sera versée » (1).

Supposons maintenant qu'un agriculteur warranté tout ou partie de sa récolte de blé qu'il a déjà déposée dans les magasins de la coopérative

(1) Zolla, *Warrantage et vente collective des grains*, *Revue politique et parlementaire*, 1921, t. 109, p. 192.

dont il est membre. Le porteur du warrant ainsi constitué a-t-il réellement un privilège sur la quantité de blé déposée ?

Si ce dépôt a été fait en vrac dans les magasins de la coopérative où se trouvent déjà d'autres quantités de blé de même nature appartenant à d'autres coopérateurs et déjà déposées par eux, il nous faut sans nul doute répondre négativement.

Nous nous trouvons en effet, dans ce cas, en présence d'un dépôt irrégulier.

Aux termes de l'article 1932 du Code civil, le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue. Or, en l'espèce, les docks coopératifs s'engagent à restituer à l'agriculteur déposant, non pas identiquement le blé même qu'ils ont reçu de lui, mais une quantité de blé de même nature, le blé déposé ayant perdu son individualité par son mélange avec d'autres quantités de blé de même nature, appartenant à d'autres déposants.

L'agriculteur qui a ainsi déposé son blé n'est plus qu'un simple créancier soumis, en cas d'insuffisance de l'actif, à la condition ordinaire des créanciers (1).

La coopérative est devenue débitrice d'une chose de genre et non d'un corps certain. Elle a acquis la propriété du blé qui lui a été remise.

Cette difficulté se présentera rarement, puisque dans ce cas le warrant est généralement établi

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité de droit civil*, p. 544.

au nom de la coopérative, ainsi que nous l'avons vu dans un chapitre précédent.

Mais, dans la pratique, les établissements de crédit se refusent à réescompter, avec juste raison, des warrants constitués de cette manière dans les docks coopératifs.

Dans ce cas, le warrant devra être établi au nom de la coopérative. Mais comme l'emprunteur réel est l'agriculteur déposant, il interviendra dans la souscription du warrant solidairement avec la société coopérative pour éviter une rétrocession dans le bénéfice du prêt que, sans cette stipulation de solidarité, la société serait obligée de lui faire.

« S'agissant, par exemple, d'un prêt de campagne de 10.000 francs, contracté auprès d'une caisse de crédit agricole, réalisé par un billet à ordre comportant affectation, à titre de warrant agricole, de deux cents quintaux de blé, l'emprunteur, d'une part, le représentant qualifié de la société des docks où le blé doit être déposé, d'autre part, apposeront l'un et l'autre sur le billet la mention manuscrite : « Bon pour dix mille francs et warrantage de deux cents quintaux de blé (1). »

(1) Voyez le Rapport présenté par M. Messerschmitt au XXI^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricole, tenu à Besançon, 15 juin 1933.

CHAPITRE II

CIRCULATION DU WARRANT.

SECTION I

Endossement et escompte du warrant.

Le warrant agricole est un titre à ordre, transmissible par voie d'endossement.

L'endossement doit être daté et signé. Il doit énoncer le montant de la créance garantie, les intérêts afférents, la date de son échéance, ainsi que les noms, professions et domiciles des parties. Il vaut par lui seul constitution en gage des objets au profit du bénéficiaire.

Lorsque l'endossement est fait au profit d'une caisse de crédit agricole, la formule est généralement la suivante : « Bon pour transfert du bénéfice du warrant (énoncé d'autre part) à l'ordre de la Caisse (locale) de Crédit agricole mutuel de... dont le siège est à..... En garantie de la somme de..... payable le..... (date et signature). »

Le porteur du warrant peut, avant l'échéance

de la dette garantie, faire escompter son titre et aux termes de l'article 9 de la loi de 1906, reproduction littérale de l'article 11 de la loi de 1858 : « Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts. »

Mais la valeur du warrant agricole présenté à l'escompte est bien moins grande que celle du warrant commercial, et les établissements de crédit, à part de rares exceptions, l'ont toujours considéré comme un simple effet.

Il ne faut pas oublier en effet que le porteur du warrant agricole est exposé à un détournement partiel ou total de son gage.

Aussi « l'escompte direct d'un warrant agricole par un banquier n'a plus rien de commun avec l'escompte d'un warrant ordinaire ; c'est un découvert pur et simple, mobilisé par une valeur non commerciale » (1).

Cette appréciation doit surtout être retenue pour le warrant individuel, et lorsque les produits warrantés restent en la possession de l'emprunteur. Au contraire, le warrant établi au nom d'une coopérative, portant sur les marchandises qu'elle possède dans ses magasins, et notamment sur un stock de blé faisant l'objet d'un contrat de stockage avec le ministère de l'Agriculture, est, à notre avis,

(1) Terrel et Lejeune, *Traité des opérations commerciales de banque*, 6^e éd., p. 217.

pour le créancier et les endosseurs successifs, un moyen sérieux de crédit.

Et cependant, l'une des grandes difficultés rencontrées au cours de ces dernières années pour le financement de la récolte du blé a été celui de l'escompte du papier des coopératives, et notamment des warrants.

En général, les coopératives, comme d'ailleurs les simples particuliers, s'adressent pour escompter leurs warrants aux caisses de crédit agricole qui peuvent se livrer assez facilement à cette opération, à l'aide des dépôts qui leur sont confiés.

Il faut faire à cet égard une distinction suivant que l'on est en présence d'une caisse qui a reçu ou non des avances de l'Etat.

Dans le premier cas, le warrant est endossé par la caisse locale, par la caisse régionale, puis réescompté auprès de la caisse nationale qui joue alors le rôle capital.

La loi du 5 août 1920 exige la signature de la caisse locale qui a, dans la majorité des cas, une surface financière très réduite, mais la caisse nationale tient surtout compte de la valeur du gage.

Une fois en possession du warrant, la caisse nationale peut, soit le garder en portefeuille, soit le réescompter auprès des établissements de crédit ; mais étant un établissement public, elle ne peut le réescompter directement auprès de la Banque de France.

Notons en passant que la caisse nationale rées-

compte à un taux supérieur seulement de 0,10 % au taux d'escompte de la Banque de France.

Les caisses régionales peuvent aussi escompter les warrants, mais en général munis de trois signatures, soit auprès des succursales régionales de la Banque de France, soit auprès des établissements de crédit.

Dans le second cas, lorsqu'on est en présence de caisses n'ayant pas reçu d'avances de l'Etat, ce qui est l'exception, le warrant est endossé par la caisse locale et la caisse régionale. Celle-ci peut réescompter le warrant auprès des succursales de la Banque de France ou des établissements de crédit. Mais alors chaque signature doit garantir *intégralement* le montant du warrant. Si l'une des signatures n'est pas suffisante, on la complète ordinairement par l'aval d'une caution.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, il arrive fréquemment que les coopératives ne peuvent faire escompter leurs warrants dont le montant est parfois très élevé, car les caisses régionales sont souvent peu importantes et ne peuvent être contraintes à effectuer ce genre d'opération, jouissant d'une autonomie et d'une responsabilité propres. Les coopératives doivent alors remplacer la signature de la caisse régionale par celle d'un autre organisme, par exemple d'une banque locale, pour rendre leurs warrants bancables.

Comme nous l'avons déjà souligné, la difficulté la plus grave provient du fait que la Banque de France ou l'établissement de crédit, auquel le war-

rant est présenté, exigent trois signatures, dont chacune doit garantir intégralement son montant et ne considèrent pas l'objet donné en garantie comme devant remplacer une signature.

Des accords sont intervenus le 1^{er} août 1931 entre les établissements de crédit et le ministère de l'Agriculture pour essayer de pallier aux difficultés du financement de la récolte du blé. Ces accords nous intéressent donc indirectement.

Dans le texte publié à cette époque par le ministère de l'Agriculture, nous relevons notamment ce qui suit :

« Cet accord aura notamment pour résultat de lever les obstacles qui s'opposaient jusqu'ici à la circulation du papier des coopératives.

« Ces obstacles étaient : 1^o Impossibilité statutaire pour la Banque de France d'accepter comme troisième signature, sur le papier des coopératives agricoles, celle de la Caisse nationale de Crédit agricole qui est un établissement public ; 2^o etc...

« L'accord établi entre M. Tardieu et les établissements ci-dessus mentionnés dispose que :

..... les établissements de crédit, en outre de ce qu'ils font déjà, ainsi qu'un grand nombre de banques locales, pour le papier des coopératives agricoles, escompteront, suivant les règles appliquées par eux au papier commercial, les effets portant la signature d'une caisse locale et d'une caisse régionale de crédit agricole.

« D'autre part, la Banque de France assurera

le réescompte du papier, qui pourra éventuellement lui être remis par lesdits établissements.

« Pour coordonner et unifier leur action, les établissements de crédit, en liaison avec la Caisse nationale de Crédit agricole (et la Caisse centrale de la rue d'Athènes) (1), qui leur apporteront leur avis technique, maintiendront entre eux un contact par des réunions de leurs représentants en vue d'examiner en commun toutes questions concernant les opérations d'escompte du papier agricole (2). »

A part de rares exceptions, l'article 9 de la loi du 30 avril 1906 n'est donc pas appliqué ; nous venons d'ailleurs de voir que ce n'est pas toujours sans raison.

Notons en passant que l'escompte du warrant agricole est considéré par les auteurs « comme faisant partie de ces opérations de banque constituant de simples prêts et, comme tel, passible de l'impôt cédulaire sur les revenus des créances et dépôts (3) ».

Reprenons maintenant le commentaire même de l'article 10 de la loi de 1906.

« Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant

(1) Depuis en liquidation.

(2) Texte rapporté dans une brochure éditée en 1932 par les soins de l'Association générale des Producteurs du Blé et intitulée : *L'Organisation du stockage et le financement de la récolte de blé*.

(3) Terrel et Lejeune, *op. cit.*, p. 218.

sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur » (art. 10, al. 2).

Cette disposition, faite en vue de faciliter la circulation du warrant agricole, est la reproduction de l'article 140 du Code de commerce qui a trait à l'endossement des lettres de change.

L'escompteur aura un recours solidaire contre le souscripteur, les avalistes et les endosseurs, sans oublier son droit de gage sur les objets warrantés.

Il est tenu, aux termes de l'alinéa 3 de l'article 10, d'avertir dans le délai de huit jours le greffier qui a établi ou transcrit le warrant, par pli recommandé avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis. Grâce à cet avis, l'emprunteur qui voudrait rembourser avant l'échéance, conformément à la faculté que lui reconnaît expressément l'article 8, alinéa 2, pourra savoir quel est le porteur actuel du warrant en consultant le registre des avis aux propriétaires tenu par le greffier.

Si l'escompteur ne satisfait pas à cette obligation, il est tenu du préjudice qu'il a pu causer à l'emprunteur en retardant le remboursement, mais l'endossement n'en reste pas moins parfaitement valable.

L'emprunteur peut, par une mention spéciale insérée dans le warrant, dispenser l'escompteur de cet avis, mais dans ce cas il ne pourra connaître le porteur de l'effet à un moment donné ; aussi cette renonciation de l'avis implique-t-elle pour lui la renonciation au droit de faire un remboursement anticipé.

M. Mazin, dans sa remarquable *Etude sur le warrant agricole*, que nous avons signalée à plusieurs reprises, envisage le cas d'un warrant établi entre parties et non transcrit, dont le greffier n'a donc aucunement eu connaissance, et il se demande s'il y a lieu alors pour l'escompteur de donner l'avis prescrit par l'article 10 ?

« En faveur de l'affirmative, dit-il, on peut faire valoir que l'emprunteur, en ce cas également, doit pouvoir rembourser par anticipation et qu'il doit, par suite, avoir le moyen de connaître le créancier auquel le remboursement doit être fait. La loi, toutefois, en prescrivant l'avis au greffier, paraît bien n'avoir eu en vue que les warrants transcrits au greffe et non ceux qui sont demeurés occultes (1). »

La circulaire ministérielle du 25 juillet 1906 dispose à ce sujet : « Les escompteurs d'un warrant établi conformément à l'article 4 et non transcrit seront également soumis à la même obligation, sauf clause contraire ; le greffier pourra donc recevoir des avis d'escompte alors qu'il ignorera l'établissement du warrant escompté (2). »

(1) *Répertoire du Notariat*, Defrénois, 1932, 1^{re} partie, p. 307.

(2) *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, année 1906, p. 117.

SECTION II

Perte du warrant.

En circulant, en passant de main en main, le warrant peut se perdre. Il peut également être volé ou détruit. Sur ces différents points, les commentateurs de la loi de 1906 sont d'accord pour appliquer les règles du droit commercial (1).

En cas de perte ou de vol, le porteur agira prudemment en avertissant immédiatement l'emprunteur afin que celui-ci ne paye pas à l'échéance celui qui se présentera muni du titre.

D'autre part, on estime que l'article 12 de la loi du 28 mai 1858 ainsi conçu : « Celui qui a perdu un récépissé ou un warrant, peut demander et obtenir par ordonnance du juge, en justifiant sa propriété, un duplicata s'il s'agit du récépissé, le paiement de la créance garantie s'il s'agit du warrant », est applicable au warrant agricole.

On peut admettre également qu'à l'échéance il se présente une personne détenant le warrant. Celui qui prétend avoir perdu le titre présenté pourra faire la preuve de son droit de propriété, conformément au droit commun. Il pourra la faire par témoins, bien que la créance soit supérieure à 500 francs, s'il se trouve dans le cas de l'article 1348, § 4. Dans ce cas d'ailleurs, celui qui

(1) Voyez not. de Bastard, *Le warrantage des produits agricoles*, p. 147 ; Rouher, *Les warrants agricoles*, p. 237.

prétend être le véritable propriétaire du warrant devra prouver à la fois l'existence du cas fortuit et son droit de propriété. S'il réussit à faire cette preuve, il rentrera en possession de son titre.

Enfin, nous pensons que le porteur actuel ne pourra être évincé qu'autant qu'il se trouve être de mauvaise foi.

CHAPITRE III

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR.

L'emprunteur peut, nous l'avons vu, garder la possession des produits warrantés et s'en servir lorsqu'il ne s'agit pas de choses se consommant par le premier usage : ce sera le cas des animaux. Il peut aussi, à la condition que cela soit expressément mentionné sur le warrant, transformer les objets donnés en garantie. Il peut par exemple transformer du vin en eau-de-vie, du blé en farine (1).

Nous ne reviendrons pas sur ces points et nous avons l'intention d'étudier spécialement dans ce chapitre le droit qu'a l'emprunteur, sous certaines conditions, de vendre les produits warrantés ; l'obli-

(1) Il est bon de rappeler ici qu'en général, en matière de nantissement, le gage disparaît s'il y a transformation. Toutefois, dans certaines circonstances appréciées souverainement par les juges du fond, il est admis que la remise momentanée, faite par le créancier au débiteur de la chose donnée en gage, ne fait pas perdre le privilège au créancier gagiste, dès l'instant que cette remise n'a pour but que de permettre au débiteur de faire subir à la chose donnée en garantie une transformation nécessaire (cf. *Rev. trim.*, 1933, p. 906).

gation qu'il a de payer sa créance à l'échéance et la faculté qui lui est donnée de se libérer par anticipation ; enfin les sanctions prévues par la loi de 1906 en cas de fausse déclaration de l'emprunteur ou de détournement du gage.

SECTION I

Droit de vendre les produits warrantés.

Le warrant permet à l'agriculteur d'attendre pour vendre ses produits que les cours pratiqués sur le marché soient avantageux pour lui ; il manquerait donc son but s'il empêchait précisément cette vente. Le législateur l'a bien compris, mais il fallait concilier les intérêts du créancier et ceux de l'emprunteur ; le porteur du warrant a en effet, en tant que créancier gagiste, un droit de rétention opposable à tous sur les produits qui lui ont été donnés en garantie.

Le législateur a résolu la difficulté en distinguant la vente proprement dite des marchandises, de leur livraison. Il a donné à l'emprunteur le droit de disposer librement de ses produits, sans le concours du prêteur, mais il ne lui a pas permis d'en transférer la possession à l'acquéreur avant que le créancier soit désintéressé.

L'article 8, alinéa 1^{er}, est en effet ainsi conçu :
« L'emprunteur conserve le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du

prêteur ; mais la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé. »

On peut se demander s'il est nécessaire que le créancier ait reçu le paiement intégral de sa créance pour ne pas pouvoir s'opposer à la livraison, et s'il serait suffisant, en supposant que quelques-uns seulement des produits warrantés soient vendus, que le prix de ces objets soit remis au créancier.

Nous sommes entièrement de l'avis de M. Mazin qui écrit à ce sujet : « Cela est assez douteux, car rien n'établit que le prix de vente représente exactement la valeur des objets vendus ; le créancier, dès lors, peut s'en tenir aux termes stricts de la loi et, au surplus, il n'est pas obligé d'accepter un paiement partiel. D'autre part, le porteur de warrant, s'il veut conserver le droit de transmettre son titre, ne pourrait pas autoriser la tradition de tout ou partie des produits warrantés, en laissant le débiteur encaisser le prix de vente, car ce serait diminuer les sûretés attachées au warrant et qui doivent subsister intégralement au profit de tous les porteurs successifs (1). »

Si, contrairement aux dispositions de la loi, l'emprunteur livrait à l'acheteur des produits warrantés avant d'avoir payé son créancier, il tomberait sous le coup des pénalités édictées par l'article 14. Nous avons renvoyé l'étude de cette question à la fin du présent chapitre.

(1) Mazin, *op. cit.*, *Répert. Nol.*, 1932, 1^{re} partie, p. 326.

Mais disons tout de suite que, dans presque tous les procès engagés contre des souscripteurs de warrants ayant détourné le gage, si l'emprunteur défaillant a été condamné à des peines correctionnelles parfois sévères, presque jamais, par contre, aucune somme n'a pu être récupérée.

C'est pourquoi, pour certains produits tout au moins, on a cherché en pratique à mettre un obstacle non pas à la vente, mais à la livraison des marchandises warrantées.

C'est là chose facile pour les vins et les eaux-de-vie qui ne peuvent se déplacer sans acquit ou congé délivré par le receveur ruraliste désigné lors de la déclaration de récolte.

Il suffisait donc de donner au porteur du warrant la faculté de s'opposer à la délivrance de cette pièce de régie pour mettre l'emprunteur de mauvaise foi dans l'impossibilité de nuire.

Un vœu avait été émis dans ce sens par le XIV^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricole tenu à Perpignan du 24 au 27 juin 1926.

De son côté, M. Chapsal, ancien ministre, président de la commission des Douanes du Sénat et président de la Caisse régionale de la Charente-Inférieure, fit, en 1931, des démarches très pressantes auprès du directeur général des Contributions indirectes afin que des instructions soient données aux receveurs ruralistes de la Charente-Inférieure, leur permettant de refuser la délivrance des titres de mouvement pour les eaux-de-vie,

sans le consentement de la caisse de crédit agricole, chaque fois que cette institution se serait mise d'accord à ce sujet avec les récoltants.

L'application de cette mesure n'était donc demandée que si les récoltants avaient en premier lieu autorisé l'Administration des Contributions indirectes à communiquer leur compte de régie à la caisse de crédit agricole et, en second lieu, dispensé cette même Administration de l'obligation de délivrer des titres de mouvement pour le cognac provenant de leur récolte, à moins que la caisse n'ait donné agrément à l'expédition de tout ou partie des eaux-de-vie figurant au compte.

Tenant compte de la situation dans laquelle les viticulteurs charentais se trouvaient alors placés, le directeur général des Contributions indirectes a accueilli à titre exceptionnel la requête présentée par M. Chapsal. Mais l'application de cette mesure a été subordonnée aux conditions suivantes :

A. — Les récoltants doivent souscrire, entre les mains du chef local de service des Contributions indirectes, une déclaration autorisant les employés :
1^o à transmettre à la caisse régionale de crédit agricole un extrait de leur compte d'eaux-de-vie ;
2^o à ne délivrer de titres de mouvement qu'avec l'agrément de la caisse. Ledit agrément peut consister soit en une mention portée sur la soumission d'enlèvement, soit en une note séparée, datée et signée, indiquant les nom et adresse du viticulteur et les quantités d'eaux-de-vie en volume et degré dont l'expédition est autorisée.

La caisse de crédit agricole remet au directeur des Contributions indirectes, en autant d'exemplaires que ce chef de service le demande, le fac-similé de la signature de la personne ou des personnes ayant qualité pour engager la caisse.

B. — Il demeure entendu que, dans le cas, assez improbable, où un titre de mouvement serait délivré par erreur à un récoltant emprunteur, l'Administration n'encourrait, de ce chef, aucune responsabilité.

Cette mesure est actuellement appliquée, à notre connaissance, dans les départements de la Charente, de la Charente-Inférieure et du Gard.

Le warrant peut ainsi devenir un moyen de crédit précieux lorsqu'il porte sur des vins fins et des eaux-de-vie, après entente préalable entre le Crédit agricole et la Régie.

SECTION II

Paiement de la créance garantie par le warrant.

L'emprunteur doit payer à l'échéance le montant du warrant. S'il ne s'exécute pas, le porteur de l'effet aura le droit, soit d'exercer un recours contre les endosseurs s'il y en a, soit de faire vendre les objets warrantés, suivant une procédure simplifiée et rapide que nous étudierons en détail dans un chapitre suivant.

De plus, l'emprunteur a la faculté de se libérer par anticipation, sans verser d'indemnité au prêteur,

sauf dans le cas prévu dans l'article 10 *in fine* où il aurait dispensé l'escompteur et les réescompteurs de donner l'avis au greffier.

Mais, en dehors de cette dernière hypothèse, on peut se demander s'il faut considérer comme valable la clause suivante insérée dans les warrants établis par certaines caisses de crédit agricole : « ...le présent warrant sera transcrit pour produire effet, au greffe de la justice de paix de... et transmis à la caisse régionale avant tout versement de fonds, étant fait observer que le warrant agricole étant une garantie supplémentaire, en l'occurrence, la clause de remboursement prévue par l'article 8 de la loi du 30 avril 1906 ne jouera pas. »

Les caisses de crédit agricole évitent en effet les remboursements anticipés qui créent des complications d'écritures vis-à-vis de l'Etat, du fait des nouvelles lois.

Il nous semble que cette clause est nulle comme méconnaissant une prescription formelle de la loi de 1906.

Il résulte de l'article 8 *in fine* que l'emprunteur qui veut se libérer par anticipation doit offrir à son créancier le capital et les intérêts dus jusqu'au jour de l'offre, et en outre les intérêts à courir pendant les dix jours suivants.

Dans le cas où les parties ne se mettraient pas d'accord pour le paiement anticipé, la loi de 1906 permet la consignation suivant les formes prescrites par l'article 1259 du Code civil.

Cette consignation doit être précédée d'offres

faites au domicile du dernier endosseur connu.

Pour ce faire, l'emprunteur prendra connaissance des mentions portées sur le registre d'avis qui est un registre distinct de celui des transcriptions et qui peut être communiqué au débiteur. Il se peut d'ailleurs que l'examen de ce registre ne permette pas à l'emprunteur de connaître le dernier porteur du warrant, soit parce que celui-ci est encore dans le délai de huit jours imparti pour donner avis, soit parce que l'avis, réellement envoyé, n'a pas été mentionné par le greffier. Dans ces deux hypothèses, on admet généralement (1) que l'emprunteur est libéré envers le dernier porteur, qui aura d'ailleurs son recours, sur les fonds consignés, contre les porteurs précédents dans le premier cas, et dans le second cas, contre le greffier.

Le débiteur peut-il exiger du greffier un état des avis communiqués ? Certains auteurs estiment à bon droit que, dans le silence des textes, cette faculté ne peut lui être reconnue (2).

Si les offres sont refusées, l'emprunteur dépose les fonds à la Caisse des dépôts et consignations. Puis, « sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix du canton où le warrant est inscrit rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée » (art. 8, *in fine*).

(1) Planiol, Ripert et Becqué, *op. cit.*, t. XII, p. 259.

(2) Voyez not. Planiol, Ripert et Becqué, *op. cit.*, t. XII, p. 259. Cependant en sens contraire, Mazin, *op. cit.*, *Rép. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 327.

La loi ne prévoit que le remboursement total de la créance, et le porteur du warrant peut ne pas accepter un remboursement partiel. Mais il semble que l'on puisse convenir, lors de la constitution du warrant, bien que la loi soit muette à cet égard, que l'emprunteur pourra se libérer d'avance, même par fractions plus ou moins importantes. Du moment que les porteurs successifs de l'effet sont prévenus par une mention spéciale à ce sujet, il n'y a pas de raison de frapper de nullité une telle clause.

Le porteur du warrant ayant reçu un paiement partiel en fera mention sur son titre, puis pourra à son tour le transmettre par endossement, étant bien entendu qu'il ne représente plus qu'une créance réduite.

SECTION III

Sanctions pénales.

Aux termes de l'article 14 de la loi de 1906, l'emprunteur qui, lors de la constitution du warrant, fait une fausse déclaration ou qui n'avertit pas le prêteur qu'il existe déjà des warrants sur les objets affectés en garantie, est passible des pénalités de l'escroquerie édictées par l'article 405 du Code pénal. Il pourra être condamné à un emprisonnement de un à cinq ans et à une amende variant de 50 à 300 francs, plus les décimes.

Pour constituer le délit d'escroquerie, l'article 405

du Code pénal exige, d'une part, soit l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit l'emploi de manœuvres frauduleuses qui y sont spécifiées, et, d'autre part, la remise ou la délivrance, c'est-à-dire la tradition matérielle de fonds, meubles, obligations, billets, promesses, quittances ou décharges.

Par suite, la seule remise d'un warrant portant une déclaration de marchandises supérieure à la réalité par un débiteur à son créancier, qui a eu uniquement pour but et pour résultat d'éviter des poursuites immédiates au débiteur de la part du créancier, sans qu'il y ait eu de la part de celui-ci remise ou délivrance au débiteur d'aucune pièce portant obligation, promesse, quittance ou décharge, et alors qu'en outre le manquant de marchandises s'explique par une cause exclusive de la mauvaise foi du débiteur ne saurait constituer à la charge de ce dernier le délit d'escroquerie. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation à la date du 16 juillet 1903 (1).

L'emprunteur ou le dépositaire qui détourne, dissipe ou détériore volontairement les objets warrantés au préjudice du créancier tombe sous le coup des peines édictées par les articles 406 et 408 du Code pénal, en cas d'abus de confiance. Il sera passible d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui est égale au quart du préjudice causé, sans pouvoir être inférieure à vingt-cinq francs.

(1) S. 1906.1.295.

La loi de 1906 a créé ainsi un nouveau cas d'abus de confiance (1).

D'ailleurs le délit n'existe qu'autant que l'emprunteur a agi de mauvaise foi. C'est ainsi que le débiteur doit être présumé avoir vendu les produits warrantés de bonne foi lorsque, dès avant cette vente, il a remis au porteur du warrant des effets de commerce dans des circonstances telles qu'il a pu croire raisonnablement que cette nouvelle garantie était substituée à l'ancienne, qu'elle annulait le warrant et qu'il y avait une véritable novation (2).

Par contre, la mauvaise foi résultera par exemple du fait que les débiteurs poursuivis ont été jusqu'à substituer dans la possession de leurs immeubles un neveu auquel ils les avaient cédés moyennant une rente viagère, et procéder au nom d'un autre neveu à des achats de vaches laitières destinées à paître sur ces immeubles (3).

C'est devant le tribunal correctionnel que les poursuites sont intentées, et les circonstances atténuantes peuvent, dans tous les cas, être admises (4).

On peut se demander quelle est en réalité la valeur de ces sanctions pénales.

Evidemment la crainte de poursuites correc-

(1) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, II, n° 2714 et note.

(2) D. 1910.2.307.

(3) Tribunal correctionnel de Lesparre, jugement inédit du 28 octobre 1932.

(4) *Id.*

tionnelles peut obliger un cultivateur à respecter un warrant établi. Mais s'il détourne les objets warrantés, s'il vend et livre les bestiaux qu'il a donnés en garantie sans désintéresser le créancier, ce qui est excessivement facile, que se passera-t-il en cas de poursuites ? Si le débiteur dispose encore de certaines ressources, le créancier pourra rentrer en possession de ses fonds. Mais la plupart du temps il sera insolvable, il aura déjà hypothéqué tous ses immeubles, et la condamnation dont il sera frappé ne procurera au créancier qu'une satisfaction morale bien insuffisante.

Dans certaines régions du Nord où il existe les us et coutumes du chapeau, le porteur du warrant aura, en cas de détournement, la ressource des fumures et arrière-fumures, à la condition que le warrant prime le privilège de bailleur.

D'autre part, certains parquets, connaissant le but désintéressé des caisses de crédit agricole et appréciant les services rendus par elles à l'agriculture, acceptaient autrefois la plainte de la caisse prêteuse, l'instruisaient et faisaient intervenir le directeur comme témoin à l'audience même, au cours de laquelle l'avocat de la caisse constituait celle-ci partie civile.

Mais actuellement, la caisse prêteuse doit se constituer partie civile dès le début de l'instruction. Elle doit verser, dès la plainte déposée, une provision importante pour couvrir les frais de justice éventuels, et cette façon de faire enlève au directeur de la caisse la faculté de témoigner devant

le tribunal. Or cela ne va pas sans inconvénient. Les variations de l'accusé, lors de son interrogation à l'audience, peuvent nécessiter des précisions techniques que le directeur témoin peut donner avec aisance, tandis que le directeur partie civile doit simplement, et en hâte, les fournir à son avocat qui en tire le meilleur parti possible, mais cela ne va pas sans entraîner quelques difficultés sérieuses.

Depuis quelques années, les tribunaux se sont décidés à faire une application rigoureuse de l'article 14 de la loi de 1906.

En effet, les cas de détournement d'objets warrantés se sont multipliés.

Accompagnant la mévente des produits et les mauvaises récoltes, une grave crise de moralité semble s'être emparée de la classe paysanne. Et c'est maintes fois, qu'à bout de ressources, l'emprunteur, intègre en des temps meilleurs, devient malhonnête.

Les tribunaux considèrent maintenant le délit de détournement comme revêtant « un caractère de gravité tout particulier puisqu'il tend à ruiner à la fois le crédit des agriculteurs dans le besoin et celui de la caisse agricole » (1).

(1) Jugement précité du Tribunal de Lesparre du 28 octobre 1932.

CHAPITRE IV

PRIVILÈGE DU PORTEUR DU WARRANT.

Le porteur d'un warrant agricole est un créancier gagiste, et comme tel il est muni d'un véritable droit réel : la possession d'un warrant transcrit équivaut en effet à la possession réelle des objets affectés en garantie. S'il n'est pas payé à l'échéance, le créancier pourra poursuivre lui-même la vente de son gage, suivant une procédure spéciale que nous étudierons.

Le législateur de 1906, pour faire du warrant un instrument de crédit de premier ordre, a donné à son porteur un privilège d'un rang particulièrement favorable, nous dirons même exorbitant. Ce privilège prime d'une part les privilèges mobiliers généraux énumérés dans l'article 2101 du Code civil, à l'exception toutefois des frais de justice. Il prime, d'autre part, les privilèges spéciaux de l'article 2102 du Code civil, y compris le privilège du bailleur, mais seulement sous certaines conditions que nous allons examiner.

SECTION I

*Privilège du porteur du warrant et
privilège du bailleur.*

Si le bailleur n'a pas fait opposition, lors de la constitution du warrant, soit qu'il n'a pas pu le faire parce qu'il ne lui était pas dû de fermages échus, soit qu'il n'ait pas voulu le faire pour favoriser l'emprunt contracté par son fermier, son privilège est primé par celui du porteur du warrant. Il en est de même dans le cas où, en signant le warrant, il a renoncé expressément au rang de faveur que la loi donne à son privilège.

Dans le cas au contraire où des fermages échus lui sont dus, et sur l'avis qui lui est donné par son premier emprunteur, le bailleur peut, ainsi que nous l'avons vu, faire opposition dans le délai de huit jours ; et il conserve alors entièrement la priorité sur le porteur du warrant. Certains auteurs estiment même, il est utile de le rappeler, que cette opposition rend impossible l'établissement du warrant. Cette opinion n'est pas la nôtre et nous en avons donné les raisons. Il nous paraît certain que l'opposition ne conserve le rang privilégié du bailleur que pour les termes déjà échus et non pour les termes à échoir, de sorte que, si un warrant est constitué malgré l'opposition, et si les termes échus sont ultérieurement payés, le porteur du warrant prime le bailleur pour les autres termes.

Lorsque le porteur du warrant prime le bailleur, il passe également avant les vendeurs de semences et d'ustensiles et les ouvriers qui ont aidé à la récolte de l'année. Il y a là évidemment quelque chose d'injuste.

Mais si le privilège du bailleur subsiste avec le rang que lui a donné le Code civil, si par exemple le prêteur sur warrant a dispensé expressément l'emprunteur de donner avis au bailleur, ne doit-on pas alors admettre que l'on rentre dans le droit commun et donner la priorité aux privilèges spéciaux compris dans l'article 2102-1^o, alinéa 4, du Code civil. Certains praticiens se refusent à admettre le contraire.

« Nous (Caisses agricoles prêteuses) ne primons le privilège du bailleur qu'avec son consentement et après certaines précautions. Il n'est pas logique de croire que le privilège du fournisseur de semences et d'ustensiles puisse être primé *si le privilège du bailleur subsiste* ; ce serait absolument contraire à l'article 2102 qui n'a pas été modifié par la loi de 1906 (1). »

Ce privilège du porteur du warrant est d'autant plus exorbitant qu'il demeure le plus souvent occulte et peut être l'occasion de fraudes dont les propriétaires devront se méfier de plus en plus.

(1) XIV^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricole, Perpignan, 24-27 juin 1926. Rapport sur les warrants agricoles.

Faisons une hypothèse qui se présentera fréquemment dans la pratique. Un fermier warrantant ses bestiaux après avoir donné avis à son propriétaire qui n'a pas fait opposition ; il quitte la ferme qu'il exploitait et en loue une autre à un propriétaire qui ignore le warrant existant sur les troupeaux de son nouveau locataire. Comme ce dernier ne paye pas ses fermages, le propriétaire veut exercer son privilège et faire vendre les bestiaux ; mais alors le porteur du warrant fait valoir son privilège. Les propriétaires doivent donc s'assurer, dans la mesure où ils le peuvent avec le système actuel de publicité du warrant, avant de donner leurs fermes à bail, que les bêtes amenées dans les lieux loués ne sont pas warrantées.

Les caisses de crédit agricole insèrent parfois dans leurs warrants une clause qui empêche de semblables difficultés. Lors de l'emprunt, il est en effet convenu que « les emprunteurs devront rembourser, malgré toute stipulation d'échéances et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée à eux adressée par la caisse régionale prêteuse, le montant du prêt qui leur a été fait, ainsi que tous intérêts, frais et accessoires, dans le cas où ils viendraient à changer d'exploitation, sans qu'il soit besoin pour la caisse régionale de remplir aucune autre formalité judiciaire ».

Maintenant que la pratique du warrant s'est répandue dans nos campagnes, le privilège du bailleur est bien souvent réduit à rien, puisqu'un fermier qui a acquitté exactement son terme peut,

dès que ce paiement a été effectué, warranter toutes ses récoltes et tous ses bestiaux sans que le bailleur ait la possibilité de s'y opposer.

Les propriétaires, émus à juste titre, se sont demandé s'ils ne pourraient pas insérer dans leurs baux une clause par laquelle la faculté de warrantage donnée par la loi à leurs fermiers serait supprimée ou tout au moins restreinte. Il pourrait être stipulé, par exemple, que le preneur ne pourra warranter les produits ou les animaux de l'exploitation sans le consentement du bailleur, alors même qu'il n'y aurait aucun terme de fermage échu, sous peine de résiliation immédiate du bail.

A ce propos, M. Mazin fait remarquer que la faculté d'emprunter sur warrant constitue un droit purement patrimonial et qu'il doit, dès lors, être possible, soit de renoncer à ce droit, soit de le soumettre à certaines restrictions, car il ne lui paraît pas que l'ordre public soit intéressé en cette matière (1).

Les tribunaux ne se sont pas prononcés sur cette question (2) où il paraît difficile de prendre parti.

Certains notaires insèrent maintenant dans les baux à ferme qu'ils rédigent la clause suivante :
« Au cas où les preneurs feraient un emprunt sur

(1) Mazin, *op. cit.*, *Rép. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 296.

(2) Cependant il a été présenté au Tribunal de Clermont (Oise) un warrant portant une clause semblable, warrant qui a été déclaré nul, sans qu'il ait été besoin d'examiner ladite clause, par jugement en date du 6 avril 1932.

warrant agricole, le paiement de chacun des termes restant à courir sera formellement exigible à l'avance. »

Cette clause, qui protège insuffisamment le bailleur, doit être reconnue comme certainement valable.

SECTION II

Privilège du porteur du warrant et privilège du vendeur des objets warrantés non payés.

Dans le cas où un agriculteur consent un warrant sur des objets qu'il a achetés mais non encore payés, le porteur du titre va se trouver en conflit avec le vendeur ; quand il s'agit d'animaux, par exemple, rien ne prouve bien souvent qu'ils ont été payés puisque, par coutume, les marchands de bestiaux ne délivrent jamais de quittances.

Le porteur du warrant est un créancier gagiste. Or le créancier nanti est préféré au vendeur non payé des objets donnés en gage, à la condition qu'il soit de bonne foi, c'est-à-dire qu'il ait ignoré, au moment de la constitution du gage, que le prix était encore dû (1). Le porteur du warrant sera donc préféré au vendeur, s'il est de bonne foi ; dans le cas contraire, le vendeur passera avant lui.

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd., III, § 289, p. 801 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Traité de droit civil*, 3^e éd., 1906, I, n^{os} 761, 763, 776, 778 ; Planiol, Ripert et Becqué, *Traité pratique de droit civil*, XII, p. 221.

Dans le cas où le prêteur originaire savait que les objets donnés en garantie n'étaient pas encore payés, mais où néanmoins il a accepté le warrant et l'a transmis, la bonne foi s'apprécie, comme pour un effet de commerce, par rapport au dernier porteur.

En effet, à la différence du cessionnaire d'une créance ordinaire, qui n'a d'autres droits que ceux de son cédant, le porteur d'un titre à ordre, d'un warrant agricole en particulier, est directement créancier des différents signataires de ce titre et peut, dès lors, à défaut de paiement, recourir même contre ceux d'entre ces signataires à l'égard desquels son endosseur immédiat serait privé de recours par des raisons de droit qui lui seraient personnelles (1).

L'application de ce principe est d'ailleurs restreinte au cas où le warrant est cédé par voie d'endossement ; si la cession a eu lieu par voie de transport ordinaire, le droit commun reprend son empire et le cessionnaire, même de bonne foi, est passible de toutes les exceptions opposables à son cédant (2).

SECTION III

Privilège du porteur du warrant et privilège du conservateur de la chose warrantée.

Le porteur du warrant est préféré au conservateur de la chose warrantée : l'article 12 de la

(1) Cass. civ., 10 février 1880, D. 1880.1.110.

(2) Cass. req., 9 juillet 1867, D. 1868.1.73, note.

loi du 30 avril 1906 est un texte précis qui ne laisse place à aucune interprétation, et rien dans les travaux préparatoires n'autorise à modifier la portée des termes employés.

C'est ainsi que le vétérinaire qui a donné des soins aux animaux warrantés devra être colloqué après le prêteur sur warrant, lors de la distribution qui suivra la vente forcée du gage (1).

Cette règle, contraire à celle qui existe en matière de nantissement, est évidemment injuste puisque les frais faits pour la conservation de la chose ont profité au porteur du warrant en maintenant son gage en bon état.

Le conservateur de la chose warrantée n'en garde pas moins encore un rang privilégié et pourra se faire rembourser de ses frais sur le prix de vente du gage lorsque celui-ci sera supérieur au montant de la créance garantie par le warrant.

SECTION IV

Le porteur du warrant en conflit avec l'acquéreur des objets warrantés.

L'agriculteur qui a consenti à son créancier, en garantie de la dette qu'il a contractée, un warrant sur certains de ses produits peut, ainsi que

(1) Jugement inédit du Tribunal civil de St-Amand (Cher), en date du 9 février 1933.

Voyez également à ce sujet un article paru dans le *Bulletin du Syndicat national des Vétérinaires*, n° de juillet 1933, p. 5 et 6.

la loi de 1906 l'y autorise, vendre ces mêmes produits, mais il ne doit pas en opérer la tradition à l'acquéreur sans avoir désintéressé son créancier, sous peine d'être poursuivi pour abus de confiance.

Mais supposons que l'emprunteur ait passé outre aux prescriptions de la loi et qu'il ait livré les produits, déjà warrantés à l'acheteur, sans avoir payé son créancier ; il s'agit de savoir si celui-ci va avoir un recours contre l'acquéreur des objets donnés en garantie.

On doit admettre que le porteur du warrant est désarmé à l'égard de l'acquéreur *de bonne foi* des produits warrantés lorsque celui-ci a été mis en possession, en raison de la règle « meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». Mais il n'en est ainsi que si l'acheteur est devenu propriétaire des produits d'une manière définitive et absolue par une acquisition valable et régulière, en l'absence de laquelle le porteur du warrant a le droit d'exercer contre les tiers l'action en revendication pour lui permettre de reprendre la possession des produits warrantés (1).

La bonne ou mauvaise foi s'apprécie d'après les circonstances.

C'est ainsi que l'on pourra considérer l'acquéreur comme étant de mauvaise foi lorsque la vente a été conclue pour un prix dérisoire, à cause précisément de l'existence du warrant.

(1) Trib. civil d'Alençon, 19 janvier 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.588.

Notons enfin que tant que l'acquéreur de la chose warrantée n'a pas payé son prix, le porteur du warrant, s'il a connaissance de l'aliénation, peut former une saisie-arrêt entre ses mains.

SECTION V

Le sort du warrant en cas de faillite de l'emprunteur.

Le warrant agricole est un instrument de crédit réservé aux agriculteurs, et comme la procédure de la faillite n'existe pas en matière civile, il ne semble pas qu'il puisse se produire de conflit entre un porteur de warrant et la masse des créanciers.

Mais un commerçant peut être en même temps agriculteur, et en tant que tel il lui est permis de faire usage du warrant, à condition cependant d'exercer son commerce dans des locaux distincts de son exploitation agricole.

S'il vient à être mis en faillite ou en liquidation judiciaire, le gage de ses créanciers s'étendra sans doute sur tout son actif, y compris ses biens ruraux, mais les créanciers seront obligés de respecter les droits du porteur d'un warrant agricole transcrit.

D'autre part, nous avons montré, au début de cette étude, qu'un warrant agricole pouvait parfaitement être constitué pour garantir une dette antérieure. En cas de faillite, si un warrant est consenti pendant la période suspecte pour une

dette antérieure, il sera frappé de nullité, par application de l'article 446 du Code de commerce.

Ce texte déclare nuls et sans effet relativement à la masse, lorsqu'ils ont été faits par le débiteur, depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation des paiements ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque, notamment les nantissements constitués par le débiteur pour dettes antérieurement contractées. Or, le warrant agricole constitue un nantissement, bien que la chose donnée en gage ne soit pas remise entre les mains du créancier.

La nullité d'un warrant ainsi constitué est une nullité de droit absolue, impérative pour les tribunaux, que ceux-ci doivent obligatoirement prononcer sans avoir à rechercher la bonne ou mauvaise foi du failli ou de la personne qui a passé l'acte avec lui (1).

Mais la constitution d'un warrant agricole n'équivaut pas à un paiement. L'article 447 du Code de commerce qui déclare annulables tous paiements pour dettes échues et tous actes à titre onéreux passés pendant la période suspecte n'est donc pas applicable à la constitution d'un warrant agricole (2).

(1) Nîmes, 23 janvier 1925, *Gaz. Pal.*, 1925.1.628, *Gaz. Trib.*, 1926.2.349. Il est intéressant de comparer cet arrêt avec celui qui a été rendu en matière de warrants commerciaux par la Cour d'appel de Rennes, en date du 22 mars 1866, D. 1867.2.206.

(2) Arrêt précité.

Il a également été jugé que le bénéficiaire d'un warrant agricole n'est tenu de rapporter à la masse que le montant de sa créance, mais non pas la somme supplémentaire qu'il a pu toucher et qu'il a versée à des tiers, antérieurement à la liquidation judiciaire et en exécution d'un mandat donné par son débiteur, auquel il doit raison, conformément à l'article 1993 du Code civil, de tout ce qu'il a reçu, en vertu de sa procuration, quand bien même ce qu'il a reçu n'est pas dû à celui-ci (1).

Enfin, en supposant un warrant agricole établi directement entre les parties avant la période suspecte sans intervention du greffier, pourrait-il être transcrit au greffe, jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite ?

Il semble qu'on doive, par analogie, faire application, en matière de warrant agricole, de l'article 448 du Code de commerce qui déclare susceptibles d'annulation les inscriptions d'hypothèques et de privilège prises durant la période suspecte, s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre l'acte constitutif de l'hypothèque ou du privilège et celle de l'inscription.

(1) Arrêt précité.

CHAPITRE V

EXÉCUTION FORCÉE.

SECTION I

Réalisation du gage.

Si l'emprunteur ne paye pas sa dette à l'échéance, la réalisation du gage est facile pour le créancier. Il peut y procéder d'une façon rapide, en observant les formalités prescrites par l'article 41 de la loi de 1906.

Ces formalités, qui doivent être remplies par le porteur du warrant et le greffier, ont pour but d'avertir l'emprunteur négligent et les endosseurs.

Le porteur du warrant doit d'abord, oralement ou par écrit, réclamer à l'emprunteur le paiement. S'il n'obtient pas satisfaction, il réitère sa première réclamation par lettre recommandée avec avis de réception. La date de l'envoi de cette lettre recommandée marque le point de départ d'un délai de cinq jours qui est accordé au débiteur pour se mettre en règle.

Notons d'ailleurs que la loi ne fixe pas le délai

dans lequel le porteur du warrant devra faire cette réclamation par lettre recommandée, mais, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs, il ne pourra le faire que dans les dix jours qui suivent l'échéance, puisque le défaut de paiement doit leur être dénoncé dans les quinze jours à compter de la même date.

La dénonciation aux endosseurs se fait par un avertissement individuel que le porteur du warrant remet au greffier qui lui en donne récépissé. Dans la huitaine suivante, ces avertissements sont envoyés respectivement à chacun des endosseurs par le greffier, au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Lorsque le warrant est en la possession d'une caisse régionale et que l'unique endosseur est une caisse locale, ces formalités sont simplifiées. La caisse régionale n'a pas alors à dénoncer le défaut de paiement.

Une fois ces formalités accomplies, le créancier peut, soit se retourner immédiatement contre les endosseurs, soit faire vendre les produits warrantés; et dans ce cas, s'il n'est pas complètement désintéressé sur le prix des produits warrantés, il pourra encore, mais à titre subsidiaire seulement, user de son recours contre les précédents porteurs.

Ce recours peut être exercé pendant cinq ans ou trente ans, suivant que l'obligation de l'endosseur est commerciale ou civile (1).

(1) *J. off.*, Déb. parl., Sénat, 1903, p. 1118 (Déclaration du rapporteur au Sénat à la séance du 25 juin 1903).

Quant à la vente, la loi de 1906 en a emprunté la procédure à celle imaginée par la loi du 31 mars 1896 sur l'aliénation des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers. La vente a lieu aux enchères, par officier public ou ministériel (greffier, huissier, notaire, commissaire-priseur), quinze jours après l'avis à l'emprunteur et suivant les prescriptions de l'ordonnance du juge de paix rendue sur requête.

On peut se demander quand commence à courir le délai de quinze jours : est-ce de l'expédition ou de la réception de la lettre ? Par raison d'analogie, on doit décider que, comme dans l'alinéa 2 de l'article 11, le délai part du jour de l'envoi de la lettre, et cependant il aurait été plus équitable de le faire partir du jour de l'accusé de réception.

La vente est annoncée huit jours à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix qui pourra, du reste, l'autoriser sans affiches, après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse (loi du 30 avril 1906, art. 11, al. 4).

L'officier public requis avertit par lettre recommandée le débiteur et les endosseurs huit jours à l'avance des lieu, jour et heure de la vente (art. 11, al. 5).

Il est à remarquer que rien n'oblige l'officier public à prévenir le bailleur ; « mais nous pensons qu'il fera bien de l'avertir puisqu'il peut avoir

intérêt à ne pas laisser adjuger les objets à vil prix » (1).

Il sera utile de rapporter les termes de l'ordonnance du juge de paix autorisant la vente dans le procès-verbal d'enchères pour démontrer que les formalités prescrites ont été remplies.

Ce même procès-verbal doit constater la présence ou le défaut de comparution du débiteur.

Il sera bon également d'indiquer la présence ou l'absence des endosseurs, bien que cette formalité ne soit pas prescrite.

S'il y avait opposition de la part du débiteur, il y aurait lieu d'en référer au juge de paix de la situation des objets warrantés (2).

Dans le cas où la valeur des objets warrantés excéderait le montant de la créance, il ne devrait être procédé qu'à la vente des objets suffisants à fournir la somme nécessaire pour le paiement de la créance et des frais (3), augmentée du montant des contributions directes qui pourraient être dues et de celui des fermages privilégiés dans le cas où le privilège du bailleur primerait celui du bénéficiaire du warrant.

Supposons maintenant que l'emprunteur soit un fermier et que le porteur du warrant qui veut faire vendre son gage se trouve en présence d'une

(1) H. Watrin, *Les warrants agricoles*, p. 76.

(2) Article 15 de la loi du 30 avril 1906, complété par l'article 5 de la loi du 31 mars 1896.

(3) Article 11, al. 5, de la loi du 30 avril 1906, et article 622 du Code proc. civ.

saisie-gagerie du propriétaire opérée sur les mêmes objets. Le porteur du warrant pourra-t-il cependant prendre une ordonnance et faire vendre après l'accomplissement des formalités de publicité fixées par le juge de paix ?

Il semble qu'il y aurait lieu, dans ce cas, en procédant par analogie, de faire sommation au créancier premier saisissant de vendre dans la huitaine, conformément aux articles 611 et 612 du Code de procédure civile.

Comme celui-ci ne pourrait pas le faire, la vente serait suivie sur le warrant. Cette façon de procéder aurait pour avantage d'éviter les frais, et les droits du propriétaire seraient aussi bien sauvegardés que par une vente suivie sur une procédure de saisie-gagerie.

Cette observation vaut aussi bien dans le cas où une saisie-exécution aurait été faite sans que le créancier poursuive la vente.

Dans le cas où le warrant porte sur des tabacs, « la vente publique est remplacée par une opposition entre les mains du comptable chargé d'en effectuer le paiement lors de sa livraison au magasin de la régie où il doit être livré, et ce par simple pli recommandé avec accusé de réception. Ce magasin sera désigné dès la création du warrant, et dans son libellé même » (art. 11 *in fine*).

Une fois le gage réalisé, l'attribution des sommes à distribuer s'opère d'après les règles tracées par l'article 12.

Le porteur du warrant n'a donc qu'à se présenter

chez l'officier public qui a procédé à la vente pour être payé directement par privilège, de préférence à tout créancier, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente, sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix.

SECTION II

Attribution des objets warrantés au créancier.

Aux termes de l'article 2078 du Code civil, le créancier gagiste peut, à défaut de paiement, faire ordonner en justice que le gage lui demeurera en paiement, jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts.

L'application de cette disposition fait doute en matière de warrant commercial. Il semble bien en effet que l'article 2078 du Code civil ait été abrogé en ce qui concerne le gage commercial par le nouvel article 93 du Code de commerce dont la rédaction actuelle date de la loi du 23 mai 1863 et qui dispose que le créancier gagiste peut faire procéder à la vente publique des objets donnés en garantie, huit jours après signification au débiteur.

La même question s'est posée, dès la loi de 1898, en ce qui concerne le warrant agricole, et sous le régime de la loi de 1906, la discussion reste ouverte puisque le législateur n'a pas prévu cette hypothèse.

Certains commentateurs de la loi de 1906 estiment que cette attribution des objets warrantés au créancier est parfaitement possible. Quand il s'agit de warrant agricole, on se trouve en matière civile, et « l'article 2078 du Code civil, qui forme le droit commun en matière de réalisation de gage civil, devrait être applicable, à moins de disposition formelle en sens contraire dans la loi du 30 avril 1906 (1) ».

M. Watrin partage également cette manière de voir « dans l'intérêt même du warrant parce que, dans certains cas, la réalisation du gage par vente publique pourrait donner des résultats désastreux, tant pour le propriétaire des produits que pour le créancier (2) ».

Ce n'est pas l'opinion de M. Legrand, rapporteur au Sénat de la loi de 1906, qui écrit dans la lettre-préface à l'ouvrage de M. Watrin : « J'hésiterais fort, en ce qui me concerne, à lui (porteur du warrant) reconnaître ce droit dans un contrat de nantissement aussi spécial que le warrant agricole, où le seul mode d'exécution prévu par la loi est la vente aux enchères publiques, et où des tiers, autres que le porteur du warrant et l'emprunteur, sont et peuvent être intéressés ; on ne doit pas perdre de vue, en effet, que par une disposition expresse de la loi, les endosseurs successifs sont garants solidaires du paiement de

(1) Mazin, *op. cit.*, *Rép. Not.*, 1932, 1^{re} partie, p. 336.

(2) H. Watrin, *op. cit.*, p. 77.

la créance, tandis que ces endosseurs, au moins ordinairement, n'existent pas dans la matière de nantissement prévu par l'article 2078 ; que la disposition de cet article constitue une faculté exceptionnelle de notre législation, et que par suite, elle ne saurait être étendue facilement aux warrants. Il ne me semble donc pas qu'elle puisse l'être facilement aux warrants agricoles (1). »

M. Mazin réfute très justement cette objection lorsqu'il écrit dans son étude sur le warrant agricole : « Dès l'instant que l'expertise a été ordonnée par la justice, on doit la considérer comme étant de nature à sauvegarder les droits de tous les intéressés. Il est d'ailleurs à présumer qu'en fait, les experts attribueront aux objets warrantés une valeur sensiblement égale à celle qui aurait été obtenue par la vente, et dans certains cas, l'évaluation des experts peut se trouver supérieure au prix qu'aurait produit une adjudication réalisée dans des circonstances défavorables. »

D'ailleurs l'intérêt de cette discussion est surtout théorique parce que cette difficulté ne paraît pas devoir se produire dans la pratique. Le porteur du warrant préférera presque toujours le mode de réalisation indiqué par l'article 11 de la loi de 1906.

(1) H. Watrin, *op. cit.*, préface de M. L. Legrand, p. 8.

CHAPITRE VI

WARRANTAGE ET ASSURANCE.

La loi de 1906 n'impose pas à l'emprunteur l'obligation d'assurer les produits warrantés. Cette sûreté accessoire reste l'affaire des parties.

L'article 5, alinéa 1, stipule simplement que « le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non, et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur ».

Mais le prêteur agira sagement, avant d'accepter un warrant agricole en garantie de sa créance, en veillant à ce que, s'il s'agit de marchandises, elles soient bien assurées contre l'incendie à une compagnie sérieuse et pour une somme suffisante, et s'il s'agit de bestiaux, à ce qu'ils soient assurés contre la mortalité.

Quant au droit donné au prêteur de continuer lui-même l'assurance, la mention expresse qui le concerne ne fait que rendre légale une faculté que les prêteurs n'auraient pas manqué de se réserver au titre « clauses et conditions particulières arrêtées entre les parties », et cette réserve serait bientôt, en l'absence de texte formel, devenue de style dans toutes les constitutions de warrants.

Cette faculté donnée aux prêteurs ne constitue plus à l'heure actuelle qu'une application à un cas particulier de la règle formulée dans l'article 32 de la loi du 13 juillet 1930.

Suivant une disposition qui reproduit textuellement l'article 4, alinéa 2 de la loi de 1898, « les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés ».

Ce n'est que le rappel d'une règle devenue de droit commun depuis la loi du 19 février 1889 et reproduite dans l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930.

Notons à ce propos que le prêteur sur warrant devra, avant de verser les fonds, faire opposition à la compagnie d'assurances sur les indemnités éventuelles à toucher en cas de sinistre.

C'est à la Commission du Sénat qu'est due la rédaction actuelle de l'article 5 de la loi du 30 avril 1906 : « La Commission de la Chambre avait imposé, au cas d'assurance, l'obligation pour l'emprunteur de représenter sa police au greffier, lequel devait mentionner sur le warrant, outre le nom et l'adresse de l'assureur, la durée de ladite police et l'estimation qu'elle fournit ; ces exigences semblaient fondées, attendu que longtemps la Banque de France voulut que la police elle-même fût annexée au warrant, mais elles furent abandonnées au cours de la discussion au Sénat sur les observations de M. Legrand, lequel fit justement remarquer que les mentions relatives à la présentation

de la police étaient pour le moins superflues puisque le prêteur, averti que les produits sont assurés et qui fait de cette assurance la condition de son prêt, a toute faculté pour ne réaliser et pour ne parfaire le contrat qu'après s'être fait représenter la police et en avoir pris connaissance complète (Doc. Parl., n° 97, *J. off.*, 1906) (1). »

(1) Cecillon, *Essai sur les warrants agricoles par comparaison avec les warrants-récépissés délivrés par les Magasins généraux.*

CHAPITRE VII

LES FRAIS DU WARRANTAGE.

SECTION I

Emoluments des greffiers.

Le décret du 7 septembre 1906 a fixé ainsi qu'il suit les émoluments auxquels les greffiers de paix ont droit pour l'accomplissement des formalités relatives aux warrants agricoles :

1^o Pour toute mention sommaire sur le registre des avis et oppositions :

Warrants au-dessous de 1.000 francs : 15 centimes ; warrants de 1.000 francs et au-dessus : 25 centimes ;

2^o Pour toute communication par lettre et pli d'affaires recommandé (non compris le déboursé) :

Au-dessous de 1.000 francs : 35 centimes ; de 1.000 francs et au-dessus : 50 centimes ;

3^o Pour l'établissement du warrant :

Au-dessous de 1.000 francs : 50 centimes ; de 1.000 francs et au-dessus : 1 franc ;

4^o Pour la transcription du warrant :

Au-dessous de 1.000 francs : 0,05 % ; de 1.000 francs et au-dessus : 0,10 % ;

Minimum de perception : 30 centimes ;

5° Pour la délivrance d'un état des transcriptions :

Au-dessous de 1.000 francs : 65 centimes ; de 1.000 francs et au-dessus : 1 franc ;

6° Pour la délivrance d'un état négatif : 35 centimes ;

7° Pour toute mention de radiation avec délivrance du certificat de radiation :

Au-dessous de 1.000 francs : 65 centimes ; de 1.000 francs et au-dessus : 1 franc ;

8° Pour les transcriptions des avis d'escompte :

Au-dessous de 1.000 francs : 5 centimes ; de 1.000 francs et au-dessus : 15 centimes.

La délivrance simultanée de plusieurs warrants inférieurs à 1.000 francs, dont le total serait supérieur à cette somme, donne lieu à l'application du tarif des warrants de 1.000 francs.

Ces émoluments ont été réduits au minimum pour éviter les frais à l'agriculteur et pour le décider ainsi à employer plus couramment le warrant. Il faut reconnaître qu'aujourd'hui « ils ne correspondent plus à aucun honoraire sérieux susceptible de permettre à cet officier ministériel (le greffier) de vivre honorablement (1) ».

Les allocations consenties aux greffiers doivent être, dans le plus bref délai, augmentées et être

(1) *J. off.*, Doc. parl., Chambre, 1925, n° 2143, p. 276.

proportionnées « à l'effort qu'ils fournissent et à la responsabilité qu'ils encourent » (1).

SECTION II

Timbrage du warrant agricole.

Le warrant agricole est passible du droit de timbre des effets de commerce qui est actuellement de 0,15 %.

Le warrant notarié, s'il est rédigé en brevet, est soumis au même droit ; s'il est établi en minute, il devra être rédigé sur timbre de dimension, et les expéditions seront soumises au timbre proportionnel.

En cas d'émission d'un warrant agricole non timbré ou insuffisamment timbré, les pénalités encourues sont les mêmes que celles qui frappent les warrants commerciaux.

La loi de 1906 dispense du timbre : les lettres d'avis au bailleur, l'acceptation de la garde des produits par un tiers et par le bailleur des locaux, les avis aux endosseurs, la lettre de réclamation au débiteur à l'échéance, les accusés de réception des lettres recommandées, le registre sur lequel les warrants sont inscrits, les états de warrants délivrés par le greffier, les certificats négatifs de transcription et les certificats de radiation.

La Caisse nationale de Crédit agricole a adressé

(1) *Ibid.*

le 18 mars 1932, aux directeurs de caisses régionales, une circulaire par laquelle elle les informait qu'elle ne pouvait accepter à l'escompte des warrants dont les timbres ne seraient pas oblitérés très régulièrement, conformément aux prescriptions du décret du 1^{er} juin 1928.

Il est utile de rappeler ici les termes de ce décret, paru au *Journal officiel* du 3 juin 1928, tout au moins en tant qu'il concerne les warrants :

« Art. 1^{er}. — Les timbres mobiles que les parties sont autorisées à apposer sur les effets de commerce et les warrants endossés séparément des récépissés sont collés indifféremment au recto et au verso de l'effet ou du warrant savoir :

..... 3^o sur les warrants au moment du premier endossement.

« Art. 2. — Chaque timbre mobile est oblitéré au moment même de son apposition savoir : par le premier endosseur en ce qui concerne les warrants.

« L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle, sur le timbre mobile :

« 1^o Du lieu où l'oblitération est effectuée ;

« 2^o De la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée ;

« 3^o De la signature...

« Art. 3. — Les sociétés, compagnies, maisons de banque ou de commerce peuvent, pour l'oblitération, faire usage d'une griffe apposée sur le timbre, à l'encre grasse et faisant connaître le nom ou la raison sociale, le lieu où l'oblitération est opérée,

enfin la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée.

« Art. 4. — La date et la signature, en cas d'oblitération manuscrite, doivent être apposées sur deux lignes, distinctes, débordant l'une et l'autre sur la feuille de papier de chaque côté du timbre mobile.

« L'oblitération au moyen d'une griffe doit également porter partie sur le timbre, partie sur le papier.

« Lorsque l'impôt est acquitté au moyen de plusieurs timbres mobiles, chacun des timbres doit être collé isolément et séparé des autres par une marge suffisante pour permettre à l'égard de chacun d'eux une oblitération régulière complètement distincte de l'oblitération des timbres voisins.

« Art. 5. — Les articles 3, 4 et 5 du décret du 19 février 1874 sont abrogés. »

SECTION III

Enregistrement du warrant.

Lorsque la loi de 1906, dans son article 17, parle d'enregistrement du warrant, elle ne prévoit que le cas du warrant sous seing privé, établi par le greffier ou entre les parties.

L'enregistrement n'est alors obligatoire qu'en cas de vente publique de la marchandise warrantée, poursuivie par le créancier, selon les formes prévues dans l'article 11. Le tarif est actuellement

de 0,50 %, en principal, soit 0,75 % avec les décimes.

Si un warrant agricole est produit en justice, à l'appui d'une assignation en paiement dirigée contre l'emprunteur ou contre l'acquéreur de gré à gré du produit warranté, et suivie d'une condamnation, il ne semble pas que l'enregistrement soit alors obligatoire, la loi de 1906 n'ayant prévu expressément l'enregistrement qu'en cas de vente.

Mais la vente de gré à gré, si elle est judiciairement reconnue, donne lieu au droit de 6,60 %, tandis que la vente publique n'est taxée qu'à 0,10 % en principal, soit 0,15 % avec les décimes, comme celle des marchandises neuves en gros.

Le warrant notarié doit être enregistré dans les délais ordinaires, c'est-à-dire dans les dix jours, lorsque le notaire est établi dans la commune où se trouve le bureau d'enregistrement, et dans les quinze jours, s'il réside ailleurs.

Mais il n'est alors passible, à notre avis, que du droit fixe. La formalité est en effet obligatoire non à cause de la nature de l'acte, mais simplement parce que la forme notariée impose par elle-même obligation de faire enregistrer dans un délai déterminé.

L'exemption d'enregistrement que le législateur a entendu accorder au warrant agricole est due à des considérations d'ordre social.

C'est dans ce sens que s'est prononcé le Tribunal de Sens, qui a décidé, dans un jugement en date du 1^{er} mars 1928, que seul le droit fixe était exigible.

L'Administration soutenait d'ailleurs dans ce procès que l'acte qui avait été soumis à la formalité et enregistré au droit fixe de 7 fr. 20 ne présentait pas le caractère d'un warrant agricole, mais d'une simple obligation de sommes tombant sous les dispositions de l'article 69, § 3, n° 3 de la loi du 22 frimaire an VII, et qu'il était passible, en conséquence, du droit de 1 % en principal, soit 1,50 % décimes compris.

Elle appuyait sa prétention sur le fait que le warrant dont il s'agissait portait sur des objets non warrantables, aux termes de la loi de 1906, et en particulier sur du matériel. Cette prétention a été à juste titre déclarée irrecevable.

De toute façon, lorsqu'un warrant agricole, établi sous seing privé, est déposé à un notaire par dépôt pur et simple, sans reconnaissance d'écriture, le droit d'enregistrement ne doit pas être perçu sur le warrant, parce que ce dépôt n'a pas pour but de donner un caractère d'authenticité au warrant (1).

Enfin, sont dispensés d'enregistrement, comme de timbre : les lettres d'avis au bailleur, l'acceptation de la garde des produits par un tiers et par le bailleur des locaux, les avis aux endosseurs,

(1) Voyez *J. off.*, 8 mars 1933, Déb. parl., Sénat, p. 458. Lorsque le dépôt a pour but de conférer à l'acte sous seing privé le caractère authentique, il doit être fait par toutes les parties intéressées, et celles-ci doivent avoir la capacité requise pour la validité des conventions faisant l'objet de l'acte déposé.

la lettre de réclamation au débiteur à l'échéance, les accusés de réception des lettres recommandées, le registre sur lequel les warrants sont inscrits, les états de warrants délivrés par le greffier, les certificats négatifs et les certificats de radiation.

CHAPITRE VIII

COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX.

En outre de sa compétence ordinaire (1), le juge de paix a, en matière de warrant agricole, une compétence spéciale et exceptionnelle.

L'article 15 de la loi de 1906 dispose en effet que, lorsque pour l'exécution de la (présente) loi, « il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix de la situation des objets warrantés » (2).

C'est la reproduction littérale de l'article 14 de la loi de 1898, qui était une innovation, puisqu'il avait pour but d'attribuer au juge de paix, en matière de référé, une compétence qui n'appartenait auparavant qu'au président du Tribunal.

(1) Pour les contestations auxquelles peut donner lieu un warrant agricole, le juge de paix est, comme en toute matière civile, compétent en dernier ressort jusqu'à 1.000 francs, et à charge d'appel jusqu'à 3.000 francs (Décret du 5 novembre 1926).

(2) Si l'emprunteur est une société coopérative, la compétence appartient au juge de paix du siège social, quelle que soit la situation des objets warrantés.

Inspirée par le désir de simplifier la procédure, en rapprochant davantage le juge du justiciable (1), cette solution se justifie par la considération du rôle joué par le greffier de la justice de paix et par le juge de paix lui-même, en matière de warrant agricole.

Le législateur s'est en effet borné à transférer au juge de paix, en matière de warrant agricole, la compétence qui, en toute matière, appartient au président du tribunal civil pour statuer en référé ; c'est dire que le juge de paix est lié par les mêmes règles que le président du tribunal civil et notamment par celle qui lui interdit de préjudicier au principal.

Si le juge de paix préjugait le fond, il y aurait de sa part un excès de pouvoir contre lequel les parties pourraient se prémunir par les voies de recours du droit commun.

La compétence du juge de paix est ainsi très étendue, car nombreux sont les cas où il est nécessaire de prendre d'urgence et à titre provisoire des mesures destinées à sauvegarder les intérêts immédiats d'une des parties, sans que la décision du juge de paix n'entraîne aucun préjudice au principal.

Tel est le cas où, pour assurer la conservation des produits warrantés, le porteur du warrant fait nommer un séquestre.

(1) Voyez Sirey, *Lois annotées* de 1898, p. 66, 1^{re} col., note 20.

Tel est également le cas où, le bailleur ayant fait opposition à la délivrance du warrant, il résultera de l'examen des quittances produites par le fermier, et non contestées par le propriétaire, qu'aucun terme échu n'est dû à celui-ci.

« La vérité est que toute contestation en matière de warrants agricoles peut être soumise, par voie de référé, au juge de paix, sauf à celui-ci à renvoyer au principal, comme il est de règle en matière de référé, s'il ne peut statuer sans toucher au fond du droit et faire préjudice au principal (1). »

Il importe de remarquer que le juge de paix a compétence pour statuer en référé quelles que soient les parties entre lesquelles s'élève le débat, du moment qu'il s'agit d'un warrant agricole.

C'est ainsi que le juge de paix est compétent au cas où, des produits agricoles warrantés ayant été vendus à un tiers, des difficultés s'élèvent entre l'acheteur, le bénéficiaire du warrant et des créanciers du vendeur qui ont fait opposition sur le prix de vente (2).

Notons enfin que l'article 12 de la loi de 1906, qui donne au juge de paix le pouvoir d'ordonner l'attribution du prix de vente au bénéficiaire du warrant, sous les déductions qu'il énumère, n'a prévu que le cas où il ne s'élève aucune contestation sur cette attribution, ou du moins aucune contestation assez sérieuse, pour que le juge de

(1) Bordeaux, 15 juin 1900, S. 1902.2.177, note.

(2) Même arrêt.

paix, statuant en référé, ne puisse prononcer sur elle (1).

L'appel contre l'ordonnance de référé qui est porté devant le tribunal civil doit être interjeté dans le délai de quinzaine, à dater de la signification.

(1) Voyez la note insérée sous le même arrêt qui, lui, est en sens contraire.

TROISIÈME PARTIE

**RÉSULTATS PRATIQUES ET PROJETS
DE RÉFORME
DE LA LOI DU 30 AVRIL 1906**

Nous avons, au début de cette étude, montré que le warrantage des produits agricoles était actuellement en développement, grâce à l'organisation du Crédit agricole mise au point par la loi du 5 août 1920, et aussi sous l'influence de la crise que traverse depuis quelques années l'agriculture française.

Nous nous sommes contenté d'indiquer des résultats généraux pour montrer l'intérêt que peut présenter actuellement l'étude du warrantage, mais sans entrer dans les détails.

Il nous faut maintenant voir plus particulièrement les résultats obtenus pour les divers produits que la loi de 1906 a entendu comprendre dans son article 1^{er}.

Depuis vingt-sept ans qu'il fonctionne sous sa forme actuelle, le warrantage a, pour certaines marchandises, donné d'excellents résultats, pour d'autres il n'a amené que des déboires.

Nous consacrerons un premier chapitre au warrantage en France, et dans un second nous exposerons les résultats de la loi de 1906 obtenus en Algérie, puisque cette loi y a été déclarée applicable (loi de 1906, art. 19).

Enfin les difficultés rencontrées dans la pratique, les imperfections et les lacunes de la loi de 1906, ont suggéré des projets de réforme : c'est par là que nous terminerons.

CHAPITRE PREMIER

LE WARRANTAGE EN FRANCE.

Nous allons étudier successivement le warrantage des céréales, des pailles et fourrages, des vins, des bestiaux et de quelques produits agricoles particuliers.

Mais avant, il nous faut dire que depuis quelques années les opérations de warrantage se sont plus particulièrement multipliées dans le Nord (circonscriptions des Cours d'appel de Douai et d'Amiens), dans l'Est (circonscriptions des Cours d'appel de Nancy, Besançon, Dijon), et dans l'Ouest (circonscriptions des Cours d'appel de Rouen, Caen, de Rennes et de Poitiers).

A. — *Céréales.*

Le rapport présenté le 5 avril 1932 par le ministre de l'Agriculture au Président de la République indique que, durant l'année 1929, il a été emprunté 13.968.568 francs sur warrants portant sur des céréales dont la valeur globale était de

31.701.432 francs. En 1930; les chiffres mentionnés dans le même rapport sont respectivement : 15.689.097 francs et 37.961.534 francs.

Actuellement, le warrantage des céréales est surtout développé dans les circonscriptions des Cours d'appel d'Amiens, de Douai, de Paris et de Rouen.

Il est à remarquer que pour les années 1929 et 1930, dans la circonscription de la Cour d'appel de Grenoble, le total des sommes avancées sur céréales est passé de 1.500 francs à 1.284.500 francs.

Les warrants sur céréales ne garantissent ordinairement que des prêts à court terme, puisque le gage est destiné à être vendu dans une période de temps très brève.

Parmi les céréales, il faut citer en premier lieu le blé. Parmi les céréales secondaires, on warrante en France surtout l'avoine et l'orge.

La baisse continue des cours du blé pendant ces dernières années pose des problèmes excessivement complexes de financement de la récolte.

A partir de l'année 1931, les caisses de crédit agricole se sont efforcées de mettre à la disposition des agriculteurs et des coopératives, sous forme de prêts à court terme garantis par cautions et warrants, les fonds qui leur sont nécessaires pour leur permettre d'échelonner la vente de leur blé.

Pendant l'année 1931, les prêts à court terme consentis pour le financement de la récolte de blé et garantis par warrants pour une grosse part se

sont élevés à environ 105 millions de francs (1).

Les caisses de crédit agricole utilisent pour ces opérations les dépôts de fonds qui leur sont confiés et dont le montant est de plus en plus considérable.

Elles avancent sur les céréales des sommes représentant 50 à 70 et même 75 % de la valeur du gage.

Si les caisses prêteuses ont soin d'exercer une surveillance suffisante, ce qui est dans ce cas assez facile, le risque qu'elles courent est minime. Cette surveillance est d'ailleurs rendue encore plus aisée lorsque les céréales, au lieu d'être enfermées dans une multitude de petits greniers, sont emmagasinées dans des docks coopératifs.

Il n'existe pas en France à cet égard une organisation comparable à celle qui fonctionne en Algérie, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Nous avons cependant, dans l'Ouest, des magasins très importants (100.000 quintaux à Angers). Nous rencontrons aussi dans le Soissonnais des silos de grande capacité (40.000 quintaux à Soissons). Beaucoup de coopératives ont des silos ou magasins de 10.000 à 20.000 quintaux ; on peut citer à cet égard ceux du Pas-de-Calais et de Vendée.

Certaines coopératives disposent de petits silos

(1) Rapport sur les opérations faites par les caisses régionales de crédit agricole mutuel pendant l'année 1931, *J. off.*, 16 décembre 1932.

pour le rassemblement des grains de quelques milliers de quintaux destinés à un magasin secondaire plus important.

Nous n'avons pas de résultats précis pour le warrantage de la récolte de 1932-1933. Mais le chiffre des sommes avancées est certainement très élevé.

Certaines caisses de crédit agricole qui n'avaient jamais prêté sur warrant se sont décidées, devant la baisse persistante du prix du blé, à venir au secours des agriculteurs, pendant les mois qui viennent de s'écouler.

C'est ainsi que le directeur de la Caisse de l'Ariège, dans une lettre qu'il nous a adressée au sujet du warrantage, après avoir observé qu'il ne se pratique guère dans sa région, ajoute : « Cependant, en 1932-33, nous avons utilisé le warrant sur la récolte de blé pour garantir des prêts à court terme que quelques agriculteurs avaient contractés. »

Le directeur de la Caisse de l'Orne, répondant à la même question, nous dit : « Dans notre département le warrant est peu en usage ; néanmoins nous avons avancé au cours de cette année (1933) environ 500.000 francs en warrantant du blé. »

B. — *Fourrages. — Pailles.*

Parmi les produits agricoles, fourrages et pailles ne présentent qu'une importance très réduite au point de vue du warrantage.

Nous indiquerons donc seulement, en nous reportant au Rapport précité sur le warrantage durant

les années 1929 et 1930, qu'en 1929 il a été avancé un peu plus d'un million sur des pailles et fourrages représentant une valeur de 5 millions et demi environ, et qu'en 1930 les chiffres passent respectivement à 3 millions et 8 millions et demi.

C. — *Vins.*

Il suffit de rappeler que le vignoble français couvre à l'heure actuelle près d'un million, et demi d'hectares répartis dans cinquante-neuf départements pour comprendre l'importance que peut présenter le warrantage des vins.

Ce mode de crédit a d'ailleurs été employé par les viticulteurs dès l'apparition de la loi de 1898.

Pour citer des chiffres récents, en 1929, le montant des sommes ainsi prêtées s'est élevé à 31.146.767 francs, pour une valeur totale du gage de 128.304.240 francs.

Dans la seule Cour d'appel de Bordeaux, il a été établi des warrants pour une somme totale de 22.841.856 francs. La Cour d'appel de Montpellier vient ensuite avec plus de 6 millions.

Ces chiffres ont subi une légère augmentation pour l'année 1930. Le total des sommes avancées s'est élevé à 32.206.777, et les Cours d'appel de Bordeaux et de Montpellier y figurent à elles seules pour plus de 30 millions (1).

Le warrant sur vins est d'ailleurs entre tous le

(1) Rapport du 5 avril 1932, précité.

plus facile et celui qui offre le maximum de sécurité.

Le viticulteur est obligé, dès la cuvaïson, de déclarer à la mairie la quantité de vin provenant de la récolte et de fournir des précisions sur ses vins vieux reliquataires en chai.

La Régie a tout droit de contrôle, et elle ne manque pas de l'exercer, fût-ce pour prélever les droits de consommation ou réprimer la fraude.

La caisse locale, qui la plupart du temps consentira le prêt, sait d'une façon quasi exacte la récolte de chaque propriétaire voisin et les fausses déclarations sont difficiles.

D'autre part, dans les formules de warrants établies par les caisses, il est généralement reconnu un droit de contrôle par leurs agents, qui est facilement exercé.

La livraison du vin entraîne des charrois pour aller à la gare ou au port voisins : la nouvelle en est vite connue.

De plus il y a, à l'heure actuelle, comme nous l'avons vu, entente entre la Régie et les caisses de crédit agricole, au sujet du warrantage des vins et des eaux-de-vie.

« Le produit que nous warrantons le plus est le vin, nous écrit le directeur de la Caisse de Nîmes, et la somme avancée est le tiers environ du cours pratiqué sur le marché.

« Lorsqu'une caisse locale nous adresse un warrant, nous demandons qu'il soit accompagné :

« 1^o D'une analyse de vin effectuée par un

laboratoire officiel : station œnologique, laboratoire municipal de Nîmes ;

« 2^o D'une lettre de l'emprunteur nous autorisant à écrire au directeur des Contributions indirectes, à seule fin que le service intéressé ne donne aucun titre de mouvement sur le vin sans en appeler à la Caisse prêteuse ; en d'autres termes, le premier acompte versé généralement par le négociant sert à rembourser le warrant.

« Je reconnais que c'est là une facilité qui nous est donnée par le directeur des Contributions indirectes, et les emprunteurs se prêtent assez bien à cette procédure. »

Cependant, même portant sur des vins, le warrant ne peut être un instrument parfait de crédit. C'est ainsi que dans la région de Reims, en 1930, le vin a été warranté 1.000 francs la pièce, en prenant pour base 60 % de la valeur du gage, selon le cours du moment ; en 1932, les vins existaient encore, la crise de mévente ayant forcé le viticulteur à conserver son produit, mais le vin ne valait plus que 350 francs la pièce.

Mais toute sûreté a ses défauts, et un prêteur hypothécaire se trouve dans le même cas lorsque la valeur de l'immeuble qu'on lui a donné en garantier vient, par une cause ou une autre, à diminuer considérablement.

D. — *Bestiaux.*

Si l'on se reporte encore une fois au rapport précité, on constate que le warrantage des bes-

tiaux est le plus fréquent. Il s'est développé très rapidement durant ces dernières années, comme on peut en juger en comparant le total des sommes empruntées en 1929 et en 1930 : ce total est en effet passé de 55 millions à plus de 73 millions de francs.

Mais ce mouvement s'est ralenti considérablement durant l'année 1933.

Les caisses de crédit agricole se sont en effet aperçues non seulement que le gage-bestiaux était très aléatoire et pouvait disparaître d'un moment à l'autre, mais encore qu'une quantité de warrants précédemment établis étaient nuls comme portant sur des bestiaux qui étaient immeubles par destination.

Ce nouveau mouvement semble avoir eu pour origine le jugement rendu par le Tribunal civil de Grenoble le 22 juin 1932 ; jugement que nous avons déjà rapporté (1), et qui a déclaré nuls, comme portant sur des immeubles par destination, deux warrants sur bestiaux souscrits au profit de la Société de Crédit agricole du canton de Vif.

Portant sur des bestiaux, le warrant ne peut être qu'une garantie accessoire et surtout morale, il ne faut pas hésiter à le dire.

Par ces temps difficiles que traverse actuellement l'agriculture, le warrant sur bestiaux ne peut occasionner que des mécomptes.

Dans le cas où des caisses seraient cependant

(1) *Suprà*, chap. II, p. 38.

amenées à faire de tels warrants, elles agiront sagement en ne les consentant qu'à des fermiers ou métayers, cautionnés par leur propriétaire.

E. — *Divers.*

Parmi les produits agricoles secondaires qui sont actuellement warrantés en France, citons en premier lieu le tabac.

A ce sujet, nous ne pouvons mieux faire, manquant de renseignements plus récents, que d'emprunter le passage suivant au rapport sur les warrants agricoles présenté au XIV^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles, que nous avons déjà eu l'occasion de citer ; le directeur de la Caisse de Bordeaux s'y exprime en ces termes : « Le warrant sur tabac nous donnant des garanties réelles, a pris chez nous (en Gironde) une faveur très marquée, et le solde de warrants en cours au 31 mars (1926) reflète mal l'importance des prêts consentis à ce titre dans l'année (près de 400.000 francs). Le paiement des tabacs durant le mois de mars ayant conduit la plupart de nos emprunteurs à se libérer, la somme de 85.700 francs restant due au 31 mars provient exclusivement du retard d'une caisse locale et non de la négligence de nos emprunteurs. »

On warrant en France des cocons, notamment dans le département du Gard (1).

Dans le Jura, on warrant les produits laitiers.

(1) *Suprà*, chapitre II, p. 63.

Durant ces dernières années, dans le département de la Seine-Inférieure, les warrants sur le lin ont été pratiqués sur une assez grande échelle (1).

(1) *Bulletin du Syndical agricole de la Seine-Inférieure*, n° du 15 janvier 1931.

CHAPITRE II

LE WARRANTAGE EN ALGÉRIE.

En Algérie, le warrantage porte surtout sur les céréales et sur les vins. C'est ainsi qu'en 1929, sur 25 millions environ qui ont été prêtés sur warrants, plus de 21 millions l'ont été sur des céréales et des vins (1).

La proportion des sommes avancées par rapport à la valeur du gage varie entre 50 à 80 % du cours du jour.

Les caisses de crédit agricole de l'Algérie (2) refusent, pour la plupart, le warrantage chez le particulier à cause de l'impossibilité où elles sont de surveiller le gage comme il conviendrait. Elles

(1) Rapport du 5 avril 1932 précité (Bien entendu ne figurent sur ce rapport que les warrants transcrits sur les registres des greffiers des justices de paix, ce qui explique la discordance avec les chiffres que nous indiquerons par la suite pour les blés warrantés dans les docks-silos).

(2) En Algérie, c'est le décret du 26 novembre 1925 qui a établi le statut actuel des caisses régionales et locales de crédit agricole, réglé leur fonctionnement et déterminé les conditions dans lesquelles elles sont désormais autorisées à consentir à leurs sociétaires des prêts à court terme.

exigent que la marchandise donnée en gage soit entreposée chez un tiers (docks de banques et docks coopératifs pour le blé, caves coopératives pour le vin).

Il est intéressant d'étudier en détail l'organisation du warrantage des céréales en Algérie parce que l'on peut en tirer de précieux enseignements.

SECTION I

Le warrantage des céréales.

En Algérie, le logement des grains manque d'une façon presque absolue chez le producteur.

En règle générale, les céréalistes algériens sont tout à fait incapables d'emmagasiner leurs récoltes chez eux parce qu'ils n'ont pas l'équivalent des ressources de logement qui existent en France, dans ces milliers de petits greniers que possèdent les agriculteurs. Ils sont donc obligés de placer leurs grains en dépôt chez des tiers où s'effectue le warrantage.

Ce dépôt peut revêtir diverses modalités.

Le tiers dépositaire peut être un magasin général et le déposant recourt alors au warrant commercial lorsqu'il a besoin de crédit. Ce premier cas est en dehors du sujet de notre étude.

La deuxième formule c'est le dock de banque, magasin créé spécialement par une banque dans le but de faciliter ses opérations de crédit gagées sur des grains. Les docks de banque admettent

indistinctement comme déposants tous ceux qui se présentent, qu'ils soient agriculteurs, industriels ou commerçants. Seuls les premiers pourront faire usage du warrant agricole.

Dès avant la guerre, deux banques algériennes s'étaient plus spécialement orientées dans cette voie, le Crédit Foncier d'Algérie et la Compagnie Algérienne.

Il existe des docks de banques principalement dans les départements d'Oran et de Constantine. Ces docks ont résolu, en matière de logement des grains, deux problèmes essentiels : celui de la conservation sans altération et celui du warrantage.

Il est à remarquer que, dans ces docks, les grains déposés conservent leur individualité et ne sont soumis à aucun triage ni classement : *chaque déposant*, en effet, *loue un silo séparé*, met du grain dans ce silo et le grain reste là tel qu'il a été déposé.

Les docks coopératifs, qui constituent la troisième modalité de dépôt chez un tiers, n'ont fait que reprendre la formule créée par les banques, en la perfectionnant à certains égards.

Ce n'est que depuis la guerre qu'il a été question de docks coopératifs en Algérie : le mouvement qui a abouti aux réalisations actuelles date exactement de 1918.

L'Algérie a réalisé en 1918 la plus forte récolte qui ait été enregistrée depuis la conquête. Elle s'est en effet élevée à 30 millions de quintaux de blé, orge et avoine, alors que la moyenne n'est que de 18 millions de quintaux.

Un colon du Sersou, où la récolte avait été particulièrement abondante et où on avait beaucoup souffert pendant cette même année 1918 du manque d'abris pour le grain, M. Furgier, entreprit une campagne de propagande qui devait aboutir en 1921 à la création de la Société des docks coopératifs du Sersou, la première du genre.

La construction du dock de Burdeau commença en 1922 et il fut prêt à fonctionner pour la campagne de 1924.

Il existait en 1929 vingt docks construits ou en construction, d'une contenance totale de 948.000 quintaux (1). Quatorze seulement ont fonctionné en 1929, les six autres n'étant pas encore terminés.

Le dock le plus important est celui de la Société civile des Docks-Silos coopératifs de la région de Relizane (département d'Oran), sur le fonctionnement duquel nous sommes particulièrement bien renseignés, grâce à l'obligeance de M. Arcizet, directeur de la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Relizane, que nous remercions ici d'une façon toute spéciale.

La circonscription territoriale de cette société s'étend sur les communes de plein exercice de Relizane, de l'Hillil, de Montgolfier, de Saint-Aimé, d'Inkermann, et sur les communes mixtes de la

(1) Ces renseignements, ainsi que ceux qui vont suivre, sont empruntés en grande partie au rapport présenté par M. Boyer-Banse au XVIII^e Congrès de la Mutualité et de la Coopération agricole tenu à Alger (31 mars-3 avril 1930).

Mina, de Zemmora, de Frenda, de Tiaret, de Renault, d'Ammi-Moussa et de Cachrou.

Le dock de cette société a une contenance de 200.000 quintaux.

Il a été endocké plus de 90.000 quintaux en 1929, et cette même année il a été établi pour plus de 5 millions et demi de francs de warrants sur le blé endocké.

Il faut remarquer d'ailleurs que les grains peuvent être endockés soit suivant la formule de la vente collective, soit suivant la formule de la vente personnelle.

Nous relevons dans le rapport du conseil d'administration de ce même dock de Relizane, que durant l'exercice 1930-31 il a été endocké : 1^o en vente collective : 41.497,96 quintaux ; 2^o en vente personnelle : 69.767,11 ; soit au total : 111.265,07 quintaux.

Pendant cette même période, le montant des warrants s'est élevé à 3.797.900 francs, pour le grain déposé en vente collective, et 3.897.268 francs pour celui en vente personnelle, soit un total de 7.645.168 francs.

Au cours de l'exercice 1931-32, le nombre de quintaux endockés par les sociétaires a été le plus faible qui ait été constaté depuis la création du dock. « On en trouve la raison dans deux causes principales, dont la première est le déficit de la récolte, particulièrement sensible pour les régions à blés durs, et la seconde dans le prix relativement élevé payé au moment des dépiquages. Ces deux

raisons ont incité nombre de producteurs à réaliser leurs récoltes... (1) »

Durant cet exercice, en effet, 40 sociétaires ont endocké en vente collective 25.168 quintaux, et 34 sociétaires ont endocké en vente individuelle 35.830 quintaux, ce qui ne fait qu'un total de 60.998 quintaux contre 111.265 pour l'exercice précédent.

Le total des grains warrantés dans le dock de Relizane au cours du même exercice a été de 39.770 quintaux pour une somme globale de 4.086.530 francs.

Lorsque les grains sont endockés suivant la formule de la vente individuelle, les sociétaires peuvent recevoir des avances d'une caisse régionale de crédit agricole au moyen de warrants. Le pourcentage des avances et le taux de l'intérêt est fixé chaque année, en temps utile, par le conseil d'administration du dock.

Ces warrants sont établis par la caisse régionale, sur présentation d'un *bon pour warrantage*, délivré par la direction des docks sur la demande du déposant. Ce bon, extrait d'un carnet à souche numéroté, porte toutes les indications utiles sur la nature, la quantité et la catégorie des grains à warranter, les noms et qualité de l'emprunteur et la somme demandée. Il certifie en outre que la quantité de grains à warranter existe bien dans les docks au nom du bénéficiaire.

(1) Rapport du conseil d'administration des Docks-Silos coopératifs de la région de Relizane sur l'exercice 1931-1932.

La délivrance de ce bon pour warrantage a pour effet d'immobiliser les quantités de grains indiquées, lesquelles ne pourront être retirées par le porteur du warrant que sur présentation dudit bon portant mention de sa libération, certifiée par le directeur de la caisse régionale. En cas de libérations partielles, le directeur de la caisse régionale délivre un certificat de libération partielle, et le bon pour warrantage est présenté seulement lors de sa libération définitive.

La libération totale ou partielle peut d'ailleurs être effectuée, soit par le déposant, soit par le directeur des docks agissant au nom du déposant, soit par une tierce personne munie des instructions écrites du déposant, ou du directeur des docks.

Pour terminer, nous donnons ci-après la liste des Docks-Silos coopératifs de l'Algérie, avec l'indication de leur contenance et des opérations d'endockage et de warrantage effectuées en 1929 (1) :

(1) Chiffres extraits du rapport précité présenté au Congrès d'Alger (1930).

Département d'Alger :

Date d'entrée en fonctionnement	Conte- nance (quintaux)	Grains endockés en 1929 (quintaux)	Warrants établis en 1929 (francs)
Burdeau (1924)	110.000	88.901	7.838.585
Victor-Hugo (1929)	23.000	8.200	683.455
Hardy (1924)	12.000	9.173	604.385
Bourbaki (non terminé) ...	6.000	néant	néant
Vialar (non terminé)	35.000	néant	néant
Letourneux (non terminé) .	17.000	néant	néant
Brazza (1924)	12.000	8.000	48.000
Aïn-Bessem (1929)	17.000	12.221	41.880
Attafs-Carnot (1927)	32.000	25.155	230.385
Ténès (non terminé)	50.000	néant	néant

Département d'Oran.

Relizane (1927)	200.000	90.572	5.645.936
Tiaret (non terminé)	100.000	néant	néant
Tizi (1926)	20.000	7.826	600.000
Thiersville (1926)	50.000	26.686	612.662
Maalifs (1925)	24.000	23.012	942.500
Sidi-Bel Abbès (non terminé)	50.000	néant	néant
Tlemcen (1929)	40.000	18.772	1.166.500
Beni Saf (1929)	30.000	25.590	1.874.900

Département de Constantine.

Constantine (1927)	95.000	75.993	230.000
Soukh-Ahras (1928)	25.000	24.369	néant

Récapitulation.

Dép. d'Alger (10 docks) ...	314.000	151.650	9.446.690
Dép. d'Oran (8 docks)	514.000	192.458	10.842.498
Dép. Constantine (2 docks)..	120.000	100.362	230.000
Soit au total :	948.000	444.470	20.519.188

Les docks coopératifs ont réussi beaucoup mieux que les docks de banque à déterminer les agriculteurs à endocker et warranter une partie de leurs récoltes (1).

Les chiffres que nous venons de citer et qui s'appliquent à une année de crise le démontrent aisément.

SECTION II

Le warrantage du tabac.

En Algérie, la culture du tabac est libre : une simple déclaration de plantation et un laissez-passer suffisent. Il s'en suit donc que cette culture est soumise aux lois économiques naturelles.

Dès 1920, les planteurs de tabac ont songé à se grouper en sociétés coopératives pour, d'une part, assurer l'écoulement de leurs produits à un prix rémunérateur et pour, d'autre part, améliorer la qualité de ces mêmes produits.

Ces groupements que l'on a l'habitude de désigner sous le nom de Tabacoops et qui sont des sociétés coopératives civiles, à capital variable, sont actuellement au nombre de trois ; ce sont, dans l'ordre d'ancienneté : La Tabacoop de Bône, la Tabacoop

(1) Les docks coopératifs ont permis, pour la première fois, d'emmagasiner des grains préalablement triés et classés, ce dont il ne peut être question dans les magasins généraux ou les docks de banques. Le classement suppose le mélange, ce qui n'est possible qu'entre coopérateurs se connaissant et acceptant ce mélange.

de la Mitidja, dont le siège social est à El Affroun (dép. Alger), et la Tabacoop Kabyle, dont le siège social est à Alger, 4, rue Arago.

Pour comprendre l'utilité que présente pour eux le warrantage, il nous semble intéressant d'exposer le fonctionnement de ces groupements. Nous empruntons les renseignements qui suivent à un rapport sur les Tabacoops d'Algérie présenté au XVIII^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles (Alger, 31 mars-3 avril 1930), par M. Averseng, président de la Caisse régionale d'El Affroun et de la Tabacoop de la Mitidja.

« Chaque sociétaire, dit-il, est autorisé à planter en tabac un nombre d'hectares proportionnel au nombre de ses parts dans le capital social, et s'engage à livrer à la coopérative la totalité de sa production. A l'époque de la récolte, les prix d'admission sont fixés à l'avance pour chaque catégorie et chaque qualité de marchandises. A la livraison, un expert classe les tabacs par catégorie et par qualité, et chaque planteur touche immédiatement le montant de ce qui lui revient.

« Les prix pratiqués par les Tabacoops sont, d'une façon constante, supérieurs, à qualité équivalente, à ceux obtenus sur les marchés publics. A la fin de l'exercice social, les bénéfices sont répartis entre tous les sociétaires au prorata des quantités livrées par chacun d'eux dans chaque qualité. Les réserves effectuées sont également nominatives.

« Une fois les tabacs livrés dans les docks des Tabacoops, ils sont soumis à un nouveau triage

et mis en masses. Ils subissent alors une fermentation destinée à leur faire perdre une partie de leur eau de végétation ; cette fermentation, dont l'activité est modérée par de fréquents retournements, a pour effet d'achever la maturité des produits, de leur faire perdre leur goût de vert et de développer leur arôme.

« A l'issue de cette fermentation, dont la durée, d'ailleurs variable, est de deux mois et demi environ, les tabacs sont emballés pour être expédiés. Avant l'emballage, il est procédé à un nouveau triage, définitif cette fois, qui classe les marchandises par catégorie et par qualité.

« Les balles sont alors chargées sur camions, vers le port le plus proche, et embarquées pour le pays destinataire.

« Le pays destinataire est d'ailleurs le plus souvent la France. Le monopole français entretient en effet avec les Tabacoops les meilleures relations. »

Le warrantage du tabac se pratique en Algérie pour garantir les avances que fait la Régie française aux coopératives de planteurs, avant que celles-ci ne lui aient livré leurs tabacs.

Les conventions passées entre ces sociétés et l'Administration du Service d'Exploitation industrielle des Tabacs (S. E. I. T.) disposent en effet : « Qu'à l'époque des livraisons de ses adhérents, la société recevra du S. E. I. T. des avances égales aux $\frac{5}{6}$ ou aux $\frac{3}{4}$, suivant le cas, de la valeur des tabacs reçus par elle et destinés aux S. E. I. T., et qu'en garantie de ses avances, la société warran-

tera à ses frais et au bénéfice exclusif du S. E. I. T., dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, la totalité des tabacs sur lesquels l'avance aura été payée. »

Il s'agit d'ailleurs de sommes importantes de l'ordre de 20 à 25 millions de francs chaque année en ce qui concerne la Tabacoop de Bône (1).

Il en est de même pour les Tabacoops de la Mitidja et Kabyle, sauf pour l'importance absolue des avances qui est moindre parce que ces sociétés livrent à la Régie moins de tabacs que celui de Bône.

SECTION III

Escompte des warrants.

En 1925, à un moment de resserrement bancaire, des difficultés surgirent pour faire escompter, par la Banque de l'Algérie, les effets des caisses régionales et en particulier les warrants agricoles.

Ces difficultés furent examinées en commun par l'Administration algérienne, l'Institut d'émission et les caisses régionales, qui venaient de se grouper en fédération. On envisagea alors la création d'une banque agricole qui alimenterait à la fois le crédit à court terme, dont il était surtout question, et aussi le crédit à moyen et à long terme.

D'après ce projet, les caisses régionales, les banques de l'Algérie et la colonie devaient concou-

(1) Ces renseignements nous ont été obligeamment fournis par le Comité de direction de la Tabacoop de Bône.

rir à la création de la banque nouvelle qui aurait eu ainsi à sa disposition une somme globale de 46.500.000 francs, comprenant le capital social pour 4.500.000 francs, des avances de la colonie pour 22.000.000, et des avances de la Banque de l'Algérie pour 20.000.000.

Ce projet, qui avait été approuvé par les Délégations financières, n'obtint pas l'adhésion de toutes les banques intéressées dont deux notamment refusèrent de considérer la future banque comme un établissement de réescompte auquel elles présenteraient le papier qu'elles auraient elles-mêmes reçu des caisses régionales.

Cette question est résolue depuis l'accord du 2 août 1926 : l'escompte est assuré en ce qui concerne les effets, et notamment les warrants des caisses régionales, par la Banque de l'Algérie, à concurrence de 100 millions.

CHAPITRE III

PROJETS DE RÉFORME.

I. — Il a été déposé à la Chambre des députés, le 31 octobre 1924, par M. Queuille, ministre de l'Agriculture, un projet de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1906 (1). Considérant que cette loi contient une double lacune parce que, d'une part, elle exclut du warrantage certains éléments servant à l'exploitation agricole, et parce que, d'autre part, dans l'état actuel, l'exploitant propriétaire de fonds ne peut la plupart du temps warranter ses bestiaux, qui sont immeubles par destination, l'auteur du projet ajoute une nouvelle série d'objets à ceux que les lois de 1898 et 1906 permettaient déjà à l'agriculteur de warranter, notamment les objets qui sont considérés en vertu de l'article 524 du Code civil comme immeubles par destination, tels les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, les semences données aux fermiers ou colons partiaires, les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes, les pailles

(1) *J. off.*, Doc. parl., Chambre, 1924, n° 606.

et engrais, sous la seule condition que l'emprunteur en soit propriétaire.

Ce projet de loi était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout agriculteur peut emprunter sur les objets
« ci-après, dont il est propriétaire, encore même
« que ces objets auraient le caractère d'immeubles
« par destination, en vertu de l'article 524 du
« Code civil :

« 1^o Les produits agricoles ou industriels de
« son exploitation, y compris le sel marin, et les
« animaux.

« 2^o Le matériel de toute nature, servant à con-
« tenir les produits sus-visés.

« 3^o D'une façon générale et sans distinction,
« toutes choses composant le matériel affecté à
« l'exploitation agricole.

« Ledit agriculteur peut soit conserver la garde
« de ces objets dans les bâtiments ou sur les terres
« de son exploitation, soit en conférer le dépôt
« aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont
« il est adhérent, ou à des tiers convenus entre
« les parties. »

Art. 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 3 de la loi du 30 avril 1906 sont ainsi modifiés :

« Pour établir la pièce dénommée warrant, le
« greffier de la justice de paix du canton où se
« trouvent les objets à warranter inscrira, d'après
« les déclarations de l'emprunteur, la nature, la

« quantité, la valeur et le lieu de situation des
« objets gages de l'emprunt, le montant des som-
« mes empruntées, ainsi que les clauses et condi-
« tions particulières relatives au warrant, arrêtées
« entre les parties. Si les objets à warranter sont
« des immeubles par destination, en vertu de
« l'article 524 du Code civil, le warrant contiendra
« une déclaration de l'emprunteur, indiquant que
« ces objets sont ou ne sont pas grevés d'hypo-
« thèque.

« Le greffier transcrira sur un registre spécial
« le warrant ainsi rédigé, et, sur le warrant, il
« mentionnera le volume et le numéro de la trans-
« cription avec la mention des warrants préexis-
« tants sur les mêmes objets. »

(Le reste de l'article 3 de la loi du 30 avril 1906,
sans changement.)

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 11
de la loi du 30 avril 1906 est ainsi modifié :

« L'officier public chargé de procéder préviendra
« par lettre recommandée le débiteur, les endos-
« seurs et les créanciers hypothécaires dont il con-
« naîtra l'existence, huit jours à l'avance, des lieu,
« jour et heure de la vente. »

Art. 4. — L'article 12 de la loi du 30 avril 1906
est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de conflit entre le porteur du warrant
« et un créancier ayant hypothèque sur les objets
« warrantés, lorsque ceux-ci ont le caractère d'im-
« meubles par destination, en vertu de l'article 524
« du Code civil, le prix de vente se distribuera .

« entre ces créanciers, d'après la date respective
« des inscriptions du warrant et de l'hypothèque. »

Art. 5. — A l'article 14 de la loi du 30 avril 1906, les mots « sur des produits déjà warrantés » sont remplacés par les mots « sur des objets déjà warrantés ou hypothéqués ».

Art. 6. — Dans toutes les dispositions de la loi du 30 avril 1906 où le mot « produit » (ou « produits ») est employé pour désigner les biens susceptibles d'être warrantés, ce mot est remplacé par le terme « objet » (ou « objets »).

Ce projet de loi a fait l'objet d'un rapport présenté à la Chambre des députés le 2 décembre 1925 par M. Alexandre Duval, au nom de la Commission de l'agriculture à laquelle il avait été renvoyé (1).

Après avoir rappelé les termes des articles 524 et 525 du Code civil, les différences existant entre les immeubles par nature et les immeubles par destination, entre les meubles et les immeubles par destination, le rapporteur souligne combien seront nombreux, si le nouveau texte est adopté, les conflits entre les prêteurs avec garantie hypothécaire et les prêteurs avec garantie par warrant :

« Cette situation, dit-il, qui fera l'objet de l'article 4 du projet de loi, est à prévoir pour le cas où les immeubles par destination donnés en gage mobilièrement auraient été, par description spé-

(1) *J. off.*, Doc. parl., Chambre, 1925, n° 2143.

ciale dans un contrat hypothécaire, engagés à la garantie d'une précédente créance.

Dans ce cas, le droit du créancier gagiste ne peut préjudicier au droit acquis au créancier hypothécaire.

Il en serait autrement si l'hypothèque ne frappait les immeubles par destination que comme accessoires de la propriété grevée, et sans affectation spéciale. Le débiteur, en effet, en conserve dans ce cas la disponibilité ; il peut les aliéner librement sans que soit exercé sur eux un droit de suite ; il peut donc, à plus forte raison, les donner en gage.

« Même dans le cas de préférence du créancier hypothécaire, ce droit du créancier gagiste ne perd pas toute chance de s'exercer utilement puisque le créancier hypothécaire devra exercer son droit d'abord sur la partie du prix applicable à l'immeuble vendu ou exproprié, ne venir qu'après épuisement ou en cas d'insuffisance de cette partie sur celle qui, au moyen d'une ventilation faite amiablement ou en justice, s'applique aux immeubles par destination, donnés en gage sans déplacement. »

Après diverses considérations sur la publicité et la transmissibilité du warrant, M. Duval passe à l'examen détaillé des divers articles du projet de loi et conclut à la suppression de l'article 4.

Si le nouveau paragraphe était en effet ajouté à l'article 12 de la loi de 1906, cet article contiendrait une contradiction. Après avoir donné, dans

son paragraphe 1^{er}, au porteur du warrant, l'avantage d'être préféré à tous autres créanciers, sauf le Trésor pour les contributions directes et les frais de la réalisation du gage, ce même porteur du warrant se verrait retirer cet avantage dans la plupart des cas, en vertu du paragraphe second. Les agriculteurs ne trouveraient plus de prêteurs sur warrants.

Ainsi amputé de son article 4 et ne contenant plus que cinq articles, le texte du projet de loi a été adopté par la Chambre des députés, dans sa séance du 4 juillet 1927 (1).

II. — Voté par la Chambre des députés, ce projet a été déposé sur le bureau du Sénat le 12 juillet 1927 et renvoyé à la Commission de l'agriculture (2).

Le 2 février 1928, M. Montenot présentait au nom de cette commission un rapport concluant à l'adoption pure et simple du texte voté par la Chambre (3).

Le projet de loi a alors été renvoyé pour avis à la Commission de législation civile et criminelle (4).

Se basant sur la nécessité de sauvegarder le régime hypothécaire établi par le Code civil, auquel le projet lui semblait devoir porter une atteinte

(1) *J. off.*, Déb. parl., Chambre, 1927, p. 3969.

(2) *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1927, n° 466.

(3) *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1928, n° 38.

(4) *Ibid.*

grave, cette commission en a demandé le rejet (rapport Lauraine : 12 décembre 1929) (1).

Par ailleurs, le rapporteur a relevé diverses imperfections dans le texte soumis à la commission, texte qui, à son avis, a été élaboré trop rapidement.

L'article 1^{er} du projet, s'il était voté tel quel, permettrait en effet à l'agriculteur, propriétaire de son fonds, de warranter non seulement le cheptel mort, le cheptel de fer, mais encore le gros matériel affecté à l'exploitation, ainsi que les objets qu'il aurait attachés au fonds à perpétuelle demeure : pressoirs, chaudières, alambics, même noyés dans des blocs de maçonnerie, incorporés à l'immeuble.

Et comme M. Lauraine le fait justement remarquer : « Que vaudront, après leur détachement de la muraille ou après leur extraction du sol, les gros pressoirs, les grandes cuves, bassins en bois ou en ciment armé... ? »

Le rapporteur formule ensuite une seconde objection : le projet de loi soumis au Sénat ne contient plus aucune disposition prévoyant et réglant les conflits possibles entre le porteur du warrant et les créanciers hypothécaires, puisque l'article 4 du texte primitif qui avait trait à cette situation a été supprimé par la Chambre des députés, sur la proposition de sa Commission de l'agriculture, ainsi que nous venons de le voir.

Et il est impossible de maintenir la disposition

(1) *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1929, n° 696.

de l'article 12 de la loi de 1906 qui reconnaît au porteur du warrant le droit d'être payé directement de sa créance sur le prix de vente par privilège et de préférence à tous créanciers, sauf sous certaines conditions, au bailleur.

Renvoyé pour la seconde fois à la Commission de l'agriculture, le texte a été modifié sur différents points pour donner satisfaction à la Commission de législation civile et a fait l'objet d'un second rapport (rapport Montenot : 13 novembre 1930) (5).

En premier lieu, il a été ajouté à l'article 1^{er} du projet un quatrième alinéa ainsi conçu : « Les objets scellés au mur, qu'ils soient hypothéqués ou non, ne pourront jamais être warrantés. »

Il a été rétabli l'article 4 du projet primitif qui, modifié, remplacerait l'article 12 de la loi de 1906. Cet article s'énoncerait ainsi : « Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, et sans autre réduction que celles des contributions directes, des frais de vente, des créances privilégiées, et s'il s'agit d'immeubles par destination hypothéqués, les créances hypothécaires, même de celles dispensées d'inscription et sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix. »

Ainsi amendé, le projet a été renvoyé à la Commission de législation civile qui n'a pas encore formulé son avis.

(1) *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1930, n° 542.

III. — Faut-il souhaiter que le projet de loi soit adopté dans sa rédaction actuelle par la Commission de législation civile, voté par le Sénat et la Chambre ?

Pour notre part, sans hésiter nous dirons non : ce projet n'est pas viable.

On peut en effet lui adresser des critiques nombreuses, soit au point de vue juridique, soit au point de vue économique.

Au point de vue juridique, la première critique qui vient à l'esprit est basée sur le bouleversement qu'une telle loi apporterait au régime hypothécaire actuel. Mais « à cette objection de principe, il est facile de répondre en indiquant qu'en matière de bouleversement du régime hypothécaire le projet de loi actuel n'innove pas puisqu'il ne fait qu'étendre aux warrants agricoles des dispositions déjà adoptées pour le warrant hôtelier et qui figurent dans la loi du 17 mars 1915 modifiant l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1913 (1) ».

Mais il n'en reste pas moins vrai que le texte actuel du projet supprimerait presque complètement le privilège du porteur du warrant, puisqu'il passerait après toutes les créances privilégiées ou hypothécaires même dispensées d'inscription.

Et « si un semblable texte était adopté par le

(1) XXI^e Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles, Besançon, 15-18 juin 1933. Communication complémentaire sur les warrants agricoles par M. Beaurieux, conseiller juridique de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles.

Sénat, le warrant agricole perdrait toute sa valeur comme gage, et loin de contribuer à en étendre l'application, le texte modificatif de la loi de 1906 aboutirait sur ce point à un résultat exactement contraire à celui qu'a envisagé le gouvernement en déposant le projet de loi » (1).

Nous sommes entièrement de l'avis de M. Beau-rieux qui, dans la communication dont nous venons de citer un passage, estime qu'il est indispensable « que le privilège du porteur de warrant prime celui des créanciers hypothécaires ayant fait inscrire leur hypothèque postérieurement à l'inscription du warrant, ou en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription, dont le droit aura pris naissance après la constitution du warrant » (2).

Au point de vue économique, les inconvénients d'un tel projet ne sont pas moins graves.

Comme nous l'avons vu en effet, la loi de 1906 prévoit, en cas de non remboursement de l'emprunt à la date indiquée, la possibilité donnée au créancier de réaliser en quelques semaines le gage donné en garantie.

Il n'y a point d'inconvénient lorsqu'il s'agit de récoltes ou d'animaux en surnombre, mais si le warrant s'étend au matériel et au cheptel, l'agriculteur pourrait être ainsi, en très peu de temps dépossédé de ses moyens de production.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

Aussi il est permis de se demander s'il ne vaudrait pas mieux faire une loi spéciale donnant des possibilités nouvelles de crédit à l'agriculteur, en autorisant le nantissement de son matériel et de son cheptel, comme cela existe déjà pour le commerçant.

Le négociant warrante sa marchandise, mais ne peut pas warranter le mobilier de ses bureaux.

Cette loi devrait « évidemment prévoir la possibilité de réaliser le gage donné, mais sous certaines formalités rendues obligatoires et certains délais assez longs, afin de donner à l'agriculteur tous les avertissements et tout le temps nécessaire pour lui permettre autant que possible d'éviter cette dure nécessité » (1).

(1) Rapport sur les warrants agricoles présenté à la Chambre d'agriculture de la Seine-Inférieure par M. Godard, *Bulletin du Syndicat agricole de la Seine-Inférieure*, n° du 15 janvier 1931.

CONCLUSION

Ayant ainsi exposé dans le détail le fonctionnement et les résultats de la loi du 30 avril 1906, il nous faut maintenant porter une appréciation sur une des innovations les plus critiquées de notre droit moderne.

Un directeur de caisse régionale, auquel nous demandions récemment ce qu'il pensait des warrants agricoles, nous faisait cette réponse : « Mon opinion sur les warrants agricoles est celle des théologiens sur les danses : les meilleures ne valent rien. »

C'est là porter un jugement trop absolu et par suite injuste sur une institution qui entre chaque jour davantage dans les mœurs de nos populations rurales et qui leur rend les plus grands services depuis la crise de mévente du blé.

Employé dans les rapports des agriculteurs avec les coopératives et des coopératives avec les caisses de crédit agricole, le warrant est, ainsi que nous l'avons montré, un excellent instrument de crédit, la surveillance du gage étant la plupart du temps aisée et les fraudes difficiles.

Employé dans les rapports des agriculteurs avec les caisses de crédit agricole ou les simples parti-

culiers — ce dernier cas est d'ailleurs de plus en plus rare — il a donné lieu à bien des mécomptes, surtout quand il porte sur des produits facilement aliénables.

C'est qu'en effet la loi de 1906 a donné expressément à l'emprunteur la faculté de vendre les objets donnés en gage, sans le concours du créancier : voilà la source de toutes les difficultés. On ne peut impunément bouleverser les règles fondamentales posées par notre droit en matière de gage. Et pour notre part, nous n'hésitons pas à préconiser la suppression pure et simple de cette faculté de vendre.

Par contre, nous ne saurions trop nous élever contre le projet de loi actuellement en discussion devant le Sénat, et qui, s'il est voté, portera un coup mortel au warrant agricole.

Mais il serait souhaitable que, dans le plus bref délai, la loi de 1906 soit modifiée de façon à ce que : 1^o les greffiers soient obligés de communiquer à tout requérant, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription ; 2^o les récoltes pendantes et les fruits non encore recueillis puissent être compris parmi les objets warrantables (1).

(1) Un vœu a été émis dans ce sens par le XXI^e Congrès de la Mutualité et de la Coopération agricoles tenu à Besançon, 15-18 juin 1933.

ANNEXES

ANNEXE I

Modèle de warrant agricole établi conformément à la loi du 30 avril 1906 au profit d'une Caisse locale de Crédit agricole.

CANTON	WARRANT AGRICOLE
de.....	(Loi du 30 avril 1906)

M (1) demeurant à.....
commune de

Déclare vouloir emprunter à la Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel de..... dont le siège est à.....
la somme de
et donner en garantie les produits et animaux ci-après,
savoir :

.....
.....
.....
.....
.....

Conditions particulières : 1^o Le paiement des sommes avancées aura lieu à..... dans les bureaux de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de..... ; 2^o A défaut de paiement l'intérêt de retard au taux de 6 % courra à dater de l'échéance ; 3^o Le porteur du warrant pourra, aussi souvent que bon lui semblera, constater l'existence des produits warrantés, et au cas où ils lui paraîtraient insuffisamment soignés il fera nommer un séquestre par M. le Juge de Paix, les frais qui en résulteront seront payés par privilège sur le prix de la vente ; 4^o En cas d'exécution judiciaire le porteur du warrant fera choix des produits warrantés parmi les meilleurs de la même nature confondus sur les propriétés ; 5^o Le warrant sera indivisible dans les termes des articles 1222 et 1223 du Code civil ; 6^o Dans les 24 heures, toute vente

du produit warranté devra être portée à la connaissance du premier escompteur avec indication du jour fixé pour la livraison à peine d'exigibilité immédiate ; 7° L'escompteur et les réescompteurs subséquents sont dispensés de donner au greffier l'avis prescrit par l'article 10, § 3, de la loi du 30 avril 1906 ; 8° En cas d'expiration des assurances avant la date fixée pour le paiement elles seront renouvelées ou prorogées aux frais du souscripteur du warrant, par le porteur du warrant, à telle Compagnie que bon semblera à ce dernier ; 9° La remise du présent warrant acquitté n'autorisera pas le greffier à radier sa transcription sans l'autorisation expresse de la Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel de, le bénéfice de cette transcription étant assuré sur tous les prêts qui pourront être réescomptés ultérieurement par ladite Société sur les mêmes produits en totalité ou en partie pour somme égale ou inférieure audit warrant.

Déclarations. — L'emprunteur déclare être (2) du domaine où sont déposés les produits warrantés, lesquels ne sont grevés d'aucun warrant.

M. a reçu l'avis prescrit par l'article 2 de la loi du 30 avril 1906. Il n'a pas formé opposition.

Assurances. — Les produits warrantés sont présentement assurés : 1° contre l'incendie pour une somme de fr., jusqu'au, à la Compagnie, dont le siège social est à, suivant police n°, datée du ; 2° Et contre la mortalité des bestiaux à, suivant police n°, et la date du contracté pour une durée

FAIT A, le 193..
(Signature)

(1) *Nom, prénoms et profession.*

(2) *Propriétaire, usufruitier ou fermier.*

Je soussigné, propriétaire du domaine où sont accrus les produits ci-dessus, déclare ne pas mettre opposition à la délivrance dudit warrant, et renonce à mon privilège sur lesdits produits jusqu'à concurrence de la somme de

A, le 193..
(Signature.)

TRANSFERT

Bon pour transfert du bénéfice du warrant énoncé d'autre part à l'ordre de la Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel de..... dont le siège est à.....

En garantie de la somme de

.....
payable le

A....., le 193..

(Ecrire : Bon pour et signer.)

TIMBRE A 0,15 %

Le faire oblitérer avec le plus grand soin avec la même date qu'au warrant, sans dépasser le timbre.

Payez à l'ordre de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de, dont le siège est à, valeur en compte aux conditions de son règlement général.

A, le 193..

Pour la Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel
de

L'Administrateur-délégué,

.....
La loi punit de 2 mois à 2 ans de prison : 1° les fausses déclarations ; 2° le détournement, c'est-à-dire la livraison à un acheteur sans paiement ou autorisation préalable ; 3° la constitution d'un nouveau warrant sur les mêmes produits sans avis préalable donné au nouveau prêteur.

TRANSCRIPTION

*Transcrit le présent warrant au Greffe de la Justice de Paix
de volume numéro le
..... 1931.*

*Les produits compris au warrant qui précède sont déjà gre-
vés des inscriptions suivantes : (date, volume, numéro et
somme, s'il y a lieu).....
.....*

LE GREFFIER DE LA JUSTICE DE PAIX,
(Sceau du Greffe.) (Signature.)

ANNEXE II

*Modèle de warrant agricole établi conformément à la loi du
30 avril 1906 au profit d'une Caisse locale de Crédit agri-
cole, spécialement pour financer la récolte.*

CAISSE LOCALE

de.....

Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel de

B.P.F.....

WARRANT AGRICOLE

Les soussignés M. et Madame son épouse qu'il assiste et autorise, demeurant ensemble à, commune de, reconnaissent devoir bien légitimement, conjointement et solidairement entre eux à la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel de la somme de francs pour prêt de pareille somme qu'elle leur a fait ce jour pour faciliter le report de leur blé. Laquelle somme ils s'obligent à lui rendre et rembourser ou à son ordre, à la date du

En conséquence ils warrantent, dès maintenant, quintaux de blé provenant de la récolte, qui seront conservés en meules ou en greniers sous la garde et la responsabilité des emprunteurs dans les dépendances du domaine de, commune de, qu'ils exploitent en qualité de, Cette quantité de blé a fait l'objet du contrat de report n°, passé avec le Ministère de l'Agriculture par la Société Coopérative de, dont le siège social est à

Ils warrantent également les récoltes de toute nature, en terre, à terre, en meules ou rentrées ou en grenier, leur appartenant en propre et réparties dans le domaine précité.

Les récoltes faisant l'objet du présent warrant sont assu-

rées contre l'incendie par la Société ou Compagnie, dont le siège social est à, suivant police n°, de l'agence de en date du

Conditions particulières du warrant. — Le porteur du warrant pourra, chaque fois que bon lui semblera, constater ou faire constater l'existence et l'état des produits warrantés et, en cas de besoin, il fera nommer un séquestre par M. le Juge de Paix. Les frais réclamés pour ce séquestre devront être payés par privilège sur le prix de la vente et sont à la charge des emprunteurs.

Pour toutes difficultés se rapportant à l'exécution du présent warrant, les emprunteurs font élection de domicile au Greffe de la Justice de Paix du canton où sont situés les produits warrantés, lieu attributif de juridiction.

Les frais du présent warrant et de toutes suites qu'il pourra comporter en cas de poursuites ou autres ainsi que les frais relatifs à la visite du ou des délégués de la Caisse régionale ou de la Caisse locale pour constater l'état et la consistance des cultures, des cheptels et des récoltes, seront à la charge des emprunteurs qui s'obligent solidairement à les payer.

Les emprunteurs déclarent connaître spécialement les dispositions de l'article 10 de la loi du 30 avril 1906 et les pénalités concernant les fausses déclarations, la livraison d'un produit warranté à un acheteur, sans paiement ou sans autorisation préalable par le porteur du warrant, la constitution d'un nouveau warrant sur les mêmes produits, sans avis préalable donné au nouveau prêteur.

Ils affirment en outre n'avoir constitué sur les valeurs indiquées ci-dessus aucun autre warrant ou privilège et ils autorisent le Greffier à donner toutes attestations utiles. La somme due ci-dessus sera immédiatement et de plein droit exigible au cas où des privilèges viendraient grever les objets warrantés, spécialement celui du propriétaire.

Enfin, il y aura solidarité et indivisibilité entre leurs héritiers, représentants et ayants cause, ainsi que l'autorise l'article 1221 du Code civil, en sorte que chacun d'eux sera tenu personnellement et solidairement avec les autres, comme aussi des significations prescrites par l'article 877 du Code civil. — Toutes les conditions du warrant ci-dessus sont exécutoires de plein droit.

Le présent warrant sera transcrit au Greffe de la Justice de Paix du lieu où se trouvent les produits warrantés et tous pouvoirs sont donnés pour ce faire au porteur du présent warrant.

Donné à, le

NOTA. — Le mari mettra : Lu et approuvé, bon pour warrant de la somme de (en toutes lettres), et bon pour autorisation maritale. — La femme mettra : Lu et approuvé, bon pour warrant de la somme de

I. Nous soussigné, Greffier de la Justice de Paix de, certifions avoir transcrit cejourd'hui le présent warrant sur le registre spécial prévu par la loi, volume, n°, et déclarons qu'il n'y a pas de warrants préexistants sur les mêmes produits.

A, le

LE GREFFIER,

II. Nous soussigné, Greffier de la Justice de Paix de, certifions que l'avis prescrit par l'article 2 de la loi du 30 avril 1906 a été envoyé le mil neuf cent trente à Monsieur, propriétaire demeurant à, qui n'a pas formé opposition.

A, le

LE GREFFIER,

Payez à l'ordre de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de

A, le 193..

L'ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ,

ANNEXE III

*Modèle de warrant agricole établi pour Société coopérative
conformément à la loi du 30 avril 1906 par la Caisse nationale
de Crédit agricole.*

CANTON
de Montant, Frs Echéance :
DÉPARTEMENT
de
TRANSCRIPTION : *En cas d'endossement du présent war-*
rant à une banque le porteur pourra,
à échéance, en encaisser le montant sans
frais et sans préavis à la Caisse nationale de Crédit agricole, 5, rue Casimir-
VOLUME : *Périer, à Paris (VII^e).*
N° :

WARRANT AGRICOLE POUR SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE (Loi du 30 avril 1906)

Les soussignés (1), membres du Conseil d'administration de la Société coopérative de, ladite société constituée suivant statuts en date du, régie par la loi du 5 août 1920 et les lois subséquentes, *autorisée par lesdits statuts à assurer la conservation, le stockage, le warrantage et la vente en commun des blés provenant des récoltes de ses adhérents.*

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le Conseil d'administration, suivant délibération du ...

Ont, ès-qualités, déclaré vouloir emprunter, au nom de la dite coopérative de à la Caisse locale de crédit agricole de la somme de (2) francs

(1) Nom, prénoms, profession, domicile.

(2) Mettre la somme en toutes lettres.

qu'ils obligent ladite société à rembourser (3) le..... et, à la garantie de cet emprunt en principal et intérêts, ils affectent et warrantent les produits agricoles ci-après désignés :

Nature du produit	Quantité	Montant de l'estimation
Total de l'estimation (4) :		

Les produits qui font l'objet du présent warrant *appartiennent à la Société coopérative* de et sont déposés dans les locaux de ladite société qui en assure la garde ; ils sont compris dans l'assurance contre l'incendie contractée par ladite coopérative à, dont le siège est à, suivant police n°, pour une somme de francs.

Les intérêts sont payables d'avance lors de la remise des fonds pour toute la période allant jusqu'à l'échéance fixée.

Conditions particulières.

Le présent warrant est fait et consenti sous les clauses et conditions de droit et notamment sous celles suivantes :

1^o Le remboursement des sommes prêtées aura lieu à...

2^o A défaut de paiement aux dates d'échéances fixées ci-dessus, l'intérêt courra à dater de chaque échéance au taux de cinq pour cent l'an.

3^o Le porteur du warrant pourra, chaque fois que bon lui semblera, constater l'état et l'existence des produits warrantés et, en cas de besoin, il fera nommer un séquestre par M. le Juge de Paix, les frais réclamés pour ce séquestre devant être payés par privilège sur le prix de la vente.

(3) Indiquer l'échéance (six mois au maximum).

(4) En chiffres et en lettres.

4^o Pour toutes difficultés se rapportant à l'exécution du présent warrant, domicile est élu au Greffe de la Justice de Paix du canton où sont situés les produits warrantés.

5^o Les frais du présent warrant et de toute suite qu'il pourra comporter en cas de poursuites ou autres seront à la charge de la Société coopérative de

MM., ès-qualités, déclarent connaître spécialement les dispositions de l'article 14 de la loi du 30 avril 1906 et les pénalités concernant les fausses déclarations, la livraison d'un produit warranté à un acheteur sans paiement, ou sans autorisation préalable par le porteur du warrant, la constitution d'un nouveau warrant sur les mêmes produits sans avis préalable donné au nouveau prêteur.

Ils affirment, en outre, n'avoir constitué sur les valeurs ci-dessus indiquées aucun autre warrant ni privilège.

Le présent warrant sera transcrit au Greffe de la Justice de Paix de et tous pouvoirs sont donnés pour ce faire au porteur du présent.

Fait à, le 19...
(Signature.)

Timbre proportionnel mobile de
0,15 % à apposer au moment
de la délivrance.

Nous, soussigné, Greffier de la Justice de Paix de
déclarons avoir transcrit le présent warrant sur le registre
spécial et déclarons, en outre, qu'il existe sur les mêmes pro-
duits les warrants suivants (1) :

Timbre Signature du Greffier :
de la Justice de Paix :

(1) S'il n'y a pas de warrants préexistants, le Greffier met-
tra la mention : Néant.

Article 7 de la loi du 30 avril 1906. — La radiation de l'inscription sera opérée sur la justification, soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une mainlevée régulière.

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant fera constater le remboursement au Greffe de la Justice de Paix, mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite sur le registre prévu à l'article 3, certificat lui sera donné de la radiation de l'inscription. L'inscription sera radiée d'office après cinq ans si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai ; si elle est inscrite à nouveau après la radiation d'office, elle ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la nouvelle date.

* * *

Bon pour transfert du bénéfice du présent warrant à l'ordre de la Caisse locale de crédit agricole mutuel de
en garantie de la somme de francs :

Société coopérative de

Un Administrateur,

Un Administrateur,

* * *

Payez à l'ordre de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de

A, le 19...

Un Administrateur
de la Caisse locale de
crédit agricole,

Un Administrateur
de la Caisse locale de
crédit agricole,

* * *

Payez à l'ordre de la Caisse nationale de crédit agricole.

A, le 19...

Le Président ou un Administrateur
de la Caisse régionale de
crédit agricole,

Un Administrateur ou le Directeur
de la Caisse régionale de
crédit agricole.

Payez à l'ordre de
Paris, le

Le Directeur général de la
Caisse nationale de crédit agricole,

Vu :

Le Président de la thèse,
H. SOLUS

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

TRAVAUX LÉGISLATIFS

Circulaire ministérielle du 25 juillet 1906 (*Bulletin officiel du ministère de la Justice*, 1906).

Circulaire de la Direction générale des Contributions relative à l'application de la loi du 30 avril 1906-21 mai 1906 (*Lois nouvelles*, 1906).

Décret fixant les allocations dues aux greffiers (*J. off.*, 13 septembre 1906, p. 6237).

Instruction de l'Enregistrement relative à l'exécution de la loi du 30 avril 1906 (*Lois nouvelles*, 1906).

Rapport sur le warrantage des produits agricoles pendant les années 1913 à 1918 et 1919 à 1924.

Rapport sur le warrantage des produits agricoles pendant les années 1929 et 1930.

Rapport sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel pendant l'année 1931 et sur l'application de la loi du 5 août 1920 (*J. off.*, 16 décembre 1932).

Travaux préparatoires de la loi du 30 avril 1906 et notamment :

J. off., 1905, Ch., Déb., p. 3195, 3361, 3517.

J. off., 1906, Sén., Doc., n° 97, p. 221.

J. off., 1906, Sén., Déb., p. 289.

J. off., 1906, Ch., Doc., n° 3199, p. 420.

J. off., 1906, Ch., Déb., p. 1777.

Travaux législatifs relatifs au projet de loi en cours ayant trait à la modification de la loi du 30 avril 1906 :

J. off., 1924, Ch., Doc., n° 606.

- J. off.*, 1925, Ch., Doc., n° 2143.
J. off., 1927, Ch., Déb., p. 3969.
J. off., 1927, Sén., Doc., n° 466.
J. off., 1928, Sén., Doc., n° 38.
J. off., 1929, Sén., Doc., n° 696.
J. off., 1930, Sén., Doc., n° 542.

OUVRAGES ET TRAITÉS

- DURAND, *Le Crédit agricole en France et à l'étranger*.
MAZIN (Ch.), *Le Warrant agricole, Etude pratique* (1932).
(Tirage à part d'un article paru dans le *Répertoire général pratique du Notariat et de l'Enregistrement*).
OREZEANO, *Les warrants agricoles*.
PLANIOU et RIPERT, *Traité pratique de droit civil*.
TERREL et LEJEUNE, *Traité des opérations commerciales de Banque*, 6^e éd.
THALLER et PERCEROU, *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e éd.
TYPALDO-BASSIA, *Etude théorique et pratique du warrant agricole*.
WATRIN (H.), *Les warrants agricoles*.

REVUES ET ARTICLES

- Association amicale des Directeurs de Caisses régionales* :
Relevé des communications reçues sur les warrants agricoles (1931).
Bulletin du Syndicat agricole de la Seine-Inférieure (n° du 15 janvier 1931). Rapport sur les warrants agricoles, par M. Godard.
(XIV^e et XXI^e) *Congrès Nationaux de la Mutualité et de la Coopération agricoles* (Rapports sur les warrants agricoles, par M. Bergey et Messerschmitt).
Production française (La), n° du 17 juillet 1932 (Que faut-il penser du stockage coopératif ? par M. Allain).
Progrès agricole (Le), n° du 27 mars 1932 (Le warrant agricole, par M. G. Graux).
Répertoire général pratique du Notariat et de l'Enregistrement.
Revue politique et parlementaire.

THÈSES

- BARAILHÉ, *La loi du 30 avril 1906 et le warrantage des produits agricoles* (1909).
CÉCILLON, *Essai sur les warrants agricoles par comparaison avec les warrants-récépissés délivrés par les Magasins généraux* (1914).
DEVILLEZ, *Les warrants agricoles. Etude des lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906* (1909).
LÉGUILLON, *Les warrants agricoles et leur fonctionnement, d'après la loi du 30 avril 1906* (1908).
PÉLISSIER, *Etude sur les warrants agricoles* (1907).
ROUHER, *Les warrants agricoles* (1907).
VERDIER, *Le warrantage des produits agricoles en France et dans les Colonies* (1908).

RECUEILS DE JURISPRUDENCE

- Dalloz hebdomadaire.*
Dalloz périodique.
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
Recueil Bordeaux.
Recueil Rouen et Caen.
Revue trimestrielle de Droit civil.
Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — NATURE JURIDIQUE ET CONDITIONS DE VALIDITÉ DU WARRANT AGRICOLE	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Nature juridique du warrant agricole</i>	13
CHAPITRE II. — <i>Conditions de fond nécessaires à la validité du warrant agricole</i>	19
Section 1. <i>Créances qui peuvent être garanties par un warrant agricole</i>	19
Section 2. <i>Produits qui peuvent être warrantés</i>	28
I. Produits agricoles et industriels et animaux.	28
II. Animaux de remplacement. Croît des animaux.	42
III. Peut-on warranter des produits achetés ?	45
IV. Le matériel de l'exploitation agricole n'est pas warrantable.	47
V. Warrant portant sur des objets non warrantables	49
Section 3. <i>Qui peut warranter ?</i>	50
I. Les agriculteurs et les ostréiculteurs.	51
II. Les sociétés coopératives.	60
CHAPITRE III. — <i>Conditions de forme nécessaires à la validité du warrant agricole</i>	67

Section 1. <i>Etablissement du warrant</i>	67
I. Formalités préliminaires	67
II. Formes du warrant	73
A. Warrant établi par le greffier	73
B. Warrant établi entre parties	76
Section 2. <i>Transcription du warrant</i>	78

DEUXIÈME PARTIE. — EFFETS DU WARRANTAGE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Dépôt et garde des produits warrantés</i>	89
Section 1. <i>Dépôt confié à l'emprunteur</i>	89
Section 2. <i>Dépôt confié à un tiers</i>	90
CHAPITRE II. — <i>Circulation du warrant</i>	95
Section 1. <i>Endossement et escompte du warrant</i>	95
Section 2. <i>Perte du warrant</i>	103
CHAPITRE III. — <i>Droits et obligations de l'emprunteur</i>	105
Section 1. <i>Droit de vendre les produits warrantés</i>	106
Section 2. <i>Païement de la créance garantie par le warrant</i>	110
Section 3. <i>Sanctions pénales</i>	113
CHAPITRE IV. — <i>Privilège du porteur du warrant</i>	118
Section 1. <i>Privilège du porteur du warrant et privilège du bailleur</i>	119
Section 2. <i>Privilège du porteur du warrant et privilège du vendeur des objets warrantés non payés</i>	123
Section 3. <i>Privilège du porteur du warrant et privilège du conservateur de la chose warrantée</i>	124
Section 4. <i>Le porteur du warrant en conflit avec l'acquéreur des objets warrantés</i>	125
Section 5. <i>Le sort du warrant en cas de faillite de l'emprunteur</i>	127

CHAPITRE V. — <i>Exécution forcée</i>	130
Section 1. <i>Réalisation du gage</i>	130
Section 2. <i>Attribution des objets warrantés au créancier</i>	135
CHAPITRE VI. — <i>Warrantage et assurance</i>	138
CHAPITRE VII. — <i>Les frais du warrantage</i>	141
Section 1. <i>Emoluments des greffiers</i>	141
Section 2. <i>Timbrage du warrant agricole</i>	143
Section 3. <i>Enregistrement du warrant</i>	145
CHAPITRE VIII. — <i>Compétence du juge de paix</i>	149

TROISIÈME PARTIE. — RÉSULTATS PRATIQUES
ET PROJETS DE RÉFORME DE LA LOI DU 30 AVRIL 1906

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le warrantage en France</i>	156
A) Céréales.	156
B) Fourrages, pailles.	159
C) Vins	160
D) Bestiaux	162
E) Divers	164
CHAPITRE II. — <i>Le warrantage en Algérie</i>	166
Section 1. <i>Le warrantage des céréales</i>	167
Section 2. <i>Le warrantage du tabac</i>	174
Section 3. <i>Escompte des warrants</i>	177
CHAPITRE III. — <i>Projets de réforme</i>	179
CONCLUSION	191
ANNEXES.	193
BIBLIOGRAPHIE	207

